



HAL
open science

De l'agriculture à la nutrition, quelle contribution des organisations paysannes ? : étude de cas auprès de 4 associations membres de la FONGS au Sénégal

Océane Leloup

► To cite this version:

Océane Leloup. De l'agriculture à la nutrition, quelle contribution des organisations paysannes ? : étude de cas auprès de 4 associations membres de la FONGS au Sénégal. Agriculture, économie et politique. 2023. dumas-04314236

HAL Id: dumas-04314236

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04314236v1>

Submitted on 29 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mémoire de fin d'études

Présenté pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome

Spécialité : SAADS

(Ingénieur Systèmes agricoles et agroalimentaires durables au Sud)

Option : MOQUAS

(Marchés, organisation, qualité et services dans les agricultures du Sud)

De l'agriculture à la nutrition, quelle contribution des organisations paysannes ?

Étude de cas auprès de 4 associations membres de la FONGS au Sénégal



par Océane LELOUP

Année de soutenance : 2023

Organismes d'accueil : GRET et FONGS

Mémoire de fin d'études

Présenté pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome

Spécialité : SAADS

(Ingénieur Systèmes agricoles et agroalimentaires durables au Sud)

Option : MOQUAS

(Marchés, organisation, qualité et services dans les agricultures du Sud)

De l'agriculture à la nutrition, quelle contribution des organisations paysannes ?

Étude de cas auprès de 4 associations membres de la FONGS au Sénégal

par Océane LELOUP

Année de soutenance : 2023

**Mémoire préparé sous la direction
de : Carole LAMBERT**

Présenté le : 16/10/2023

devant le jury :

Christian BARANGER

Carole LAMBERT

Amel BENKAHLA

Claire COSTIS

Sylvie AVALLONE

**Organismes d'accueil : GRET et
FONGS**



Maîtres de stage :

Amel BENKAHLA, Claire COSTIS

RESUME

Le Sénégal, un pays d'Afrique de l'Ouest, fait actuellement face à de nombreux défis tels qu'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sa population pour notamment vaincre la malnutrition, fléau qui persiste en Afrique. Cette question nutritionnelle a pendant longtemps été une question restreinte au secteur de la santé en privilégiant davantage le soin curatif des formes les plus graves de la malnutrition à la prévention par l'éducation nutritionnelle ainsi que l'intervention sur les autres déterminants de la malnutrition. Aujourd'hui, tous les acteurs reconnaissent la dimension multisectorielle de cette problématique et le rôle fondamental de la nutrition pour améliorer les conditions de vie et le développement socio-économique des populations. Cependant, le cloisonnement entre secteurs est encore grand et le mouvement paysan reste quasiment absent des dynamiques de lutte contre la malnutrition. Ce constat a mené la Fongs, la fédération des organisations paysannes du Sénégal, à renforcer sa présence dans la gouvernance nationale de la nutrition et de la sécurité alimentaire en créant une ligne d'action dans son plan stratégique dédiée au développement d'initiatives paysannes en matière de nutrition. La première étape de ce processus consiste au renforcement des capacités de ses leaders, appuis techniques et animateurs, en termes de nutrition avec l'accompagnement du Gret.

Le présent document s'inscrit dans le cadre du programme ASANAO 2, financé par l'Agence française de Développement (AFD) et coordonné par le Gret, qui vise à promouvoir des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition. Il intervient dans 8 pays dont le Sénégal. Ce rapport de capitalisation a pour objectif de mettre en lumière les activités spécifiques et sensibles à la nutrition développées dans quatre organisations paysannes membres de la Fongs. L'objectif de cet exercice de capitalisation pour le mouvement paysan sénégalais est d'identifier des initiatives favorables à la nutrition, d'apprendre de ces expériences en les partageant à l'ensemble du réseau pour, *in fine*, s'en inspirer et développer des stratégies internes plus sensibles à la nutrition dans les organisations paysannes.

Mots clés

Capitalisation, Sénégal, nutrition, malnutrition, lien agriculture et nutrition, organisation paysanne, activités spécifiques/sensibles à la nutrition, sécurité alimentaire et nutritionnelle, systèmes alimentaires durables, multisectorialité

ABSTRACT

Title : From agriculture to nutrition, what contribution of farmers organizations?

- Case study with 4 FONGS member associations in Senegal

Senegal, a country in West Africa, is currently facing a number of challenges, such as ensuring the food and nutritional security of its population, and in particular overcoming malnutrition, a scourge that persists in Africa. For a long time, the issue of nutrition was confined to the health sector, where curative care for the most severe forms of malnutrition was favored over prevention through nutritional education and intervention on the other determinants of malnutrition. Today, all players recognize the multi-sectoral dimension of this issue and the fundamental role of nutrition in improving living conditions and the socio-economic development of populations. However, there is still a great deal of compartmentalization between sectors, and the farmers' movement remains virtually absent from the fight against malnutrition. This observation led Fongs, the federation of farmers' organizations in Senegal, to develop a project to build the nutritional capacities of its leaders, technical support staff and animators, with the support of GRET.

The present document is part of the ASANAO 2 program, financed by the Agence Française de Développement (AFD) and coordinated by GRET, which aims to promote sustainable food systems conducive to nutrition. It operates in 8 countries, including Senegal. The aim of this capitalization report is to highlight the specific nutrition-sensitive activities developed by four Fongs member farmers' organizations. The aim of this capitalization exercise for the Senegalese farmers' movement is to learn from their experiences by sharing their achievements, as well as their difficulties, with the entire network, so as to ultimately draw inspiration from them and develop more nutrition-sensitive internal strategies within farmers' organizations.

Keywords

capitalization, Senegal, nutrition, malnutrition, agriculture and nutrition link, farmer organization, nutrition specific/sensitive activities, food security and nutrition, sustainable food systems, multifactorial

REMERCIEMENTS

Je souhaiterais remercier dans un premier temps le GRET pour m'avoir accueillie et pour m'avoir offert cette belle opportunité de stage. Merci en particulier à mes deux maitres de stage, Amel Benkahla et Claire Costis, pour m'avoir intégrée dans les équipes et pour m'avoir accompagnée tout le long du stage. Leur bienveillance, leur présence et leurs conseils ont contribué à faire de ce stage une expérience riche et formatrice. Merci également à Marie-Christine du Gret Sénégal pour les conseils.

Dans un second temps, je remercie Carole Lambert, ma directrice de mémoire, pour le temps accordé ainsi que pour les différents conseils qui m'ont permis d'obtenir ce stage et de rédiger le présent document.

Merci à l'ensemble de l'équipe de la Fongs dont Mar, Mbayang, Marietou, Khadija, Mouhamed, Aicha et Mass pour leur soutien, leurs partages de connaissances et leur amabilité durant tout mon séjour au Sénégal. Je n'aurais pas pu mener à bien ma mission sur le terrain sans leurs efforts et leur appui.

Merci à toutes les personnes rencontrées et enquêtées durant les trois mois passés en zone rurale. Merci Président Sarr, Diockel, Ibrahima B, Olimata, tonton Aw, Sokhna, Mor Talla, Ousseynou et tonton Diallo pour ces nombreuses heures de discussion, d'enquêtes terrain, d'activités et nos sorties touristiques qui m'ont montré la beauté du Sénégal. Merci Président Ndiaye, Ibrahima D. et Modou pour avoir facilité mes échanges avec la communauté et pour m'avoir soutenue durant mon séjour. Merci Président Diouf, Elimane, Diouma, Ndiogou et Ibrahima T. pour les informations transmises et les expériences vécues, ainsi que Mame Diarra pour m'avoir généreusement hébergée. Merci Président Gueye, Momath, Moustapha et Modou pour votre enthousiasme et votre présence. Merci à toutes les personnes rencontrées pour le chaleureux accueil au sein de vos familles, votre générosité et pour tous ces moments passés autour d'un repas, d'un thé ou sous un arbre à discuter.

Merci aux professeurs et encadrants de l'IRC, notamment ceux de l'option MOQUAS, de m'avoir permis d'acquérir toutes ces compétences et d'avoir fait de moi la personne que je suis aujourd'hui. Merci à la promotion MOQUAS 2022 pour les valeurs partagées, les bons moments de convivialité et cette interculturelité qui nous a montré à tous à quel point le monde est riche.

Enfin, un grand merci à ma famille et mes amis de toujours être présents pour m'encourager à vivre mes rêves même si ceux-ci engendrent parfois de la distance et de l'inquiétude.

TABLE DES MATIERES

Résumé	_____	
Abstract	_____	
Remerciements	_____	
Table des matières	_____	
Table des illustrations	_____	
Glossaire	_____	
Sigles et acronymes	_____	
Introduction	_____	1
I. Contextualisation de la question nutritionnelle et enjeux	_____	2
A. Le Sénégal, un pays agricole en développement	_____	2
1. L'agriculture sénégalaise : une agriculture familiale diversifiée...	_____	2
2. Et structurée par différentes politiques agricoles ainsi que des mouvements paysans actifs...	_____	3
3. Mais qui fait face à différents défis	_____	5
B. La question nutritionnelle à la portée des systèmes alimentaires	_____	5
1. La situation alimentaire et nutritionnelle dans le monde	_____	5
2. Les indicateurs nutritionnels en Afrique	_____	6
3. Le cas du Sénégal et sa stratégie pour développer la nutrition	_____	8
4. L'intégration du lien agriculture-nutrition dans les Organisations Paysannes	_____	11
C. L'émergence de l'approche agriculture-nutrition	_____	11
1. Le lien agriculture-nutrition	_____	11
2. Le GRET et son travail sur l'agrnut	_____	12
3. Les actions agrnut menées par le GRET	_____	14
4. La demande des commanditaires	_____	14
II. Démarche scientifique : un travail de capitalisation	_____	15
A. Les cadres théoriques essentiels à la compréhension de la problématique	_____	15
1. La capitalisation ponctuelle	_____	15
2. Les organisations paysannes	_____	15
3. Les systèmes alimentaires	_____	15
4. La nutrition	_____	16
5. La sécurité alimentaire et nutritionnelle	_____	16
6. Les activités « spécifiques nutrition »	_____	16
7. Les activités « sensibles à la nutrition »	_____	17
B. Les cadres conceptuels utilisés pour répondre à la demande	_____	17
1. Le cadre conceptuel des malnutritions (UNICEF)	_____	17
2. Le cadre conceptuel multisectoriel de la nutrition (CNDN)	_____	18
3. Le cadre conceptuel des systèmes alimentaires durables (HLPE)	_____	19
C. La méthodologie et les étapes du travail de recherche	_____	19
1. Une démarche qualitative	_____	19
2. La phase préalable au travail de terrain	_____	20
3. L'échantillonnage des associations	_____	20
4. La diversité d'acteurs rencontrés	_____	21
5. Les outils utilisés : entretiens semi-directifs, triangulation des données, retranscription	_____	22
6. L'analyse des données	_____	22

7.	La restitution en fin de projet	22
8.	Les difficultés rencontrées dans ce travail	23
III.	Résultats : une diversité d'expériences	24
A.	Les organisations paysannes rencontrées	24
1.	ARAF : Association Régionale des agriculteurs de Fatick	24
2.	FAPAL : Fédération des Associations Paysannes de la région de Louga	25
3.	URAPD : Union Régionale des Associations Paysannes de Diourbel	26
4.	ADAK : Association pour le Développement des Agriculteurs de Kaolack	27
B.	Des activités spécifiques nutrition qui touchent les causes immédiates de la malnutrition	29
1.	La cantine scolaire dans le cadre du projet Économie et Énergies Circulaires Vertes E2CV	29
2.	Le programme de renforcement de la nutrition PRN et ses activités ProSaNut	32
3.	La production de farine enrichie infantile	42
C.	Des activités sensibles à la nutrition qui influencent indirectement l'état nutritionnel	46
1.	Les unités de transformation locales	46
2.	La radio communautaire au bénéfice de la nutrition	49
3.	La valorisation des céréales locales	50
4.	Les greniers communautaires villageois	54
5.	Les initiatives communautaires au profit des ménages vulnérables	56
6.	Les pratiques agroécologiques	58
D.	L'origine de la malnutrition au Sénégal selon le monde paysan	60
1.	Accès des ménages à des moyens de production agricole adaptés au contexte pour permettre une alimentation de qualité	60
2.	Capital financier et matériel insuffisant	62
3.	Contexte socioculturel, économique et politique	63
IV.	Production de connaissances sur l'action	63
A.	La contribution de ces activités aux 4 piliers de la nutrition	63
1.	La cantine scolaire	64
2.	La mise en œuvre du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN)	65
3.	La production de farine enrichie et les unités de transformation locales	66
4.	La radio communautaire	67
5.	La valorisation des céréales locales	68
6.	Les greniers communautaires	68
7.	Les initiatives communautaires	69
8.	Les pratiques agroécologiques	70
B.	L'intervention des OP en soutien aux 4 piliers de la nutrition	71
1.	Gouvernance locale	71
2.	Financement adéquat et pérenne	73
3.	Communication, plaidoyer et Communication pour le Changement Social et de Comportement (CCSC)	74
4.	Multisectorialité, participation communautaire et équité	75
5.	Coordination, recherche, suivi-évaluation et capacitation des acteurs	76
V.	Discussion	77
	Conclusion	83
	Références bibliographiques	
	Table des Annexes	
	Annexes	

TABLE DES ILLUSTRATIONS

<i>Figure 1 : Schéma de l'organisation des OP (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	3
<i>Figure 2 : Objectifs de développement durable du Sénégal (Source : UN Sénégal, 2023)</i>	5
<i>Figure 3 : Prévalence de la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans (Source : CNDN, 2020)</i>	10
<i>Figure 4 : Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (Source : CNDN, 2020)</i>	10
<i>Figure 5 : Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (Source : CNDN, 2020)</i>	10
<i>Figure 6 : Définition de la sécurité alimentaire (Source : HLPE, 2023)</i>	16
<i>Figure 7 : cadre conceptuel des malnutritions modifié d'après l'origine de 1991 (Source : UNICEF, 2013)</i>	17
<i>Figure 8 : Cadre conceptuel multisectoriel de la nutrition (Source : CNDN, 2023)</i>	18
<i>Figure 9 : Cadre pour un système alimentaire durable (Source : HLPE, 2017)</i>	19
<i>Figure 10 : La méthode de travail en 7 étapes (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	20
<i>Figure 11 : Cartographie des associations à l'échelle nationale (Source : Google maps, 2023)</i>	21
<i>Figure 12 : Frise chronologique historique d'ARAF (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	25
<i>Figure 13 : Frise chronologique historique de FAPAL (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	26
<i>Figure 14 : Frise chronologique historique d'URAPD (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	27
<i>Figure 15 : Frise chronologique historique de l'ADAK (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	28
<i>Figure 16 : Photographies de la cantine, des cuisinières et de la citerne à eau (Source : URAPD, 2023)</i>	31
<i>Figure 17 : Schéma modifié de mise en œuvre organisationnelle du PRN (Source : modifié à partir de CNDN, 2021)</i>	35
<i>Figure 18 : Photographies d'une séance de pesée à gauche et d'une causerie à droite (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	36
<i>Figure 19 : Photographie d'un sachet de farine enrichie (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	42
<i>Figure 20 : Photographies des femmes mélangeant les farines à gauche et à droite d'un bol avec les différents ingrédients (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	44
<i>Figure 21 : Boulangerie artisanale bénéficiaire du projet SOL à Boulel (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	53
<i>Figure 22 : Sachet de petits gâteaux à base de mil et de maïs produits par les femmes transformatrices de l'URAPD (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	53
<i>Tableau 1 : Prévalence de la sous-alimentation en Afrique et ses sous-régions (FAO, 2020)</i>	7
<i>Tableau 2 : Insécurité alimentaire en Afrique et dans ses sous-régions (Source : FAO, 2020)</i>	8
<i>Tableau 3 : Les différents acteurs rencontrés (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	21
<i>Tableau 4 : Les caractéristiques des 4 OP ciblées (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	24
<i>Tableau 5 : Les différentes activités des associations paysannes rencontrées (Source : Océane Leloup, 2023)</i>	28

GLOSSAIRE

Alimentation : Ensemble des actions liées à l'action de se nourrir, c'est-à-dire l'ingestion d'aliments et de boissons pour répondre aux besoins nutritionnels du corps humain.

Malnutrition : État résultant d'un déséquilibre entre les apports nutritionnels et les besoins du corps, pouvant se manifester par une carence ou un excès de nutriments essentiels, entraînant des problèmes de santé.

Nutrition : Science pluridisciplinaire qui étudie les aliments, les régimes alimentaires, les comportements liés à l'alimentation et la façon dont les nutriments sont utilisés par l'organisme.

Santé : État de bien-être physique, mental et social complet. C'est un état dynamique dans lequel une personne est capable de fonctionner de manière optimale sur le plan physique et mental, de maintenir des relations sociales positives, de s'adapter à son environnement et de vivre une vie épanouissante.

Transformation : C'est l'ensemble des opérations qui consistent à fabriquer, à partir de produits agroalimentaires ou produits alimentaires intermédiaires, des aliments destinés à la consommation.

Agriculture familiale : Modèle agricole où les familles gèrent des exploitations de petite à moyenne taille (< 5 ha), produisent une diversité de cultures et comptent sur la main-d'œuvre familiale pour produire des aliments et des revenus.

Lien agrinut : Terme nouveau désignant le lien entre agriculture et nutrition, notamment dans le domaine du développement international et solidaire.

Taux de couverture : Mesure de la capacité d'une famille à couvrir ses besoins alimentaires sur les douze mois de l'année.

Agroécologie : Approche agricole durable qui favorise la biodiversité, la régénération des sols et la minimisation de l'utilisation d'intrants chimiques, en mettant l'accent sur des pratiques respectueuses de l'environnement et socialement équitables (comme le compost).

Agriculture conventionnelle : Modèle agricole qui repose généralement sur l'utilisation intensive de produits chimiques, de pesticides et d'engrais synthétiques pour maximiser les rendements et la rentabilité des cultures, souvent au détriment de l'environnement et de la durabilité à long terme.

Initiatives communautaires : Activités développées par le CNDN à destination des communautés pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Il s'agit par exemple de l'élevage de petits ruminants, des jardins d'arrière-cour, l'élevage de volailles, le micro-jardinage, les banques de céréales...

SIGLES ET ACRONYMES

AC	Agent Communautaire	OCP	Office Chérifien des Phosphates (groupe industriel marocain)
ADAK	Association pour le Développement des Agriculteurs de Kaolack/Kafrine	OGM	Organisme Génétiquement Modifié
AEC	Agence d'Exécution Communautaire	OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
AFDI	Agriculteurs Français et Développement International	ONG	Organisation Non Gouvernementale
AG	Assemblée Générale	OP	Organisation Paysanne
AMC	Affaires Mondiales Canada	OPESS	Organisation Paysanne à la conquête des Entreprises agroalimentaires du Sine Saloum
ANCAR	Agence nationale de Conseil Agricole et Rural	PAFA	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
ARAF	Association Régionale des Agriculteurs de Fatick	PALAM	Projet d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers
BER	Bureau Exécutif Régional	PAM	Plan Alimentaire Mondial
CA	Conseil d'Administration	PASAV	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaires des ménages Vulnérables
CLP	Comité Local de Pilotage	PECMAM	Prise En Charge de la Malnutrition Aiguë Modérée
CNCR	Conseil National de Concertation et Coopération des Ruraux	PND	Plan National de Développement
CNDN	Conseil National de Développement de la Nutrition	PRN	Projet de Renforcement de la Nutrition
COGEVI	Comité de Gestion Villageois	PV	Procès-Verbal
CPN	Consultation Prénatale	SPC	Suivi et Promotion de la Croissance
CRDN	Conseil Régional de Développement de la Nutrition	SSAD	Suivi A Domicile
E2CV	Energie et Économie Circulaire Verte	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
EF	Exploitation Familiale	UPADI	Union des Producteurs Agricoles pour le Développement International
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	URAPD	Union Régionale des Associations Paysannes de Diourbel
FAPAL	Fédération des Associations Paysannes de la région de Louga	USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
FARNE	Foyer d'Apprentissage, de Réhabilitation Nutritionnelle et d'Éveil		
FONGS	Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal		
FRA	Autorisation de fabrication et de mise en vente		
GIE	Groupement d'Intérêt Économique		
GRET	Groupe de Recherche et d'Échange Technologique		
IFC	International Finance Corporation		
ICP	Infirmière Cheffe de Poste		
MAM	Malnutrition aiguë modérée		

INTRODUCTION

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sa population demeure un enjeu prioritaire pour de nombreux Etats africains. Alors que les territoires doivent faire face à de nombreuses crises (climatique, sécuritaire, politique), le triple fardeau de la malnutrition constitue une menace réelle pour les populations rurales et urbaines (sous-alimentation, carences en micronutriments, suralimentation). Cette problématique essentielle transcende les frontières nationales et affecte des millions de vies, influant sur la santé, le bien-être, la stabilité économique et la croissance durable des communautés africaines dans les décennies qui viennent.

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un enjeu complexe, étroitement lié à des facteurs tels que la situation économique, la démographie et l'urbanisation croissante, les pressions environnementales, les conflits, les inégalités socio-économiques et les systèmes alimentaires en évolution constante. Cependant, elle ne se limite pas à la simple disponibilité en nourriture. Elle englobe également l'accès physique, économique et social à une alimentation suffisante, diversifiée, saine et nutritive. De plus, la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'inscrit dans un contexte global, influencé par des dynamiques internationales, le changement climatique et les flux migratoires.

L'agriculture ne se limite pas à la production de denrées alimentaires, elle façonne également les systèmes alimentaires et détermine l'accès de la population à des aliments sains et nutritifs. Par ailleurs, la nutrition joue un rôle crucial dans le succès de l'agriculture africaine. Une population en bonne santé et bien nourrie est plus productive et plus résiliente aux chocs environnementaux et économiques. De ce fait, la relation entre agriculture et nutrition est indissociable (Hawkes & Ruel, 2006). Malheureusement, ce lien est jugé encore trop faible pour répondre aux défis actuels, malgré une prise de conscience progressive « [...] on ne se limite même plus à la lutte contre la malnutrition, on fait du développement car on ne peut pas parler de lutte contre la malnutrition sans prendre en compte les autres déterminants. » (chef de projet Worldvision, 2023). Dans un continent où une grande partie de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance (Gueye, 2003), il est alors essentiel de mettre en avant le rôle que joue le monde paysan pour assurer la souveraineté alimentaire et nutritionnelle, et notamment pour vaincre la malnutrition persistante.

Ce document vise à explorer le lien complexe et interdépendant entre l'agriculture et la nutrition à travers un exercice de capitalisation d'expériences de projets menés par des associations membres de la Fongs au Sénégal. Il mettra en lumière les différentes activités plus ou moins sensibles à la nutrition réalisées dans quatre associations paysannes du bassin arachidier sénégalais. De plus, à partir de ces résultats, il évoquera les points essentiels à retenir de ces activités ainsi que quelques recommandations pour orienter les organisations paysannes africaines vers une stratégie plus sensible à la nutrition. Enfin, une discussion amènera à se questionner sur la contribution de ces organisations paysannes pour rendre le système alimentaire plus durable et plus sensible à la nutrition.

À travers cette analyse, nous chercherons à sensibiliser à l'importance cruciale de considérer ce lien entre agriculture et nutrition. Il est essentiel de reconnaître que le développement de la nutrition ne peut se faire sans une agriculture prospère et vice versa. En investissant dans ces domaines de manière coordonnée et intégrée, il s'agit non seulement de relever le défi de la faim et de la malnutrition mais aussi de créer des opportunités pour une croissance économique durable et un avenir plus radieux.

I. Contextualisation de la question nutritionnelle et enjeux

A. Le Sénégal, un pays agricole en développement

1. L'agriculture sénégalaise : une agriculture familiale diversifiée...

Situé en Afrique de l'Ouest, le Sénégal est bordé par la Mauritanie, le Mali, la Guinée et la Guinée-Bissau. Il compte environ 18 millions d'habitants en 2023 (Agence nationale de statistique et de la démographie, 2023) dont 51% de population rurale en 2022 (Banque Mondiale, 2022). En 2020, le secteur de l'agriculture représente près de 17% du PIB national mais malgré cela, l'insécurité alimentaire y est très présente. Une grande majorité de ces paysans pratique l'agriculture de subsistance et vit sous le seuil de pauvreté.

Le Sénégal, avec son climat sec et tropical, se décompose en 6 zones agroécologiques distinctes (FIDA Sénégal, 2021) :

- La vallée du fleuve : Elle est principalement axée sur la riziculture irriguée, le maraîchage et la culture du maïs. Cette région souffre de pluies rares et irrégulières, d'une forte évaporation, de la salinisation des terres et de l'érosion côtière.
- La zone sylvopastorale : Elle couvre principalement les régions de Louga et de Matam. Elle abrite 22 à 30% du cheptel national mais est caractérisée par des précipitations faibles et irrégulières, un manque de ressources ligneuses et fourragères, ainsi qu'une pauvreté et une dégradation des sols.
- La zone des Niayes : Les Niayes, qui englobent les régions de Dakar, Thiès, Louga et Saint-Louis, abritent des agriculteurs spécialisés dans la culture de fruits et légumes qui contribuent à plus de 80% des exportations agricoles. Cette région compte également des fermes « modernes » qui produisent de la viande, du lait et des œufs. Cependant, les Niayes sont confrontées à des problèmes tels que l'avancée des dunes, la salinisation des sols, l'ensablement des terres de bas-fond et l'érosion côtière.
- Le bassin arachidier : Situé dans les régions de Kaolack, Fatick, Thiès, Louga et Diourbel, il connaît une augmentation de la culture du maïs, des pastèques et du niébé, en plus de l'arachide et du mil. Cette vaste région céréalière est confrontée à une dégradation rapide des sols, à l'érosion, à des sécheresses fréquentes et à une évapotranspiration élevée.
- Le Sénégal oriental et la Haute Casamance, couvrant les régions de Tambacounda et de Kolda, sont principalement dédiés à l'agriculture pluviale, à l'élevage et à l'exploitation forestière. Cette zone subit les effets de l'érosion, de la dégradation des terres, du déboisement, de la diminution des précipitations et des incendies de brousse.
- La Basse et la Moyenne Casamance sont essentiellement des zones de forêt, de cultures de riz en bas-fonds, de mil, de maïs et d'arachide, ainsi que d'élevage. Cependant, ces régions connaissent des problèmes tels que la salinisation des rizières, l'acidification des sols en bas-fonds, l'érosion, la diminution des précipitations et la dégradation de la couverture végétale (annexe 1).

La zone d'étude de ce travail a concerné les associations principalement situées dans le bassin arachidier. Malheureusement, les terres de ce bassin sont fortement dégradées depuis plus d'un demi-siècle en raison de pratiques agricoles et minières peu conservatrices des sols. Cette zone représente à elle seule 57% des terres cultivables du Sénégal ce qui en fait donc le poumon de la production alimentaire nationale (Alice Villemin et al., 2022). Cela explique donc en partie la présence de plusieurs organisations paysannes désireuses de renforcer durablement le rôle et la place des exploitations familiales dans la sécurité alimentaire du pays.

2. Et structurée par différentes politiques agricoles ainsi que des mouvements paysans actifs...

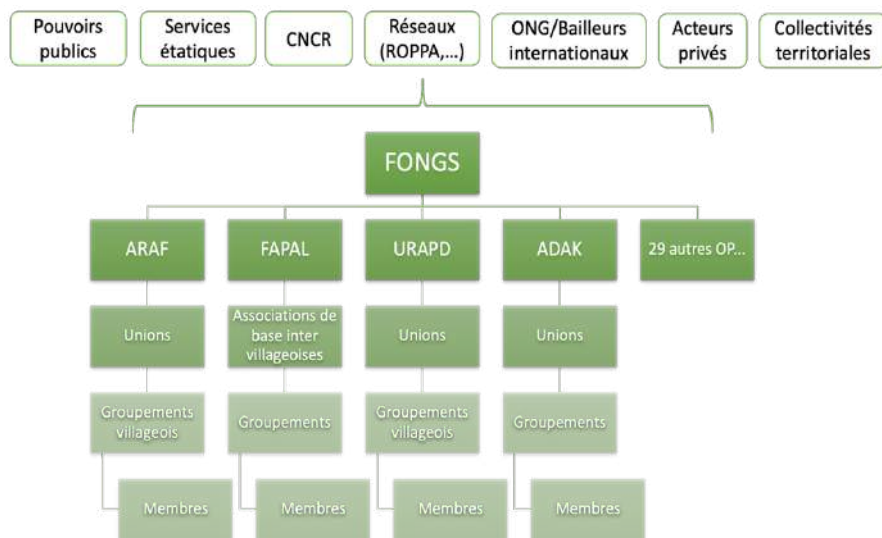


Figure 1 : Schéma de l'organisation des OP de la FONGS (Source : Océane Leloup, 2023)

L'agriculture sénégalaise s'organise autour des exploitations familiales (EF), parfois membres d'organisations paysannes (OP) qui sont elles-mêmes fédérées par des faitières telles que la FONGS. A ce jour, la faitière FONGS compte environ 33 OP membres. Ces dernières se composent parfois d'unions de groupements, puis de groupements villageois et des membres (figure 1).

Dans un contexte de sécurité alimentaire et nutritionnelle précaire, ces EF requièrent des investissements et conseils pour

augmenter leurs rendements avec des systèmes de production durables et variés pour répondre aux défis de l'agriculture sénégalaise. En intégrant les activités agricoles à d'autres secteurs de l'économie rurale non agricole, cela permet aux EF de jouer un rôle efficace dans la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la préservation de la souveraineté alimentaire, ainsi qu'une contribution significative à la croissance économique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

Avec le temps, les organisations paysannes ont évolué pour devenir des partenaires à part entière des pouvoirs publics, des services techniques (comme ANCAR Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural) et des acteurs privés, assumant diverses responsabilités telles que la fourniture d'intrants, la commercialisation des produits, ainsi que la prestation de conseils et d'assistance. Ces OP reflètent un transfert progressif de la responsabilité de la gestion des filières de l'État vers les organisations paysannes et les acteurs privés. En outre, l'intégration régionale et l'élaboration de politiques sectorielles ont accéléré le développement de réseaux d'organisations paysannes à l'échelle régionale, comme le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) (FIDA Sénégal, 2021).

Par ailleurs, le CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux) est un acteur clé du Sénégal car il représente les organisations paysannes et rurales du pays, en défendant les intérêts des agriculteurs, des éleveurs et d'autres acteurs ruraux. Il facilite également la concertation et la coopération entre les différentes organisations paysannes et rurales du Sénégal. Cette organisation travaille en étroite collaboration avec les pouvoirs publics et d'autres partenaires pour élaborer des politiques agricoles et rurales qui prennent en compte les besoins et les préoccupations des communautés rurales, mais également dans le cadre de projet de développement agricole (CNCR, 2022).

Différentes politiques agricoles ont vu le jour au Sénégal, dont la politique régionale adoptée en 2005 avec la CEDEAO, l'ECOWAP/PDDAA (*Economic Community of West Africa States Agricultural*

Policy), traduction régionale du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) du NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*). Son objectif principal est de promouvoir la création d'un marché régional efficace en mettant l'accent sur le soutien aux exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles, tout en encourageant la participation du secteur privé. Cette politique repose sur la coordination des Programmes Nationaux d'Investissements Agricoles (PNIA) élaborés au niveau des différents pays membres de la CEDEAO, ainsi que sur un Programme Régional d'Investissements Agricoles (PRIA) au niveau de la communauté économique régionale (Ministère français de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, 2015).

Le Sénégal a élaboré un ensemble de programmes prioritaires dans le cadre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) pour la période de 2009 à 2015, couvrant divers secteurs tels que l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche et la sécurité alimentaire. À la suite de l'évaluation de cette première génération de programmes, une seconde génération de PNIA a été mise en place, appelée le Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (PNIASAN). Ce nouveau PNIASAN a été conçu en collaboration avec les orientations de la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale, le Plan Sénégal Émergent, ainsi que les Objectifs de Développement Durable et la politique nationale de lutte contre les changements climatiques. Il vise à relever quatre défis majeurs :

- (i) Nourrir en quantité et qualité une population en croissance rapide et qui s'urbanise de plus en plus ;
- (ii) Promouvoir des systèmes de production durables et résilients aux différents chocs et les rendre plus compétitifs ;
- (iii) Améliorer l'attractivité du secteur agricole aux jeunes, aux femmes et aux investisseurs privés ;
- (iv) Améliorer la gouvernance multisectorielle et multipartite du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

Pour relever ces défis, plusieurs projets ont été élaborés, dont le projet PAPA (Projet d'Appui aux Politiques Agricoles) (République du Sénégal, 2011). Le Plan Sénégal Émergent (PSE), avec sa stratégie décennale 2014-2023, est un programme national de développement économique comprenant un volet agricole visant à moderniser le secteur agricole, augmenter la productivité et promouvoir l'agriculture durable. Il met l'accent sur la diversification des cultures, le renforcement de la chaîne de valeur agricole et la promotion de l'entrepreneuriat agricole.

Ce plan se divise en plusieurs axes et dans le cadre de l'axe 1 du PSE, intitulé "*Transformation structurelle de l'économie et Croissance*", cinq projets majeurs ont été développés :

- (i) Établir entre 100 et 150 projets d'agrégation ciblant les filières à forte valeur ajoutée ainsi que l'élevage ;
- (ii) Développer trois corridors céréaliers ;
- (iii) Créer entre 150 et 200 projets de soutien à l'agriculture familiale ;
- (iv) Restructurer la filière arachide ;
- (v) Mettre en place trois agropoles intégrés, dans le but de stimuler les investissements nationaux et étrangers, de diversifier les moteurs de la croissance économique, et de renforcer la résilience de l'économie.

En conséquence, l'agriculture au Sénégal se trouve dans l'obligation d'accélérer sa progression en instaurant un Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). Ce programme est intégré parmi les projets structurants du PSE et son objectif fondamental est de bâtir

une agriculture compétitive, diversifiée et durable (Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS), 2014).

3. Mais qui fait face à différents défis

Dans divers domaines tels que l'agriculture, l'économie et l'environnement, chaque secteur est confronté à des défis qui nécessitent une coordination au niveau national. Dans l'optique du développement durable de l'ensemble du pays, le Sénégal a défini des objectifs visant à éliminer la pauvreté, à protéger



Figure 2 : Objectifs de développement durable du Sénégal (Source : UN Sénégal, 2023)

l'environnement et à assurer la paix et la prospérité pour tous les citoyens. Le Plan Sénégal Émergent (PSE), qui sert de cadre à la politique économique et sociale à moyen et long terme du pays, est en harmonie avec les Objectifs de Développement Durable (ODD). La mise en œuvre des orientations stratégiques du PSE intègre l'ensemble des cibles prioritaires des ODD (UN Sénégal, 2023).

Dans la suite de ce travail, nous verrons que les organisations paysannes, à travers leurs différentes activités, participent à plusieurs de ces objectifs notamment le numéro un « Pas de pauvreté », le numéro deux « Faim Zéro », le numéro huit « Travail décent et croissance économique », le 12 « Consommation et production responsables », le 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » et le 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs » (Figure 2).

B. La question nutritionnelle à la portée des systèmes alimentaires

1. La situation alimentaire et nutritionnelle dans le monde

Selon le rapport de la FAO et de d'autres organismes pour l'année 2023, la situation de la faim dans le monde a connu une relative stabilité entre 2021 et 2022, mais elle demeure nettement plus élevée qu'avant la pandémie de COVID-19. En 2022, environ 9,2 % de la population mondiale souffrait de la faim, comparé à 7,9 % en 2019. Cette augmentation représente entre 691 millions et 783 millions de personnes touchées par la faim en 2022, avec une moyenne d'environ 735 millions, soit près de 122 millions de personnes de plus qu'en 2019.

À l'échelle mondiale, l'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les femmes et les personnes vivant en milieu rural. En 2022, environ 33,3 % des adultes en milieu rural étaient confrontés à une insécurité alimentaire modérée ou grave, comparé à 28,8 % dans les zones périurbaines et 26,0 % dans les zones urbaines. L'écart entre les femmes et les hommes en matière d'insécurité alimentaire, qui avait augmenté pendant la pandémie, a diminué entre 2021 et 2022, passant de 3,8 points à 2,4 points. (FAO et al., 2023)

Le monde doit actuellement faire face à trois types de malnutritions :

- La sous nutrition : la maigreur ou dénutrition avec l'émaciation, le retard de croissance et l'insuffisance pondérale ;

- La carence en micronutriments : la malnutrition en matière de micronutriments par manque de vitamines et de minéraux essentiels ou l'excès de micronutriments. L'iode, la vitamine A et le fer sont les plus importants à l'échelle mondiale ;
- La malnutrition par excès : le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation (par exemple, les cardiopathies, les accidents vasculaires cérébraux, le diabète et certains cancers).

Le premier type de malnutrition évoqué ci-dessus regroupe 3 formes de malnutrition :

- Émaciation ou malnutrition aiguë modérée (MAM) ou sévère (MAS) qui se qualifie par un faible rapport poids/taille. Elle peut être provoquée par une perte de poids récente et grave due au manque d'aliments ingérés et/ou à une maladie comme la diarrhée qui a entraîné une perte du poids. Le risque de décès est important mais elle peut être traitée ;
- La malnutrition chronique ou retard de croissance se définit par un faible rapport taille/âge et est provoquée par une sous nutrition chronique ou récurrente. Plusieurs facteurs peuvent influencer cette malnutrition : des conditions socioéconomiques défavorisées, un mauvais état de santé, une mauvaise nutrition des parents, des maladies fréquentes, des soins non adaptés... Le développement du potentiel physique et cognitif de l'enfant est alors affecté ;
- L'insuffisance pondérale concerne les enfants avec un faible rapport poids/âge. Ces enfants peuvent également présenter un retard de croissance et/ou souffrir d'émaciation.

(Organisation Mondiale de la Santé, 2021)

Selon l'OMS, tous les pays sont touchés par 1, 2 ou 3 types de malnutrition. La malnutrition est un facteur associé au décès des personnes les plus vulnérables que sont les enfants de moins de 5 ans, les mères enceintes et allaitantes. Il est donc très urgent de mobiliser l'ensemble de la population via les systèmes alimentaires pour lutter contre ce fardeau planétaire (Organisation Mondiale de la Santé, 2021).

En ce qui concerne les enfants de moins de 5 ans dans le monde, il est estimé qu'en 2022, 148,1 millions (soit 22,3 %) présentaient un retard de croissance, 45 millions (soit 6,8 %) étaient émaciés, et 37 millions (soit 5,6 %) étaient en surpoids. Le retard de croissance et l'émaciation étaient plus fréquents en zones rurales, tandis que le surpoids était légèrement plus élevé en milieu urbain. Des avancées remarquables ont été réalisées en ce qui concerne l'encouragement de l'allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois de la vie et la réduction du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans. Cependant, les objectifs fixés pour 2030 sont encore loin d'être atteints. En effet, même si la prévalence du surpoids chez les enfants et de l'insuffisance pondérale à la naissance a un peu évolué, la prévalence de l'émaciation est, quant à elle, plus de deux fois supérieure à l'objectif établie pour 2030.

Ce rapport montre bien que l'objectif faim zéro fixé d'ici 2030 pour éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition présentes dans le monde n'est pas encore réalisé. Il évoque notamment une analyse en faveur d'une réorientation des politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine et plus accessible dans le monde (FAO et al., 2023).

2. Les indicateurs nutritionnels en Afrique

La situation nutritionnelle en Afrique de l'Ouest est très préoccupante bien que ce territoire possède un grand potentiel de terres inexploitées. La faiblesse des politiques agricoles, la vulnérabilité des systèmes alimentaires ou encore les crises sans précédent n'arrangent pas la situation critique. Les pays sahéliens tels que le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie notamment sont très touchés par la

crise alimentaire et nutritionnelle. Cette situation risque fortement de s'aggraver en raison de l'insécurité persistante, de la faiblesse du système économique mais aussi des crises externes telles que le conflit en Ukraine qui impacte le prix des denrées alimentaires.

Un rapport de la FAO et d'autres organismes datant de 2021 présente des données statistiques sur la situation nutritionnelle en Afrique et dans chacune de ses sous-régions, en utilisant plusieurs indicateurs dont :

- « L'indicateur de prévalence de la sous-alimentation (PoU) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se fonde sur les données nationales relatives à la disponibilité alimentaire, à la consommation alimentaire et aux besoins énergétiques, tout en tenant compte des caractéristiques démographiques telles que l'âge, le sexe et les niveaux d'activité physique. Conçu pour rendre compte d'un état de privation énergétique qui dure plus d'un an, il ne reflète pas les effets éphémères des crises temporaires ou d'un apport temporairement insuffisant en nutriments essentiels » (FAO et al., 2021).

Sur le tableau ci-dessous, la prévalence (en %) de la sous-alimentation de l'Afrique de l'Ouest sur la période 2018-2020 est supérieure à celle du monde $14,8 > 8,9$ mais inférieure à celle du continent africain $19,0 > 8,9$.

Tableau 1 : Prévalence de la sous-alimentation en Afrique et ses sous-régions (FAO, 2020)

	2000-2002	2004-2006	2009-2011	2014-2016	2016-2018	2017-2019	2018-2020
MONDE	13,2	12,3	9,4	8,3	8,2	8,3	8,9
Afrique	24,0	21,6	18,7	17,0	17,4	17,6	19,0
Afrique centrale	40,1	36,7	30,4	28,8	29,1	29,4	30,5
Afrique de l'Est	38,6	34,2	29,4	25,0	25,5	25,5	26,6
Afrique du Nord	8,6	8,3	7,4	6,1	6,3	6,4	6,6
Afrique australe	5,6	5,1	6,2	7,4	7,6	7,5	8,4
Afrique de l'Ouest	16,5	14,1	11,8	11,7	12,1	12,4	14,8

- « La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) est une estimation de la proportion de la population confrontée à des difficultés modérées ou graves à pouvoir se procurer suffisamment de nourriture pendant une année. Des personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire modérée lorsqu'elles sont incertaines de leur capacité à obtenir de la nourriture et qu'elles ont été contraintes de réduire, à certains moments de l'année, la qualité et/ou la quantité de nourriture qu'elles consomment par manque d'argent ou d'autres ressources. Des personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire grave lorsqu'elles ont connu la faim et, au degré le plus avancé, sont restées plusieurs jours sans manger, mettant leur santé et leur bien-être en grand danger. » (FAO et al., 2021)

Pour l'insécurité alimentaire de l'Afrique de l'Ouest sur la période 2018-2020, peu importe la gravité, elle est globalement supérieure à celle du continent africain $57,8 > 27,6$ et $21,8 > 10,5$, ainsi qu'à celle du monde $11,9 > 9,4$ et $14,8 > 8,9$. Cependant, la sous-région d'Afrique de l'Ouest est moins touchée que l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est, dans les deux cas.

Tableau 2 : Insécurité alimentaire en Afrique et dans ses sous-régions (Source : FAO, 2020)

	Insécurité alimentaire modérée ou grave				Insécurité alimentaire grave			
	2014–2016	2016–2018	2017–2019	2018–2020	2014–2016	2016–2018	2017–2019	2018–2020
MONDE	23,0	24,8	25,8	27,6	8,2	8,9	9,5	10,5
Afrique	48,8	52,0	53,1	55,5	18,6	20,3	21,0	22,8
Afrique centrale				69,5				35,6
Afrique de l'Est	59,3	62,0	62,4	63,5	24,6	25,4	25,5	26,6
Afrique du Nord	28,7	31,4	31,0	30,0	9,9	10,1	9,5	9,2
Afrique australe	43,9	44,1	44,2	46,1	18,9	19,0	19,1	20,3
Afrique de l'Ouest	42,5	48,3	51,2	57,8	10,8	15,1	17,3	21,8
Afrique du Sud	42,9			44,9	18,0			19,3

D'autres données statistiques comme la prévalence du retard de croissance et la prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans se trouvent en annexe 2.

Le Directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale,

Chris Nikoi, a déclaré : *"La situation est en train de devenir incontrôlable. Les besoins augmentent beaucoup plus vite que notre capacité à y répondre actuellement, et ce dans un environnement opérationnel extrêmement complexe et volatile"* (PAM, 2022).

3. Le cas du Sénégal et sa stratégie pour développer la nutrition

Le gouvernement du Sénégal travaille sur des initiatives visant à améliorer la nutrition depuis de nombreuses années.

Un retour en arrière...

En 1995, dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, le Gouvernement du Sénégal a initié le Projet de Nutrition Communautaire (PNC) avec l'appui de la coopération allemande/KFW, l'Association pour le Développement International/IDA. En 1997, le PAM les a appuyés sur ce projet. Il sera substitué en 2002 par le Programme de renforcement de la nutrition (PRN) (Primature République du Sénégal, 2008).

En 2001, le gouvernement sénégalais a pris l'initiative de renforcer sa lutte contre la malnutrition en publiant une "Lettre de Politique de Développement de la Nutrition". Cette lettre présentait une série de stratégies innovantes visant à atteindre un objectif décennal pour améliorer l'état nutritionnel des groupes vulnérables et défavorisés. Ces stratégies comprenaient l'adoption d'une approche multisectorielle et communautaire, le renforcement des capacités pour la gestion et le suivi des programmes de nutrition, l'établissement de partenariats solides avec les autorités locales, la société civile et le secteur privé, ainsi que la promotion de la mobilisation sociale et du changement de comportement. En 2001, le gouvernement a créé la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), une agence placée sous l'égide du cabinet du Premier ministre. Cette agence avait pour mission de surveiller et d'évaluer la nouvelle politique nutritionnelle. La politique s'est concrétisée par la mise en place du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN) sur une période de 10 ans, dont la mise en œuvre a été financée par l'État, la Banque mondiale et ultérieurement par d'autres partenaires techniques et financiers (PTF) qui ont soutenu les initiatives en matière de nutrition (World Bank, 2017).

Ainsi, la CLM, devenue le CNDN (Conseil national de développement de la nutrition) récemment et plusieurs secteurs dont ceux de la santé, de l'éducation, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, de l'hygiène, de l'assainissement, de la protection sociale et du secteur privé ont mis en œuvre des Actions Essentielles Nutrition (annexe 3) à travers un certain nombre de projets et programmes :

- Programme de Renforcement de la Nutrition PRN ;
- Projet d'Iodation universelle du Sel ;
- Programme de Renforcement de la Fortification alimentaire (enrichissement de la farine de blé en fer/acide folique et de l'huile en vitamine A23) ;
- Projet d'Appui à la Sécurité alimentaire des ménages vulnérables PASAV ;
- Projet de Financements basés sur les Résultats PFR ;

- Programme de la supplémentation en vitamine A à grande échelle des enfants de 6-59 mois couplé au dépistage de la malnutrition.

L'engagement formel pour la nutrition et la priorité accordée à ce domaine ont été renforcés au fil du temps. L'un des jalons importants a été la signature de divers engagements internationaux et l'intégration de la nutrition dans le Plan Sénégal Émergent (PSE) en tant que priorité. Le Plan Sénégal Émergent a été lancé en 2014 et a marqué un engagement significatif envers le développement économique et social du pays, y compris la nutrition. En 2015, le Sénégal a également élaboré une nouvelle Politique Nationale de Développement de la Nutrition (PNDN), qui a renforcé l'approche multisectorielle de la nutrition comme principe clé.

Dans la perspective d'opérationnaliser et de mettre en œuvre la PNDN, un Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition 2018-2022 (PSMN) a été élaboré. Les objectifs stratégiques à l'horizon 2025 de ce plan sont détaillés en annexe 4. 12 plans d'actions sectoriels (PAS) sont déployés pour mettre en œuvre ce PSMN. Annuellement, chaque secteur établit les interventions à mener, les activités, les indicateurs de performance ainsi que le budget nécessaire à leur réalisation à partir du PAS. Une fois validées par l'autorité du ministère, ces interventions sont partagées d'abord avec les différentes structures du ministère et ensuite avec leurs services déconcentrés pour une appropriation et une mise en œuvre (CNDN, 2017).

La politique nationale de développement de la nutrition est alignée sur les grandes orientations établies au niveau international, notamment le mouvement "*Scaling Up Nutrition*" (SUN), le Rapport Mondial sur la Nutrition, les publications du Lancet sur la nutrition, le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale (CNDN, 2015). Sur le plan national, cette politique est intégrée dans deux domaines clés : d'une part, elle s'inscrit dans le cadre du Plan Sénégal Émergent (PSE), qui représente le consensus de référence pour le développement économique et social ; d'autre part, elle est harmonisée avec les différents documents de référence propres à chaque secteur (CNDN, 2015). De ce fait, tous les acteurs concernés ont participé à l'élaboration d'un cadre conceptuel (figure 8) qui permet de mieux comprendre comment l'harmonisation de tous ces secteurs peut contribuer à améliorer l'état nutritionnel de la population. Par ailleurs, bien que cela ne soit pas clairement évoqué dans le document de la politique, il existe un lien visible entre la contribution de ces secteurs à la nutrition et leur contribution plus large à l'amélioration des systèmes alimentaires. Cet aspect sera discuté davantage dans la suite de ce document.

Le CNDN en quelques mots

Placé sous l'autorité du Premier Ministre à la primature, cet organisme créé en 2001 (ex-CLM) offre un soutien technique essentiel dans l'élaboration et la réalisation de la politique nationale de nutrition. Il est présidé par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre et compte parmi ses membres des représentants des ministères clés liés à la nutrition tels que la Santé, l'Éducation, l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce, etc., ainsi que des représentants de l'Association des Maires et de l'Association des conseillers ruraux, ainsi que des membres de la société civile.

Le CNDN est organisé en un Bureau Exécutif National (BEN) chargé de gérer les programmes, ainsi que des Bureaux Exécutifs Régionaux (BER). Il joue un rôle crucial dans la coordination de la mise en œuvre des activités de nutrition au niveau communautaire, en collaborant avec 18 Agences d'Exécution communautaire (AEC) au nom des Collectivités Locales (CNDN, 2023a).

Quelques données...

Au-delà de l'élaboration de stratégies, le CNDN, en collaboration avec l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), élabore des études, récolte et partage les données qualitatives et quantitatives de la situation nutritionnelle du Sénégal.

D'après une de leurs études sur la situation de la malnutrition en 2012, les déterminants majeurs de la malnutrition au Sénégal sont les suivants :

- Les pratiques sanitaires (espacement des naissances notamment) et alimentaires des femmes en âge de reproduction, des femmes enceintes, et des femmes allaitantes ;
- Les pratiques alimentaires, et surtout des femmes en âge de procréer, des femmes enceintes et allaitantes, en rapport avec la pauvreté, les connaissances et les disponibilités alimentaires : insuffisance (quantité), manque de diversification (qualité) ;
- Les pratiques d'allaitement en rapport avec les normes socio-culturelles et l'absence d'une plateforme d'allègement des travaux ;
- L'hygiène et les soins accordés aux enfants, aux femmes enceintes, leur état de santé et la survenue d'une maladie (CNDN, 2015).

De plus, les dernières Enquêtes Démographiques de Santé de 2019 publiée en 2020 par le CNDN permettent d'obtenir un visuel à l'échelle nationale de la situation nutritionnelle, avec différents indicateurs :

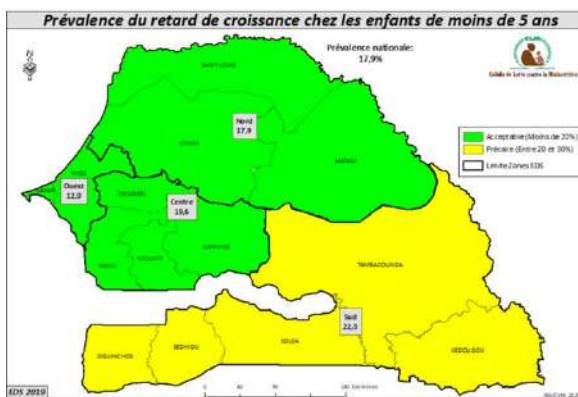


Figure 4 : Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (Source : CNDN, 2020)

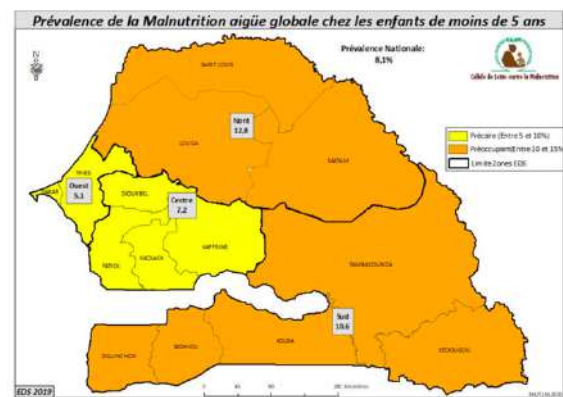


Figure 3 : Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (Source : CNDN, 2020)

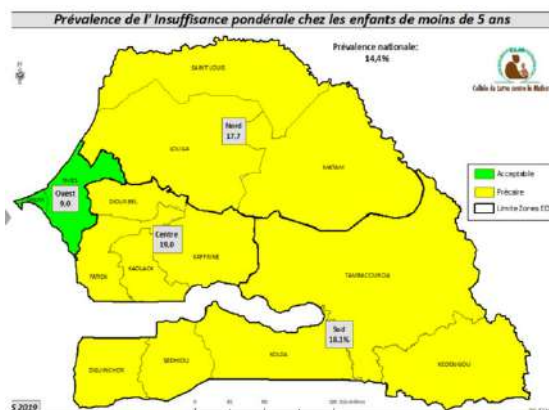


Figure 5 : Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (Source : CNDN, 2020)

En termes de retard de croissance, la situation est précaire dans la zone Sud du Sénégal avec une prévalence supérieure à celle nationale ($22,3 > 17,9$). Pour la malnutrition aiguë globale, les zones Nord et Sud sont jugées préoccupantes ($12,8 > 10,6 > 8,1$). Enfin, pour la prévalence de l'insuffisance pondérale, seule la zone Ouest et Dakar sont jugées acceptables. Le reste du pays est précaire, toutes les zones étant supérieures à la prévalence nationale qui est de 14,4%. De grandes disparités sont donc observables entre les régions avec une situation qui reste globalement précaire (ANSD, 2020).

Depuis 2010, ces 3 indicateurs ont connu une baisse plus ou moins importante (moins 7,8% entre 2011 et 2013 pour le retard de croissance par exemple) mais depuis 2014, ils tendent à se stabiliser en ne vacillant que légèrement (annexe 5) (ANSD, 2020).

4. *L'intégration du lien agriculture-nutrition dans les Organisations Paysannes*

Bien que dans son plan d'action, le PSMN prévoit d'intervenir dans le secteur agricole avec différents axes d'intervention (annexe 6) tels que le renforcement de la disponibilité des aliments riches, sains et nutritifs via l'appui à la mise en place d'activités maraichères dans les ménages par exemple, son lien avec les organisations paysannes locales reste faible. En effet, ces actions sont exécutées par les AEC déjà recrutées par le CNDN pour exécuter d'autres programmes/projets comme le PRN. Parmi ces AEC, peuvent déjà se trouver des organisations paysannes locales telles que l'ARAF mais en réalité, elles se font rares ; il s'agit la plupart du temps d'ONG de développement. Ainsi, les collaborations en matière de nutrition entre le CNDN (et donc l'Etat sénégalais) et les organisations paysannes du Sénégal sont très faibles. Si ce n'est que par l'intervention d'un partenaire extérieur dans le cadre d'un projet, les organisations paysannes peuvent rencontrer des difficultés pour intégrer la question nutritionnelle dans leur stratégie malgré l'émergence du lien entre l'agriculture et la nutrition et du soutien du gouvernement sénégalais dans la lutte contre la malnutrition.

Par ailleurs, avec sa politique multisectorielle et pluridisciplinaire, le gouvernement Sénégalais a pris conscience de l'importance d'impliquer tous les acteurs des différents secteurs pour lutter contre la malnutrition. De ce fait, le caractère systémique de la question nutritionnelle est flagrant : cette diversité de secteurs se retrouve en réalité dans les différents maillons d'un système alimentaire durable (l'agriculture, l'élevage et la pêche pour la production, le commerce et l'industrie pour la distribution, la transformation et la consommation, l'environnement pour la préservation de l'environnement et des ressources naturelles etc...).

Malheureusement, la question nutritionnelle a pendant longtemps été exclusivement une question de santé publique car l'aspect prévention de la malnutrition n'était pas suffisamment développé autrefois. La population et les services publics, en situation d'urgence, se sont davantage concentrés sur l'aspect curatif de la malnutrition car, effectivement, c'est aux mains du système de santé que revient cette fonction, mais tout cela en sous-estimant l'importance de la prévention et l'implication des différents secteurs.

Malgré cette prise de conscience par le gouvernement sénégalais et son engagement pour y remédier, le lien entre la nutrition, l'agriculture et les systèmes alimentaires durables de manière globale reste très faible aujourd'hui. Afin de pallier les problèmes de malnutrition et d'atteindre ses objectifs de développement durable, le Sénégal se doit de renforcer ce lien.

C. L'émergence de l'approche agriculture-nutrition

1. *Le lien agriculture-nutrition*

Il existe différentes passerelles entre agriculture et nutrition, spécifiques au contexte d'un pays et à la zone géographique. Par exemple, la production agricole des ménages influe sur la consommation alimentaire, le revenu généré par la vente de leur production et les prix alimentaires conditionnent l'achat de nourriture du ménage. Malheureusement, ces passerelles sont souvent méconnues et un grand vide persiste entre les deux (GILLESPIE S et al., 2012).

En effet, entre l'agriculture et la nutrition se trouve l'alimentation, la nourriture, ce « chaînon manquant ». La production et le rendement sont pour beaucoup de projets et programmes de développement agricole et rural les principaux facteurs qui importent. Cependant, nous devons considérer l'impact de la nourriture en tant que telle sur le consommateur. La dimension de « sécurité alimentaire » est importante, mais il s'agit aussi de prendre en compte les besoins nutritionnels du consommateur pour promouvoir des régimes alimentaires, qu'ils soient diversifiés, adaptés, de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle et en quantité suffisante.

Quel processus a donc amené à intégrer la nutrition dans les projets de développement ?

Il s'agit en réalité d'une prise de conscience progressive et internationale venant de différents acteurs, allant de la recherche scientifique aux institutions gouvernementales, en passant par des ONGs. Nous pouvons quand même identifier quelques événements marquants : la création du mouvement SUN qui promeut des actions sensibles à la nutrition pour lutter contre la malnutrition en ciblant les différents secteurs ayant un impact sur la malnutrition tels que l'agriculture. Un programme de recherche « Agriculture pour la Nutrition » a également été lancé à la suite d'une conférence en 2011, puis la banque mondiale a mené de nombreuses études sur le lien entre agriculture et nutrition. La FAO a également émis 20 recommandations clés sur la programmation agricole pour la nutrition.

Il est remarquable qu'à ce jour, il existe une volonté commune d'accélérer la mise en place d'interventions sensibles à la nutrition pour appuyer la création de politiques agricoles en faveur de la nutrition. Ces politiques doivent intégrer des mesures appropriées pour maximiser les effets positifs de l'agriculture sur la nutrition (Étienne du Vachat, Action Contre la Faim (ACF), 2013).

2. Le GRET et son travail sur l'agrinut

Le GRET, une ONG de développement international solidaire, intervient dans 28 pays depuis plus de 46 ans. Son travail, en collaboration avec d'autres acteurs, vise les plus vulnérables, au niveau des communautés et à l'échelle des territoires. Les équipes agissent en valorisant les approches locales et en étant constamment dans un processus de recherche-action. Le GRET intervient également au niveau international avec des actions de plaidoyer et de partage de connaissances. A travers le temps, il a su se construire un réseau riche d'acteurs avec qui il collabore sur différents projets et avec qui il partage à travers la capitalisation d'expériences notamment. Fortes de leur expérience à l'international, les équipes souhaitent répondre à 3 objectifs majeurs :

- Rendre les sociétés et les écosystèmes plus résilients face aux chocs climatiques, environnementaux, sociaux ou économiques ;
- Lutter pour la dignité de tous à travers plus de justice sociale ;
- Encourager chacun à passer à l'action, à penser, à inventer et à se réinventer, à s'organiser collectivement pour façonner un monde plus solidaire.

Le GRET adopte une approche globale du développement en se concentrant sur huit domaines d'expertise qui, lorsqu'ils sont combinés, contribuent à la lutte contre la pauvreté (ODD 1) et les inégalités à travers le monde (ODD 10). Ces domaines d'expertise comprennent l'économie et la finance inclusives, la gouvernance foncière, l'insertion professionnelle, la nutrition et la santé, la gestion des ressources naturelles, les services locaux essentiels, les systèmes alimentaires, ainsi que les questions liées aux villes et à l'habitat (GRET, 2023a).

Dans l'optique de relever les différents défis que la SAN (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) soulève, le GRET a souhaité mettre en avant le rôle déterminant de l'agriculture pour la nutrition, en plus de celui de la santé. A travers les systèmes alimentaires, l'agriculture peut agir à la fois sur l'aspect nutritionnel et sur la durabilité de nos modes de production et de nos modes de vie. De ce fait, le GRET développe des approches multisectorielles en s'appuyant sur des pratiques telles que le dialogue interne ou la planification conjointe de façon à intégrer le lien agriculture-nutrition dans les actions de développement. Par exemple, l'équipe met en avant des dispositifs de conseil et de sensibilisation sur l'alimentation et la nutrition dans des projets en agroécologie, en complément de l'accompagnement des services de santé. Par ailleurs, l'équipe mène ses projets à l'échelle des filières, de façon à les rendre inclusives, durables, génératrices de revenus et de créer des produits

de qualité nutritionnelle accessible à tous. La thématique agriculture et nutrition est portée depuis 2010 au GRET (Fiche thématique Agriculture et nutrition, 2020).

Pour œuvrer davantage dans cette direction, en 2018, l'ONG a initié la convention programme ASANAO (Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et dans les Suds) en impliquant des partenaires de longue date comme la Maison guinéenne de l'entrepreneur (MGE) en Guinée et la Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (Fongs), en intervenant dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest. Les objectifs principaux étant de renforcer les actions de développement agricole, améliorer la nutrition et accroître le développement de passerelles entre agriculture et nutrition dans les actions du GRET. En plus de soutenir des initiatives spécifiques dans le domaine de l'agriculture et la nutrition, ASANAO favorise également des activités transversales visant à renforcer les compétences, à capitaliser les expériences et à faciliter les échanges. Ces activités contribuent à créer des liens entre ces deux dimensions grâce à une approche régionale dynamique (Costis, 2020). Cette convention programme a été prolongée de 3 ans pour une deuxième phase en y ajoutant 3 autres pays hors Afrique de l'Ouest (Haïti, Madagascar et le Cambodge) et le sera de nouveau jusqu'en 2027 pour la troisième et dernière phase (GRET, 2022).

L'intervention du programme ASANAO au Sénégal s'est traduite par un appui à l'élevage avec le projet ASSTEL 3 (Accès aux services et structuration des exploitations familiales d'élevage). En collaboration avec l'association APESS et d'autres acteurs locaux, le projet a eu pour objectif de contribuer à améliorer la SAN des exploitations familiales d'élevage de Dagana par (1) l'accompagnement dans le renforcement de la gouvernance, (2) la structuration de services collectifs d'appui à l'élevage, (3) l'amélioration des moyens d'existence, (4) le renforcement du dialogue et de la concertation interprofessionnelle et territoriale entre les acteurs et (5) la compréhension des enjeux de genre et de nutrition-élevage-agriculture sur le territoire (Fiche projet - Asstel 3, 2020).

Présent au Sénégal depuis 1985, le GRET collabore avec la Fongs depuis plusieurs années. Cette fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal regroupe 33 associations paysannes et cherche à promouvoir une économie rurale profitable aux ruraux, équitable et durable. Depuis peu, la Fongs a commencé à réfléchir aux questions de nutrition et d'agroécologie notamment dans le projet Terria, issu du partenariat entre le GRET et la Fongs, où la dimension nutritionnelle pour accompagner la transition agroécologique des organisations paysannes a été intégrée afin d'améliorer les pratiques de nutrition et de santé des populations. Ainsi, par des séances de sensibilisation, de causeries et des démonstrations culinaires, des femmes ont pu être sensibilisées aux bonnes pratiques nutritionnelles (Alice Villemin et al., 2022). Cependant, le bilan stratégique 2021 a montré que la question de la nutrition n'était pas encore suffisamment prise en compte par la Fongs, si bien que l'organisation a décidé de consacrer une ligne d'action au développement des initiatives paysannes en matière de nutrition dans son plan stratégique 2022-2026, avec différentes composantes : le renforcement des capacités de la Fongs en matière de nutrition, le développement d'activités spécifiques à la nutrition et la promotion d'actions sensibles à la nutrition.

Dans l'objectif de s'assurer que les stratégies publiques favorisent une alimentation saine et une meilleure nutrition, et que les paysans et paysannes ainsi que leurs organisations mettent dorénavant la sécurité nutritionnelle parmi leurs priorités d'action, la FONGS a décidé d'intervenir pour doter ses acteurs de compétences spécifiques nutrition. En organisant une formation nutrition pour les différents niveaux d'acteurs (administrateurs, coordinateurs techniques et animateurs), la FONGS espère faciliter le portage politique de la question nutritionnelle, faciliter également les réflexions stratégiques et agir directement sur la nutrition. La formation des administrateurs a eu lieu en janvier 2023, celle des coordinateurs techniques en mai 2023 et celle des animateurs devrait se tenir d'ici la fin d'année 2023 (GRET, 2023b).

3. Les actions agrinut menées par le GRET

Dans le cadre du programme ASANAO, les organisations paysannes sont des acteurs majeurs de ces dynamiques agriculture-nutrition et plusieurs actions du programme (ateliers d'échanges, formations, capitalisation, développement d'outils) concernent le renforcement de leurs capacités en matière de nutrition.

Le GRET intervient dans les 8 pays de la convention avec différents projets tels que :

- En Guinée, le projet SARA porté avec la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) ou le ProFIMA conduit différentes fédérations comme la Fédération des Planteurs de la Filière Fruits en Basse Guinée (FEPAF-BG). Un travail y a été réalisé pour capitaliser leurs expériences en matière de nutrition, en parallèle de ce travail au Sénégal ;
- En Haïti, avec le projet PASAN-Apros de 2019 à 2023 et ses activités telles que l'amélioration de la gouvernance de la SAN, des actions de protection sociale auprès de ménages en insécurité alimentaire et des actions de développement agricole (réalisation d'ouvrage hydraulique, aménagement de bassins-versants, mise en place d'ateliers de transformation, formations aux pratiques agroécologiques, de nutrition et d'hygiène...) (Fiche Projet PASAN-Apros, 2018) ;
- Au Niger avec le projet PAFAN depuis 2017 pour l'appui à la fortification alimentaire avec l'appui à 12 entreprises productrices d'aliments fortifiés locaux, l'appui aux organisations de femmes qui vendent des bouillies et la collaboration nouée avec la plateforme paysanne du Niger (PFPN) pour renforcer les liens contractuels entre organisations paysannes et unités de production de farines infantiles... (Fiche projet PAFAN Niger, 2017).

4. La demande des commanditaires

Dans une volonté de partager ses expériences pour contribuer à faire évoluer les politiques, les pratiques de développement et les changements de comportement, la Fongs a, avec le soutien du programme ASANAO, souhaité capitaliser les expériences de ses organisations membres en matière de nutrition. Cette volonté intervient dans le cadre d'un projet qu'ils ont élaboré et qui contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable des exploitations familiales et des communautés rurales du Sénégal. Son objectif spécifique étant de renforcer les capacités de la Fongs en matière de nutrition et de lutte contre la malnutrition (Projet de renforcement des capacités de la FONGS en matière de nutrition - Plan Stratégique 2022-2026, 2021).

Le stage s'inscrit donc dans cette dynamique impulsée par la Fongs avec une première mission qui consiste en la capitalisation d'expériences et d'actions mises en œuvre par les organisations membres de cette dernière. Cette capitalisation a pour but d'identifier ce qui se fait au Sénégal en matière de nutrition, de produire de la connaissance mais aussi de donner à voir de ces expériences aux autres associations qui se poseraient des questions sur la nutrition. La capitalisation permettra aussi de comprendre comment se sont construites ces expériences, quels peuvent être les premiers résultats ainsi que les difficultés rencontrées. Enfin, dans un second temps et tout en s'appuyant sur les données récoltées au Sénégal, il s'agira de préparer une mallette pédagogique en vue d'un atelier sous-régional. Cette mallette regroupera différents outils utilisés au Sénégal mais également en Guinée pour faciliter le portage par les organisations paysannes des compétences et informations en matière de nutrition (Offre de stage, 2023).

Pour répondre à cette demande, un travail de recherche et de collecte de données a été effectué. Une problématique a été formulée pour aboutir à la rédaction d'un mémoire et d'un rapport de capitalisation :

Comment les organisations paysannes du Sénégal peuvent-elles contribuer à des systèmes alimentaires plus sensibles à la nutrition ?

II. Démarche scientifique : un travail de capitalisation

A. Les cadres théoriques essentiels à la compréhension de la problématique

1. La capitalisation ponctuelle

Le F3E, un réseau d'acteurs de la solidarité et coopération internationale, définit la démarche de capitalisation comme un « *exercice qui permet d'exprimer les différentes perceptions d'une expérience, les confronter et en déduire des enseignements à transmettre, en tirer des leçons* ». Cette démarche peut être qualifiée comme un processus itératif d'apprentissage collectif. C'est aussi une démarche transformative car les personnes au cœur de cette démarche en sortent enrichies de nouvelles compétences et connaissances. La limite entre l'évaluation, la communication et la capitalisation est cependant très fine. En capitalisant, l'acteur au cœur de cet exercice ne doit pas porter de jugement sur la qualité de l'action et sa capacité à atteindre les objectifs visés car ceci est le rôle de l'évaluation. De même, cet exercice ne doit pas servir à renforcer l'image de l'organisation via la communication mais bien à inspirer d'autres personnes grâce à ces expériences. Ainsi, « *la démarche de capitalisation s'intéresse uniquement au « comment », c'est-à-dire les processus, les actions, ce qui a fonctionné ou non et comment les acteurs impliqués l'ont vécu.* »

De façon synthétique, la capitalisation des expériences permet de passer de l'expérience à la connaissance partagée, son but principal étant de renforcer les savoirs mutuels par le partage. Dans beaucoup d'organisations, nous sommes trop souvent confrontés au cas de figure où de nombreuses actions sont réalisées mais les bénéficiaires eux-mêmes n'en ont pas connaissance, ni même certains acteurs internes et externes à l'organisation, d'où l'importance de vulgariser et d'intégrer davantage cet exercice au sein des organisations de la solidarité internationale. (F3E, 2022)

A la demande du commanditaire de ce travail, des recommandations seront tout de même formulées.

2. Les organisations paysannes

Les organisations paysannes sont constituées de producteurs qui se regroupent afin de faciliter leur accès aux marchés, aux intrants, aux financements et aux informations diverses utiles à l'agriculture dans un objectif commun : améliorer leur production agricole pour favoriser le développement local et leurs conditions de vie. Ces organisations paysannes s'organisent en plusieurs niveaux. Au Sénégal par exemple, la faitière (FONGS) fédère à l'échelle nationale l'ensemble des associations paysannes. Les associations paysannes (parfois aussi appelées fédérations), au niveau régional, représentent les groupements villageois ou unions. Dans le cas d'associations avec unions, nous pouvons retrouver des sous-unions. Dans tous les cas, les associations sont constituées de groupements villageois qui regroupent à la base, les producteurs membres.

Dans le cadre des activités d'alimentation et de santé, les organisations paysannes ne se substituent pas au système de santé mais travaillent en complémentarité.

3. Les systèmes alimentaires

Le terme "système alimentaire" fait référence à l'ensemble des processus impliqués dans la satisfaction des besoins alimentaires d'une population, ce qui comprend la culture, la récolte, la préparation, la transformation, le transport, la vente et la consommation des aliments.

Ce système s'inscrit dans un environnement social avec les interactions entre individus, l'influence des régimes alimentaires et des pratiques culturelles. Il s'inscrit également dans un environnement naturel avec les ressources telles que l'eau, le climat et la terre, puis dans un environnement artificiel avec les institutions, les infrastructures et les services nécessaires au bon fonctionnement d'un système alimentaire. Il prend en compte les conséquences possibles de ces interactions sur la santé humaine et la nutrition.

Un système alimentaire est considéré comme durable lorsqu'il permet à tous d'accéder à une quantité suffisante d'aliments nutritifs, sans compromettre la santé de la planète ni la capacité des générations futures à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels (FIDA, 2023).

4. La nutrition

La nutrition désigne la transformation des aliments ingérés en micronutriments et leur utilisation par notre organisme afin de produire de l'énergie. La nutrition dépend de plusieurs facteurs tels que le régime alimentaire, les pratiques de soins et d'alimentation, l'environnement familial et la disponibilité des services.

En agissant sur les systèmes alimentaires, les régimes alimentaires peuvent être améliorés et permettent de multiples bénéfices tels qu'une meilleure santé et une meilleure gestion des ressources naturelles. Par ailleurs, en améliorant l'accès aux soins et à l'éducation nutritionnelle et hygiénique, les problèmes de malnutrition pourront être réduits.

5. La sécurité alimentaire et nutritionnelle

La sécurité alimentaire est définie à travers 6 dimensions (HLPE, 2020) :



Figure 6 : Définition de la sécurité alimentaire (Source : HLPE, 2023)

assainissement...). Elle s'intéresse davantage aux conditions de l'individu. La sécurité alimentaire est donc une condition de la sécurité nutritionnelle.

6. Les activités « spécifiques nutrition »

Les activités « spécifiques nutrition » sont des interventions visant à réduire les causes immédiates de la malnutrition infantile et maternelle telles que l'apport alimentaire insuffisant et/ou inadapté (non riche en nutriment selon l'âge) et la pratique de soin inadapté (voir figure 7). Les activités dites « spécifiques nutrition » sont qualifiées de telles selon le point de vue de l'auteur de ce document, en référence à cette définition, qui ne correspond pas forcément au point de vue des acteurs de l'activité.

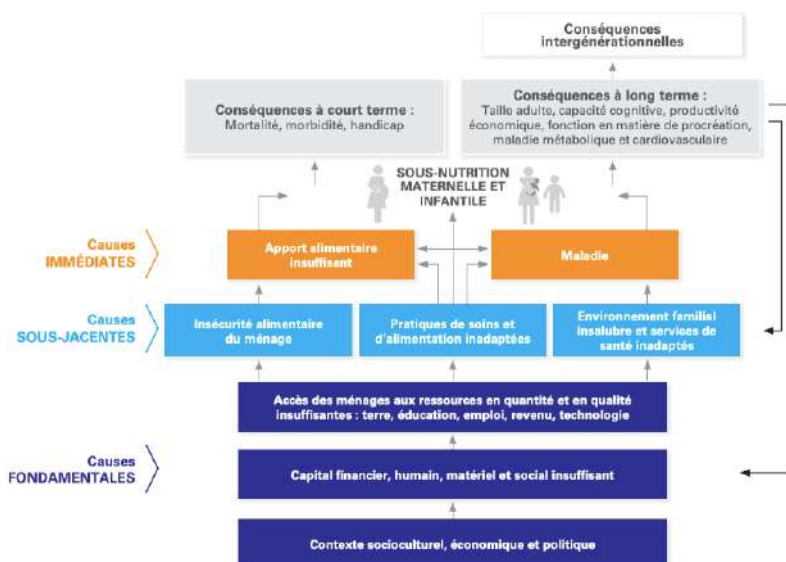
7. Les activités « sensibles à la nutrition »

Les activités « sensibles à la nutrition » visent les causes sous-jacentes de la malnutrition infantile et maternelle (voir figure 7). Elles se concentrent sur l'insécurité alimentaire des ménages, les pratiques de soins et d'alimentation inadaptées, l'environnement sanitaire/hygiénique insalubre et les services de santé inadaptés. Les activités dites « sensibles à la nutrition » sont qualifiées de telles selon le point de vue de l'auteur de ce document, en référence à cette définition, qui ne correspond pas forcément au point de vue des acteurs de l'activité.

B. Les cadres conceptuels utilisés pour répondre à la demande

1. Le cadre conceptuel des malnutritions (UNICEF)

Le cadre conceptuel de la malnutrition mis au point par l'UNICEF en 2013 (figure 7) définit la nutrition et présente les causes multifactorielles influençant la malnutrition. Il expose les trois grands facteurs responsables : l'alimentation, la santé et les soins. Pour permettre un état nutritionnel optimal, « l'enfant doit avoir accès à une alimentation abordable, diversifiée et riche en éléments nutritifs, avec des pratiques maternelles et de soins appropriées, des services de santé adaptés, dans un environnement sain comprenant notamment l'eau potable, l'assainissement et de bonnes pratiques d'hygiène » (UNICEF, 2013).



Construit sous la forme d'une pyramide, nous trouvons à la base les causes fondamentales de la malnutrition, puis les causes sous-jacentes et les causes immédiates. Il évoque également les conséquences à court et long terme de la sous-nutrition maternelle et infantile. Ce cadre permet de caractériser l'impact des activités identifiées sur l'état nutritionnel des enfants et de mieux comprendre les déterminants de la malnutrition (UNICEF, 2013).

Figure 7 : cadre conceptuel des malnutritions modifié d'après l'origine de 1991 (Source : UNICEF, 2013)

2. Le cadre conceptuel multisectoriel de la nutrition (CNDN)

Le cadre conceptuel multisectoriel de la nutrition au Sénégal (figure 8) permet de comprendre et décrire l'articulation et l'organisation des fonctions essentielles liées à la nutrition avec les dynamiques d'acteurs qui entrent en jeu pour se diriger vers un état nutritionnel optimisé. Chacune des activités identifiées sur le terrain peut être située en relation à ce cadre, ainsi que son rôle dans l'amélioration de la nutrition qui sera mis en avant. Enfin, les 5 « sous-piliers » du bas du cadre, qui représentent les conditions de réussite des interventions, aideront à identifier les facteurs favorables et défavorables à la mise en place d'activités nutrition dans les OP.

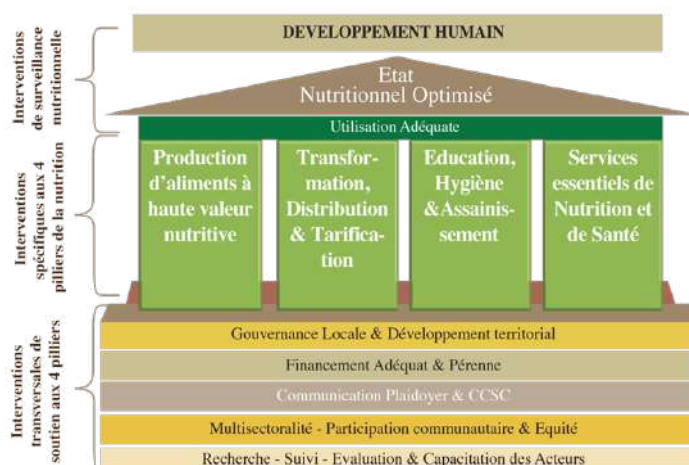


Figure 8 : Cadre conceptuel multisectoriel de la nutrition (Source : CNDN, 2023)

Le pilier I du cadre garantit la disponibilité, la sécurité alimentaire et la nutrition en utilisant les ressources naturelles disponibles et en produisant de la matière première en quantité et en qualité. C'est une des conditions qui permettent une bonne nutrition. Cette production d'aliments à haute valeur nutritive peut être accompagnée de la recherche scientifique et des nouvelles technologies dont disposent les organisations paysannes.

Le pilier II garantit la conservation, la qualité et l'accessibilité des aliments après récolte. En effet, les aliments se détériorent après récolte donc il est important de mettre en place des stratégies et des pratiques qui permettent de les transformer et/ou de les conserver de manière à garantir leur qualité nutritionnelle dans le temps mais aussi leur accessibilité tout au long de l'année. Cela permet d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles pendant les périodes de soudure et en cas de chocs climatiques.

Le pilier III assure l'éducation nutritionnelle de tous les acteurs impliqués afin d'améliorer le comportement de la population en faveur d'une meilleure hygiène, d'une bonne santé, d'une alimentation adéquate et *in fine*, afin de permettre un état nutritionnel optimisé. De plus, il s'assure de l'accès de la population à l'eau potable et à l'assainissement, services qui jouent un rôle important pour la nutrition et la bonne santé.

Le pilier IV concerne les services de santé et de nutrition ainsi que les services annexes qui contribuent à leur créer un environnement politique et social approprié comme les collectivités locales, l'action sociale et la protection sociale (CNDN, 2015).

3. Le cadre conceptuel des systèmes alimentaires durables (HLPE)

CADRE POUR UN SYSTÈME ALIMENTAIRE DURABLE

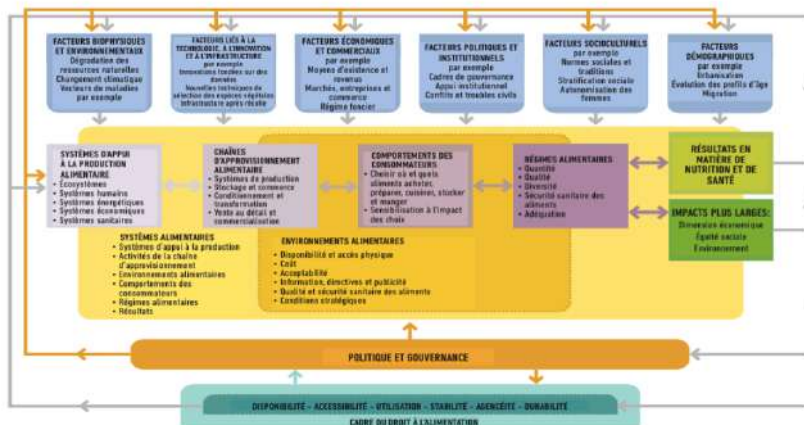


Figure 9 : Cadre pour un système alimentaire durable (Source : HLPE, 2017)

Le cadre conceptuel des systèmes alimentaires durables (figure 9) permet de comprendre ce qui mène aux résultats en matière de nutrition et de santé, et à plus long terme, aux impacts sur les dimensions de la durabilité. Nous observons alors la complexité et les connexions entre les différents facteurs composant les systèmes alimentaires.

En référence aux différents éléments de ce cadre, il sera possible d'analyser le rôle que peuvent jouer les OP pour des systèmes alimentaires plus durables.

C. La méthodologie et les étapes du travail de recherche

1. Une démarche qualitative

Le F3E a décliné 5 étapes essentielles à l'exercice de capitalisation des expériences :

- (i) Reconstituer ensemble l'historique du projet. Dans mon cas, il s'agira de reconstituer l'historique de l'intégration de cette question de nutrition dans les associations ;
- (ii) Témoigner, expliquer. Cette phase consistera en le recueil des données via des échanges avec les différents acteurs. Il s'agira d'être attentif à leurs récits et témoignages, de recueillir des dires d'acteurs et de retranscrire chaque entretien ;
- (iii) Partager les récits, analyser les expériences et en tirer des leçons. Cette phase d'analyse de données se décline en deux parties présentées ci-dessous et sera aussi à réaliser avec les différents cadres conceptuels que j'ai présentés précédemment ;
- (iv) Rassembler les résultats au sein d'un rapport. Il s'agira de réaliser les livrables attendus par le GRET et la FONGS, ainsi que mon mémoire de fin d'études ;
- (v) Faire vivre les résultats de la capitalisation. Par la publication de ces livrables et le partage en interne, les enseignements seront transmis.

Pour expliciter l'étape (iii), nous pouvons la diviser en deux parties :

Partie 1 : Identifier et caractériser les activités spécifiques et sensibles à la nutrition, autrement-dit ce qui est « déjà-là ».

- Ciblage des activités
- Descriptif sommaire et progressif de l'activité
- Le « Comment ? » (Acteurs, méthodes, ressources...)
- Résultats / Impacts
- Contraintes et difficultés

Partie 2 : Produire de la connaissance sur l'action

- La contribution des OP à l'amélioration de la nutrition avec les 4 piliers du cadre
- Le soutien des OP à travers les 5 lignes transversales
- Les points à retenir et à améliorer

Cette démarche qualitative est plus appropriée que la démarche quantitative pour réaliser ce travail car il s'agit de décrire des expériences réelles qui seront traduites par des dires d'acteurs, des détails et une étude du contexte, non des chiffres. Nous ne sommes pas dans une démarche de prouver des faits avec des chiffres comme peut l'être une étude quantitative. Cependant, pour mettre en avant les impacts et résultats de ces expériences, quelques données quantitatives pourront être utilisées.

2. La phase préalable au travail de terrain

Le travail a débuté par une phase de recherche bibliographique en télétravail et en présentiel au siège du GRET. Cette phase a permis de se sociabiliser avec le sujet du stage, de collecter des informations utiles à la compréhension du sujet et de commencer à élaborer les outils de collecte de données.

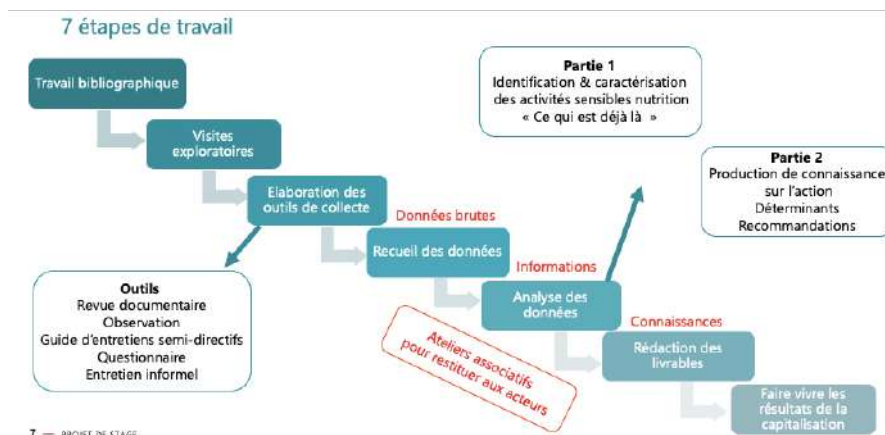


Figure 10 : La méthode de travail en 7 étapes (Source : Océane Leloup, 2023)

Une fois arrivée au Sénégal, un séjour à la FONGS (la faitière) a eu lieu pendant environ un mois (voir le calendrier de travail en annexe 7). Ce séjour m'a permis de rencontrer l'équipe de la FONGS, d'échanger avec eux sur leurs activités, le sujet du stage et de mieux comprendre le contexte dans lequel ce dernier s'inscrit. Par ailleurs, j'ai pu assister à différentes activités de la FONGS dont la formation nutrition des coordinateurs techniques en présence du GRET, du CNDN et du mouvement SUN. Le travail bibliographique a continué en parallèle.

Ensuite, des visites exploratoires dans les 4 associations ciblées ont été organisées afin d'établir un premier contact, de présenter mon travail et de collecter quelques premières données pour orienter l'élaboration des outils de collecte et de manière générale, avoir un aperçu des différentes activités en lien avec la nutrition.

3. L'échantillonnage des associations

Le ciblage des associations rencontrées dans le cadre de ce travail a été effectué par l'équipe de la FONGS. Grâce à leurs connaissances sur les activités que les associations mettent en place mais aussi sur l'historique de l'association, l'équipe a sélectionné 4 associations jugées intéressantes pour ce travail parmi les 32 actuellement membres :



Figure 11 : Cartographie des associations à l'échelle nationale (Source : Google maps, 2023)

- ARAF à Gossas qui, en collaboration avec le CNDN, exécute un programme spécifique nutrition (PRN) depuis 2004. ARAF a déjà présenté son travail à la FONGS lors d'un atelier ;
- FAPAL à Louga qui possède sa propre unité de transformation et qui exécute, en consortium avec Panafricare, le PRN depuis peu ;
- URAPD à Bambey qui possède un marché important de transformation de farine enrichie pour le PRN et qui collabore avec la FONGS et l'association SOL dans la valorisation des céréales locales ;
- ADAK à Kaffrine qui collabore également

avec la FONGS et l'association SOL.

Chacune de ces associations a un bureau composé d'un président, d'un secrétaire général, d'appuis techniques et d'animateurs qui seront des acteurs clés pour la capitalisation des expériences.

4. La diversité d'acteurs rencontrés

Lors de la phase bibliographique, un mapping des acteurs a été réalisé afin de visualiser de manière globale tous les acteurs intervenant sur cette thématique et potentiellement intéressants dans le cadre de mon stage (annexe 8). Par la suite, à l'aide notamment des visites exploratoires et surtout pendant la première expérience à l'association ARAF, il a été plus facile de cibler les acteurs à rencontrer pour collecter un maximum d'informations utiles à l'exercice de capitalisation attendu et obtenir une diversité de points de vue. Le tableau 3 ci-dessous synthétise tous les acteurs rencontrés. La disponibilité des personnes, le planning des associations et les moyens techniques ont fortement influencé cette liste d'acteurs rencontrés.

Tableau 3 : Les différents acteurs rencontrés (Source : Océane Leloup, 2023)

ARAF		FAPAL		URAPD		ADAK	
Administrateur association	3	Administrateur association	3	Administrateur association	2	Administrateur association	2
Animateur principal	1	Responsable Suivi-Évaluation	1	Chef de projet	2	Coordonnateur des activités	1
Adjoint au bureau CNDN	1	Chef de projet	1	Directeur radio	1	Coach	1
Chef de projet PRN	2	Animateur	3	Responsable transformation	1	Gérant minoterie	1
Agent communautaire PRN	4	Vice-gérant unité mécanique	1	Femme formatrice	1 + focus groupe	Personne ressource	1
Relais communautaire	1 + focus groupe	Présidente unité transformation	1	Boulangier transformateur	1	Femme formatrice	1
Conseiller municipal	1	Chef de projet PRN	1	ONG internationale	1	Animateur	1
Infirmière cheffe de poste	1	Agent de développement communautaire	1	Directeur école	1	Boulangier transformateur	1
Chef de quartier	1	Relais communautaire	4	Service de développement communautaire	1		
Femme formatrice/CLP	1	Maire	1				
Producteurs	3	Chef de village	1				
		Femme formatrice	1 + focus groupe				

5. Les outils utilisés : entretiens semi-directifs, triangulation des données, retranscription

Après discussion avec l'équipe de la FONGS pour bien comprendre leurs attentes, le guide semi-directif s'est avéré être l'outil le plus adapté pour ce travail car il permet de guider l'interlocuteur tout en lui laissant de la souplesse pour s'exprimer.

Un premier guide d'entretien semi-directif a donc été réalisé pour recueillir différents types de données : le profil des participants, l'organisation de l'association, l'intégration de la nutrition dans l'OP, la description des activités en lien avec la nutrition, le processus de construction, le lien avec les systèmes alimentaires, le suivi-évaluation et la capitalisation, les résultats et impacts, les contraintes et difficultés et enfin, les projets futurs de l'association (annexe 9). Ce guide, construit dans un premier temps à destination des responsables politiques des associations, a permis de créer une trame de base avec toutes les informations à récolter durant cette phase de terrain. Il a été validé par l'équipe de la FONGS et l'ensemble des personnes impliquées dans le stage. Par la suite, le guide a été décliné en plusieurs autres guides selon les acteurs ciblés : certaines parties ont été supprimées afin d'adapter les questions à la personne interrogée et éviter les redondances. De plus, certains des acteurs interrogés n'avaient pas la capacité de fournir toutes les informations donc un travail de triangulation des données a dû être fait tout au long de la collecte des données.

Après chaque entretien, une retranscription a été faite à partir des notes afin de pouvoir réutiliser ces données plus tard lors de l'analyse mais aussi de pouvoir faire un point sur les données récoltées et sur celles manquantes après chaque entretien. De ce fait, les entretiens suivants ont pu être préparés en conséquence.

Par ailleurs, lors de ma participation à certaines activités comme les formations, les causeries ou les séances de pesée, une grille d'observation a été réalisée afin de mettre sur papier toutes mes observations, interrogations et remarques. Cette grille se décompose en quatre colonnes : les types d'informations, précision sur les données à collecter, quelle utilisation en faire et les données en tant que telles et en sept lignes : produit, personnel, conditions de travail, organisation du travail, environnement, matériel/ressources, ambiance (annexe 10).

6. L'analyse des données

A l'aide des retranscriptions rédigées pendant la phase terrain et des grilles d'observations, l'analyse des données a consisté en la triangulation des différentes données récoltées pour reconstituer le processus de construction de chacune des activités capitalisées et pour permettre de les décrire avec le plus de détails possibles. Par ailleurs, les activités à capitaliser ont d'abord été choisies selon l'importance de leur lien avec la nutrition (de manière subjective) mais aussi selon la quantité de données récoltées à leur sujet. Elles ont été classées selon deux catégories : les activités spécifiques nutrition et les activités sensibles à la nutrition, et sont à découvrir dans la partie Résultats de ce document. Le temps dédié au travail de terrain et d'analyse ayant été limité, cette liste d'activités est non exhaustive. L'objectif a été de mettre en avant les activités les plus représentatives des associations et qui correspondent le mieux au sujet de ce mémoire.

Pour produire de la connaissance sur ce travail et fournir une analyse constructive, les cadres théoriques et conceptuels décrits précédemment ont été mobilisés.

7. La restitution en fin de projet

Une restitution aux différentes associations a été préparée à la suite du travail de terrain. Malheureusement, en raison de la disponibilité de l'équipe FONGS et de la fin de la mission au Sénégal, elle n'a pas pu se faire en présentiel au Sénégal. Elle a donc été prévue en distanciel via

une visioconférence en conviant deux à trois représentants par association à la FONGS pour une journée. L'objectif de cette restitution est de présenter le travail réalisé : les personnes rencontrées, les données récoltées et une première analyse. De plus, cette restitution pourra permettre d'obtenir une validation des données par les personnes concernées, d'exposer des pistes de réflexion et d'ouvrir un débat.

Cependant, au moment de la rédaction de ce mémoire, la restitution n'avait toujours pas eu lieu.

8. Les difficultés rencontrées dans ce travail

Différentes difficultés ayant impacté de manière minime le travail ont été rencontrées.

D'une part, la posture à adopter dans ce travail de capitalisation a été très importante. La limite entre l'évaluation et la capitalisation étant très fine, il ne fallait pas la franchir ce qui a parfois été difficile.

D'autre part, la nutrition est pour beaucoup encore considérée comme une histoire de femmes parce que ce sont elles qui cuisinent et elles qui allaitent les nouveaux nés. C'est aussi une notion encore peu intégrée en zone rurale et de ce fait, les hommes ou les personnes rencontrées n'ayant pas de connaissance en matière de nutrition ont parfois été réfractaires à l'idée d'échanger à ce sujet. En expliquant bien l'objectif de cet échange, la plupart d'entre eux ont finalement accepté.

La disponibilité des personnes ressources et les moyens techniques ont aussi parfois été une contrainte. Il a fallu s'adapter à leur calendrier ou trouver des alternatives pour interroger d'autres personnes susceptibles de me donner les mêmes informations. Grâce à l'accompagnement du personnel des différentes associations, les solutions ont été trouvées et le type de données souhaité a pu être collecté.

Par ailleurs, bien que les membres de l'association étaient dans l'ensemble disponibles pour me traduire lorsque le besoin s'est fait sentir, la barrière de la langue locale a parfois été une difficulté et a limité ma capacité d'autonomie pour collecter les données.

Enfin, la collecte de données statistiques récentes (moins de 2 ans) sur la situation nutritionnelle du Sénégal s'est avérée compliquée car ces données ne sont pas encore existantes ou elles ne sont pas partagées.

III. Résultats : une diversité d'expériences

Cette partie vise à exposer les résultats et les données récoltées auprès des 4 associations et de la faitière pendant la mission au Sénégal. Tout d'abord, une présentation des OP ciblées sera faite puis les activités dites spécifiques et sensibles seront capitalisées avant de terminer par l'évocation de l'origine de la malnutrition au Sénégal selon les dires d'acteurs pour faire le lien avec leurs activités.

Le choix de présenter les activités capitalisées par degré de sensibilité à la nutrition au lieu de les présenter association par association permet d'éviter de comparer les associations et de porter un jugement de valeur sur leur travail. Pour rappel, l'objectif de ce travail n'est pas d'évaluer les associations mais de mettre en valeur leurs expériences en matière de nutrition.

A. Les organisations paysannes rencontrées

Le tableau 4 ci-dessous (annexe 11) présente une vue d'ensemble des OP avec leurs caractéristiques factuelles telles que leur situation géographique, leur création ou leur organisation.

Tableau 4 : Les caractéristiques des 4 OP ciblées (Source : Océane Leloup, 2023)

	ARAF	FAPAL	URAPD	ADAK
Situation géographique	Région de Fatick (Sine Saloum), département de Gossas, commune de Gossas	Région de Louga, département de Louga, petite commune de Kelle Gueye	Région de Diourbel, département de Bambey, commune de Bambey	Région de Kaffrine, département de Kaffrine, commune de Kaffrine
Zone agroécologique	Bassin arachidier	Bassin arachidier	Bassin arachidier	Bassin arachidier
Date de création	1985	1987	1988	1985
Sous-organisation	7 unions paysannes : Baol, Colobane, Diakhao, Guinguéno, Mbadakhoune, Ouadiour et Toucar.	33 groupements villageois membres mais officiellement 45 car 12 autres bénéficient du programme de l'État sans cotiser à FAPAL.	3 sous-unions : Ngoye, Ndongol et Diokhoba avec environ 44 groupements villageois	5 unions/coopératives : Boulel, Koungheul, Médina Sabakh, Maïem Hodar et Ndioum Nguenth. Dont 177 groupements de base
Nombre de membres	2864	3700 membres dont 65% de femmes sur 5 arrondissements, soit 8 communes et 34 villages	Plus de 2697 membres dont 65% des femmes	5314 membres sur 2 régions, 5 départements et 16 communes
Gouvernance/organes de décision	<u>Equipe administrative</u> : un président, un secrétaire général et un trésorier élue à la suite de l'assemblée générale de 2013 <u>Conseil administratif</u> : 29 membres <u>Assemblée générale</u> : 1 délégué/union	<u>Bureau exécutif</u> : un président, deux adjoints, un secrétaire général et son adjoint, un trésorier et son adjoint et enfin 11 membres élus par consensus à l'AG. <u>Assemblée générale</u> : deux à cinq membres/groupement. Réunion tous les quatre ans pour valider les programmes, rapports, missions et objectifs. <u>Conseil général</u> : 72 délégués = relais de l'AG, réunion tous les ans <u>Conseil d'administration</u> : 36 membres pour orienter et améliorer les décisions. Réunion chaque trimestre et mise en œuvre de la feuille de route approuvée par le CG. (voir annexe 12) <u>3 commissions</u> : agriculture, communication et formation, politique, financement rural et développement durable, ainsi qu'un comité des sages et un collège des femmes et des jeunes.	<u>Bureau exécutif</u> : un président, un 1er et 2nd vice-président, un secrétaire général et de son adjoint, un trésorier général et de son adjoint et d'un commissaire au compte + une assistante, une comptable et une assistante comptable <u>10 commissions</u> : agriculture, élevage, Développement institutionnel et Développement organisationnel DIDD, multiplication de semences, environnement, alphabétisation, bien-être animal, transformation et organisation. (URAPD, 2022)	<u>Bureau exécutif</u> : président, secrétaire général et trésorier. <u>Assemblée générale</u> : 180 membres <u>Conseil d'administration</u> : 28 membres <u>Commissaire au compte</u> : trois membres
Equipe technique	7 animateurs endogènes qui ont la charge du suivi des activités auprès des exploitations familiales. + équipe PRN : 2 chefs de projet (car deux districts sanitaires : Gossas et Guinguéno), 1 comptable, 17 agents communautaires, les relais communautaires et un gardien	Pool de 18 animateurs endogènes Comité de pilotage 14 membres : un de ses administrateurs, un comptable, douze animateurs et un cabinet externe	Pool d'environ 42 animateurs	Un coordinateur des activités, un comptable, deux coaches, 20 animateurs, un gérant et d'un meunier, un chauffeur et un technicien de surface
Patrimoine	Un siège, un véhicule	Un siège, un véhicule, des motos, une boutique de stockage, une unité de transformation, une unité de réparation mécanique	Un siège avec de nouveaux bureaux, une radio, 2 magasins de stockage et une cuisine Une minoterie, un moulin, une décortiqueuse Un véhicule, des motos	Un capital semencier, des banques de céréales, trois unités de transformation, un magasin de stockage, un premier siège à Boulel puis un second à Kaffrine, la minoterie, des décortiqueuses d'arachides, un véhicule et des motos

Nous allons maintenant présenter association par association la vision et les objectifs de chacune d'entre elles.

1. ARAF : Association Régionale des agriculteurs de Fatick

Historiquement, ARAF émane de la division de l'Association des jeunes agriculteurs du Sine Saloum à la suite de la séparation administrative du Sine Saloum en deux régions : Fatick et Kaolack (figure 12). Elle est fédérée par la Fongs au niveau national qui est aussi un de ses partenaires privilégiés.

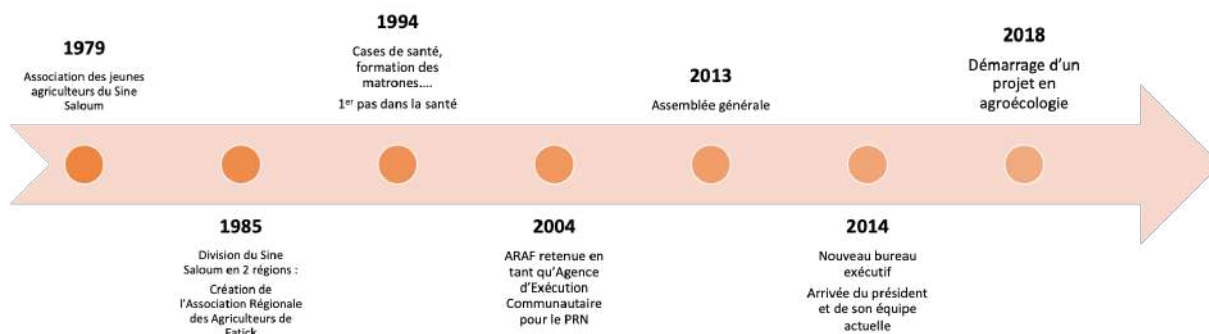


Figure 12 : Frise chronologique historique d'ARAF (Source : Océane Leloup, 2023)

ARAF a pour mission de servir et accompagner les exploitations familiales de Fatick. « *Notre mission est d'accompagner les paysans dans leurs activités agricoles, c'est notre vocation.* » explique un des administrateurs. Elle œuvre pour la communauté avec des services de base tels que la mutuelle d'épargne et de crédit et souhaite capaciter les Exploitations Familiales pour développer leur économie afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ses domaines d'actions initiaux étaient principalement l'agriculture et le social avec la création de case de santé et la formation des matrones par exemple. Aujourd'hui, elle s'active dans les domaines de l'agriculture, la nutrition mais aussi de l'environnement.

Depuis 2004, elle exécute à temps plein le programme de l'État de Renforcement de la Nutrition (PRN) en tant qu'agence d'exécution communautaire, ce qui lui permet d'œuvrer davantage dans le domaine de la santé et de l'alimentation. Elle a aussi établi différents partenaires dont le PPVS et le Projet d'appui aux filières agricoles PAFPA dans le cadre de projets d'appui au développement (annexe 13). Aujourd'hui, l'action d'ARAF se tourne principalement vers le PRN et les activités de production agricole. Les activités de transformation ou de distribution des matières agricoles ne sont plus au cœur de ses activités, ce qui réduit ses leviers d'action en faveur d'une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle de ses membres.

Depuis sa création et comme toute association paysanne, ARAF a connu des périodes difficiles. « *Dans toutes choses il y a des hauts et des bas, les gens n'avaient pas la mentalité pour gérer. Il fut un temps, il y avait des millions et des millions à ARAF.* » raconte un des administrateurs. Dans les années 2010, en raison de difficultés liées à la gouvernance, le dynamisme de l'association a baissé et a conduit progressivement à la fermeture des bureaux, à la perte de crédibilité et de partenariat. « *ARAF commençait à disparaître, il y avait un manque de crédibilité, la routine et la rareté des bailleurs de fonds.* » explique un des administrateurs. De ce fait, une assemblée générale a eu lieu en 2013 afin de remédier à ce déclin. L'arrivée d'une nouvelle équipe motivée plus que jamais à redynamiser et relancer ARAF leur a permis de rouvrir les bureaux, de solliciter de nouveaux partenaires et de remobiliser ses membres.

2. FAPAL : Fédération des Associations Paysannes de la région de Louga

Cette organisation paysanne se définit comme un mouvement paysan ayant pour objectif de « *prendre en charge les populations rurales et les satisfaire pour atteindre le mieux-être* ». Elle œuvre pour viabiliser l'agriculture paysanne, promouvoir une économie solidaire et profitable aux ruraux, maîtriser les mutations sociales et obtenir des politiques adaptées au monde paysan. FAPAL a été créée par des paysans. En effet, elle se compose principalement de paysans et ses orientations et

stratégies sont définies exclusivement en fonction des réalités paysannes. La cible principale de ses actions est et reste toujours le paysan d'après ses dires. (FAPAL, 2008)

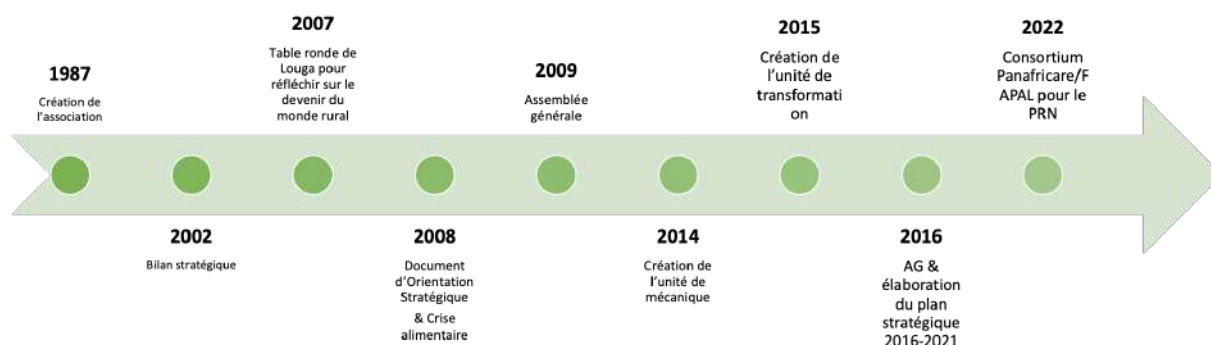


Figure 13 : Frise chronologique historique de FAPAL (Source : Océane Leloup, 2023)

Pour essayer de mieux comprendre l'implication de FAPAL dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, un des chefs de projet explique que « Elle (FAPAL) s'oblige à travailler sur toute la chaîne de valeur donc également sur la nutrition. ». En effet, même si la question nutritionnelle n'est pas encore un objectif global de l'organisation, un des administrateurs affirme que « c'est une priorité mentionnée ». En effet, dans le plan stratégique 2016-2021, une ligne d'action est consacrée à la nutrition : « amélioration de la nutrition des groupes vulnérables et de la santé communautaire » (FAPAL, 2016). A l'heure actuelle, la question nutritionnelle est intégrée dans certaines activités de FAPAL telles que l'accompagnement de l'unité de transformation dont elle dispose et où les femmes s'organisent pour produire des aliments à haute valeur nutritive. Au sein de FAPAL, nous observons également une prise de conscience progressive de la pertinence d'intégrer cette dimension dans leurs activités avec dernièrement l'arrivée du consortium FAPAL/Panafricare pour l'exécution du PRN. Un des administrateurs ajoute aussi que « FAPAL veut lutter contre la malnutrition en promouvant le consommateur local avec les plateformes de transformation, en réintroduisant la culture du niébé, en promouvant la panification... ». Un des objectifs est de mieux valoriser leurs produits agricoles en travaillant sur toute la chaîne de valeur.

3. URAPD : Union Régionale des Associations Paysannes de Diourbel

L'origine de cette association remonte aux années 1978 lorsque l'Association des Jeunes Agriculteurs de Bakakg (AJAB) s'est associée à un village de la commune de Ngoye dans le département de Bambey. En 1985, elle est devenue l'Union des Associations Paysannes de Ngoye (UAPN) à la suite de l'adhésion d'autres groupements. Puis en 1988, des groupements des départements de Bambey et de Diourbel les ont rejoints pour créer l'Union Régionale des Associations Paysannes de Diourbel que nous connaissons aujourd'hui. (voir figure 15)

L'URAPD œuvre chaque jour pour répondre à différents objectifs qu'elle s'est fixés : appuyer à la professionnalisation de ses membres par la formation, l'appui-conseil et le crédit productif. Mais également renforcer les capacités de gestion de ses membres et améliorer leurs conditions de vie. Cette organisation vise beaucoup sur la professionnalisation de ses membres en matière de production et de commercialisation des produits agricoles.

Pour cela, elle s'est fixé plusieurs défis : améliorer la productivité agricole et les revenus, adopter des systèmes de culture et d'élevage plus respectueux de l'environnement et améliorer le cadre de vie en développant les infrastructures économiques, sociales, sanitaires et éducatives.

Grâce à ces différentes commissions dont la transformation, l'agriculture et l'élevage, l'URAPD raisonne sa stratégie en intégrant les différents niveaux du système alimentaire. Cela lui permet de favoriser une meilleure nutrition mais aussi de travailler dans les autres secteurs qui influencent la nutrition comme la commercialisation, la transformation et l'agriculture. La stratégie actuelle témoigne de la vision multisectorielle de l'association qui lui permet d'agir sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

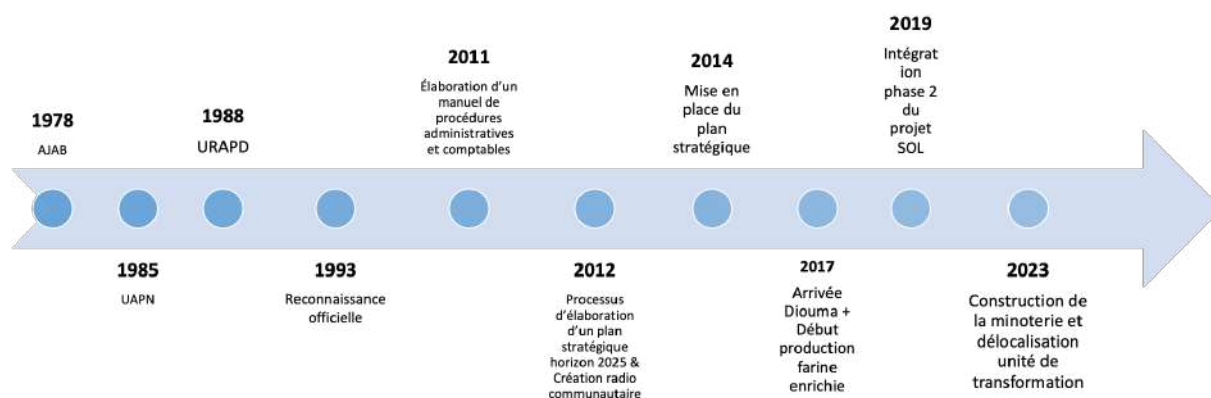


Figure 14 : Frise chronologique historique d'URAPD (Source : Océane Leloup, 2023)

Depuis quelques années maintenant, URAPD multiplie ses activités. « *Chaque programme complète l'autre.* » précise un des administrateurs. Cependant, un des chefs de projet souligne que « *de plus en plus on embrasse de nouveaux programmes, et il nous manque cette technicité sur la programmation et l'harmonisation entre programmes.* » Actuellement, les projets sont sectorisés et peu de liens sont créés entre chacun d'entre eux. Or, une réflexion commune sur la coordination de tous ces projets pourrait permettre de créer des ponts et éventuellement d'ouvrir des opportunités de collaboration.

Par ailleurs, l'organisation prône un système démocratique instauré qui participe à son bon fonctionnement : « *Moi j'étais président mais je peux redescendre au grade d'animateur* » précise le chef de projet. « *Nous avons l'esprit militantisme.* »

L'URAPD se félicite de son équipe à la fois jeune, diversifiée et riche. En effet, parmi les responsables de programme, nous retrouvons le coordinateur régional de la Fongs et ancien président, mais aussi l'ancien secrétaire général « *On n'a jamais eu de bouleversement, on a toujours eu la même dynamique. Nous sommes dans une dynamique de renforcer l'existant pour aller de l'avant.* » ajoute un des administrateurs.

4. ADAK : Association pour le Développement des Agriculteurs de Kaolack

ADAK a pour vocation de devenir une organisation forte et autonome, capable de représenter les exploitations familiales agro-sylvo-pastorales de sa zone. Pour cela, elle veut mettre à la disposition de ses membres des services adaptés au développement de leurs activités économiques afin de favoriser leurs conditions de vie et de travail. « *Nous ce que nous souhaitons c'est l'autosuffisance alimentaire de tous nos membres et aussi de tous les producteurs de la région de Kaffrine* » explique un des administrateurs.

Pour cela, elle se fixe différents objectifs :

- Améliorer l'accès aux facteurs de production ;
- Renforcer les capacités techniques, matérielles et financières des membres ;
- Pérenniser les activités des EF ;

- Développer les chaînes de valeurs agricoles ;
- Valoriser et commercialiser les produits agrosylvopastoraux de la zone ;
- Préserver les ressources naturelles ;
- Mettre en place un dispositif d'appui-conseil aux EF.

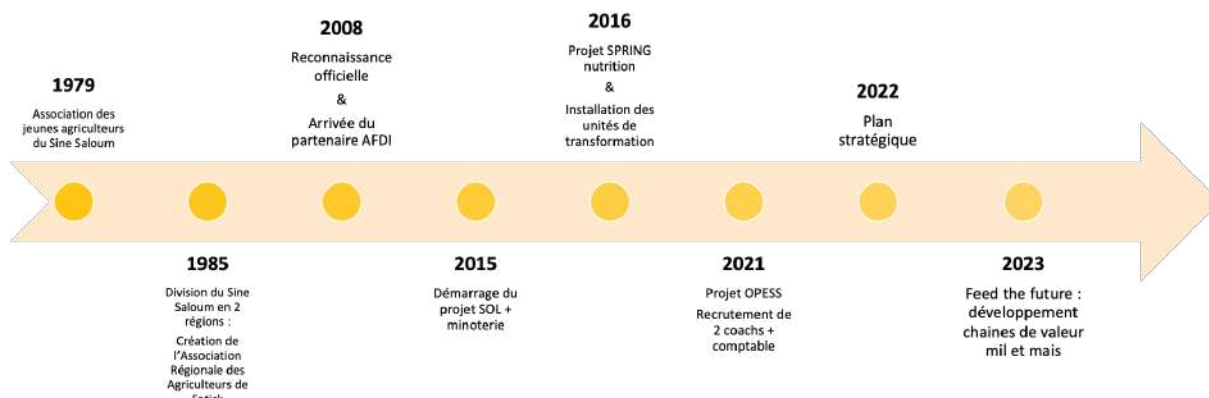


Figure 15 : Frise chronologique historique de l'ADAK (Source : Océane Leloup, 2023)

ADAK n'a pas encore intégré la nutrition dans ses objectifs stratégiques bien qu'elle ait déjà mené un programme spécifique nutrition auparavant et qu'elle participe à l'amélioration de la sécurité alimentaire à travers ses différentes activités.

Tableau 5 : Les différentes activités des associations paysannes rencontrées (Source : Océane Leloup, 2023)

LISTE NON EXHAUSTIVE				
Activités	ARAF	FAPAL	URAPD	ADAK
Activités en collaboration avec des partenaires extérieurs	Exécution du programme d'État pour le renforcement de la nutrition PRN en tant qu'AEC	Multiplication de semences paysannes	Le projet de l'association SOL en collaboration avec la Fongs et d'autres OP pour valoriser les céréales locales (mil, maïs)	Le projet de l'association SOL en collaboration avec la Fongs et d'autres OP pour valoriser les céréales locales (mil, maïs) + la minoterie
	Mutuelle d'épargne et de crédit	Le projet Brooke qui vise à promouvoir le bien-être des équidés de trait par la sensibilisation, la formation et la communication	Le projet Brooke qui vise à promouvoir le bien-être des équidés de trait par la sensibilisation, la formation et la communication	Le projet OPESS avec les partenaires ENABEL, GRET et SOS Faim sur l'agropole centre et l'autonomisation des OP
	Activités agroécologie et protection de l'environnement avec Caritas	Projet Agribooster pour promouvoir la culture du mil avec IFC/ANCAR/OCP Maroc	Le projet EECV Économie et Énergies Circulaires Vertes financé par l'UPADI dont un des volets concerne la mise en place d'une cantine scolaire	Le partenaire Feed the Future avec le bailleur USAID dans le projet de développement des chaînes de valeur du mil et du maïs
	Participation du président à la plateforme de coordination de Caritas Kaolack	Programme de renforcement de la nutrition PRN en consortium avec Panafricare	Le projet PALAM sur l'alphabétisation	
Activités internes à l'association sans partenaire extérieur		Projet Agri jeunes avec les collectivités territoriales, SOS Faim, USAID, Eclodio et le GRET	Le programme en partenariat avec OIF sur le changement climatique	
		L'unité de transformation alimentaire gérée par un groupement de femmes qui transforment le mil, l'arachide, le niébé et les haricots en produits finis	Le stockage de matières premières agricoles et la vente d'engrais et d'aliments pour le bétail	Distribution de semences et d'engrais
		L'unité de réparation mécanique pour le matériel agricole	L'unité de transformation avec la boutique et ses marchés de production de farine infantile	Commercialisation groupée de l'arachide
		Commercialisation et stockage des matières premières (arachide, mil...)	Radio communautaire au siège de l'URAPD pour le compte de l'URAPD mais aussi à la demande d'autres partenaires	Warrantage
		Prestations de service et animation de formations via le système de formation 3FPT du gouvernement (Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique).	Prestation de services telles que le battage du mil	

Pour terminer sur la présentation des associations, ce tableau synthétise les principales activités des associations observées durant mon séjour. Elles se partagent en deux catégories : celles accompagnées par des partenaires extérieurs et celles propres à l'association, sans partenaire extérieur.

B. Des activités spécifiques nutrition qui touchent les causes immédiates de la malnutrition

L'objectif de cette partie est d'identifier, présenter et caractériser les activités spécifiques nutrition observées lors du travail de terrain, à partir des informations récoltées. Pour cela, pour chacune de ces activités (parfois réalisées par plusieurs associations), nous allons présenter ses objectifs, décrire l'activité, citer les bénéficiaires, les acteurs et les partenaires, les caractéristiques temporelles et spatiales, le processus de construction, les résultats de cette activité et enfin les difficultés rencontrées.

1. La cantine scolaire dans le cadre du projet Économie et Énergies Circulaires Vertes E2CV

QUOI ?

Une cantine scolaire a été mis en place dans une école élémentaire du village de Mbokhodane, dans la région de Diourbel dans le cadre du projet Économie et Énergies Circulaires Vertes (E2CV) avec l'URAPD. Ce projet vise à la valorisation de la production locale, l'amélioration de l'apport nutritionnel quotidien des écoliers et écolières et l'accroissement de l'accès aux énergies vertes pour le développement d'activités génératrices de revenus par les femmes.

POURQUOI ?

Ce projet comporte deux volets dont le premier concerne la cantine scolaire. Cette cantine a 3 objectifs majeurs selon le document de projet : « *Créer un nouveau débouché pour les produits alimentaires locaux, améliorer la nutrition des enfants et favoriser l'entrepreneuriat féminin.* » (UPADI, 2023).

Le document de projet évoque clairement que les résultats attendus sont de faciliter la vie des enfants en leur évitant les allers-retours à domicile pour manger, l'amélioration de leur état nutritionnel et de leur capacité de concentration pendant les classes.

« Avec les déplacements sous le soleil, ça entraîne un désagrément physique et un effort colossal pour les enfants. Ça peut aussi engendrer des maladies. Il leur faut donc un environnement meilleur pour manger à leur faim sur place et ça permet de les tranquilliser eux et les parents. Parfois, certains abandonnent même l'école à cause de ça. » témoigne un chef de projet.

D'après le directeur de l'école, les objectifs de cette cantine sont les suivants :

1. *« Permettre à l'école de booster les résultats scolaires des élèves.*
2. *Soulager la population, dont les enfants, car il y a moins de difficultés pour les enfants, ils sont moins épuisés.*
3. *Ce que nous produisons et consommons à l'école impacte sur la santé des enfants car ils mangent mieux. Parfois les familles rencontrent des difficultés à avoir certains aliments. Dans les villages, les plats sont monotones. »*

AVEC QUI ? POUR QUI ?

Le projet est mis en œuvre par UPA Développement International, financé par le gouvernement canadien et Affaires Mondiales Canada (AMC). D'autres structures telles que l'AFD, le fonds d'investissement canadien, le CNCR et le PND (programme national de développement en biogaz) interviennent sur le projet. Dernièrement, un mandat à distance a été élaboré pour appuyer l'URAPD

en matière de comptabilité dans la mise en œuvre de ce projet E2CV et de manière plus globale, pour la comptabilité de l'association.

Par ailleurs, SEN'Finances, une fondation sénégalaise d'utilité publique rencontrée lors de leur visite terrain, a fait part de son souhait d'appuyer ce projet en finançant du matériel et des activités supplémentaires telles que le maraichage. Pour cela, UPADI a envoyé une coopérante volontaire canadienne pour accompagner le partenariat entre SEN'Finances et URAPD sur ce projet.

Les principaux bénéficiaires de ce projet sont les enfants de 6 à 11 ans environ.

Les femmes cuisinières et le personnel de l'école le sont également. *« Il y a 450 élèves pour qui on prépare des plats de qualité nutritionnelle importante, il est important de jouer sur le plan nutritionnel à ce niveau. »* explique un chef de projet.

OÙ ?

L'école élémentaire choisie par l'URAPD pour y installer la cantine est située dans le village de Mbokhodane, dans une école n'ayant pas accès à l'électricité et où les enfants viennent de villages éloignés et éparpillés. (voir figure 13)

QUAND ?

L'année scolaire se déroule d'octobre à juin. L'école ouvre du lundi au vendredi de 8h à 13h et le soir de 15h à 18h le mardi et jeudi uniquement. La cantine a donc lieu deux jours par semaine, le mardi et le jeudi, jours des cours du soir. Elle a débuté cette année en janvier 2022, pour un total de 34 repas (ou services) soit 15 300 portions alimentaires distribuées.

COMMENT ?

« Auparavant, il y a eu une cantine scolaire sous le Plan Alimentaire Mondial, mais c'était avant mon arrivée. Quand je suis arrivé, la cantine était déjà à l'arrêt. Ça avait été initié par l'État du Sénégal mais ça n'a pas perduré, peut-être parce que le programme a pris fin, je ne sais pas. [...] J'ai trouvé l'école déshéritée, les enfants étaient en difficulté. L'école est particulière car il y a une large aire de recrutement, les enfants viennent de zones très éloignées. » explique le directeur de l'école.

« Au début du projet, nous avons rénové les toilettes pour qu'elles soient praticables et que les enfants puissent se soulager s'ils restent toute la journée. Nous avons doté les toilettes d'eau et multiplié les bornes d'eau (du forage du village). Nous avons aussi acheté du matériel de cuisine, et les repas ont débuté au mois de janvier. Il a fallu créer un espace cuisine pour les femmes. » raconte le directeur de l'école.

« Quand le projet est venu au niveau de l'URAPD, ils ont regardé les écoles qui remplissaient les critères. Puis ils m'ont contacté en septembre 2022 pour demander si on pouvait recevoir la cantine. » Les critères dont parle le directeur sont le nonaccès à l'électricité dans l'école, la distance éloignée entre la maison des enfants et l'école, et la présence d'un marché à proximité pour permettre un ravitaillement facile. L'état nutritionnel des enfants n'a pas été un critère de choix. URAPD était cependant au courant que dans cette zone, la malnutrition est présente, explique un des administrateurs de l'association.

« Le personnel de l'école a été favorable directement. C'était une aubaine pour nous. [...] On s'est tous réunis, avec également la délégation du CNCR, URAPD et UPADI pour définir le rôle de chacun

dans la faisabilité du projet. » Il explique que le rôle de l'école est d'encadrer les enfants pendant les repas et de mettre à disposition le matériel. Quant à l'URAPD, elle est chargée de la gestion de la cantine (comptabilité, achat...).

« À la suite de la réunion, ils ont tous été captivés par l'idée du projet, les parents ont tous trouvé l'intérêt. » ajoute le directeur. Les personnes impliquées dans le projet sont le directeur, l'association des parents d'élèves, le comité de gestion de l'école, l'association des mères d'élèves, l'équipe pédagogique et l'association du village membre de l'URAPD.

Les femmes qui s'occupent de préparer les repas à la cantine ont reçu une formation hygiène et salubrité par les services d'hygiène du Sénégal et une formation en gestion de l'eau. 20 femmes (mères d'élèves) ont été formées mais trois ont abandonné par la suite, elles ne sont donc plus que 17 réparties en deux équipes. Les deux équipes alternent chaque semaine. Une commission d'achat est chargée d'acheter les denrées la veille du service. Par équipe, deux femmes vont au marché accompagnées de la responsable et les huit autres se chargent de cuisiner. A l'avenir, le projet souhaite rompre avec ce système et acheter un réfrigérateur pour acheter en grande quantité la matière première et stocker afin d'éviter les multiples déplacements. Outre le mil qui peut être acheté chez les producteurs avoisinant l'école, les autres aliments achetés viennent du marché de Bambey. Les cuisinières ne s'approvisionnent pas directement chez les producteurs membres de l'URAPD.

Les femmes cuisinières sont indemnisées à hauteur de 3000 FCFA par repas servi et sont supervisées par la responsable de la commission transformation qui est aussi la responsable de l'unité de transformation. Un repas sur deux est à base de céréales locales. Elles cuisinent par exemple le mil avec la pâte d'arachide et le pain de singe. Elles proposent également le lakh Ngourbhane, un potage à base de mil. Pour la composition des plats qui seront servis à la rentrée prochaine, UPADI a recruté une nutritionniste pour accompagner les cuisinières à la cantine. Elle a formé en visioconférence l'une d'entre-elles qui est maintenant chargée de démultiplier la formation aux autres cuisinières (menus en annexe 14).

Un repas revient à environ 756 FCFA par enfant.



Figure 16 : Photographies de la cantine, des cuisinières et de la citerne à eau (Source : URAPD, 2023)

Chaque mois, une réunion d'évaluation est organisée au niveau de l'école par l'équipe de gestion du projet, les cuisinières et les responsables du groupement de Mbokhodane pour faire l'évaluation des activités du mois. Ces rencontres leur permettent de faire des suggestions et définir des orientations pour la cantine.

RESULTATS ?

« Il y a des meilleurs résultats au niveau scolaire. Ils ont progressé lors des essais standardisés (examens CF2). Dernièrement, 38 élèves sur 39 ont réussi, alors qu'avant c'était moins. » Le directeur est persuadé que la cantine y a joué un rôle.

« Auparavant, les enfants rentraient manger chez eux puis revenaient, ils faisaient quatre fois le trajet dans une même journée. Ils étaient très fatigués quand ils revenaient pour le soir. »

« C'est aussi un gain de temps car les enfants devaient rentrer en classe à 15h, mais avec le trajet ils entraient à partir de 16h. Ils ont gagné une heure. »

« Il y a aussi le renforcement des relations dans le groupement et la communauté. D'ailleurs, les femmes chargées de la cuisine ont ensuite développé une tontine avec la motivation qu'elles reçoivent. Ça a dynamisé la communauté. »

« Les enfants sont très heureux, ils choisissent même parfois les plats. Ils attachent beaucoup d'intérêt à la cantine. C'est une grande première ici, il n'y a pas de tel projet ailleurs. » ajoute le directeur de l'école.

Il explique qu'il faudra attendre la deuxième année pour voir si la cantine permet aussi de booster le taux d'éducation de la zone et d'augmenter le nombre d'élèves. « A côté il y a une école d'éducation islamo-arabe et les enfants de cette école viennent à la descente s'agripper au grillage pour regarder la cantine. Ils les envient. » Ces écoles, qui ont pour objectif principal d'apprendre aux enfants à pratiquer la religion islamique, sont informelles. Trois d'entre-elles ont été repérées à proximité, explique-t-il. Le corps pédagogique a espoir que les enfants les quittent pour venir dans les écoles formelles telles que celle-ci.

DIFFICULTES ?

Les difficultés évoquées après six mois de mise en place sont le manque de matériel pour la cuisine (tels que des bols, des bonbonnes de gaz) et le manque d'un réfectoire en dur (actuellement ce sont des palissades). « On demande aux enfants de manger sur les tables mais on les retrouve à manger par terre, ce n'est pas hygiénique » précise le directeur.

Il explique qu'il y a aussi une certaine lenteur dans l'exécution de certains travaux comme l'installation des panneaux solaires et l'électrification de l'école, ce qui ne permet pas aux femmes de cuisiner dans de bonnes conditions.

Pour pérenniser la cantine et la rendre viable économiquement, la responsable de la commission transformation explique que le projet prévoit de les doter d'un congélateur. Les femmes pourraient donc faire des glaces et les vendre, ainsi que du jus. Cet argent pourra permettre de générer des revenus et financer la cantine. Elle dit aussi que le directeur a prévu de demander à chaque parent d'élève de donner 1 kg de mil après la récolte pour cuisiner les plats.

2. *Le programme de renforcement de la nutrition PRN et ses activités ProSaNut*

Quoi ?

Ce programme d'État a été mis en place par la Cellule de Lutte contre la malnutrition en 2004, devenue aujourd'hui le Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN). Ils ont mis en place un plan stratégique multisectoriel nutrition pour chaque secteur impliqué, et ont déployé un plan d'action pour chacun d'entre eux. Ce Programme de Renforcement de la Nutrition mène différentes activités sur le terrain pour promouvoir la santé et la nutrition comme le suivi et la promotion de la

croissance chez les enfants, le dépistage des enfants malnutris et la communication pour le changement de comportement.

POURQUOI ?

Les objectifs sont au nombre de deux : « *améliorer la croissance des enfants de 0 à 5 ans vivant dans les zones urbaines ou rurales pauvres du Sénégal et renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles pour mettre en œuvre et évaluer des interventions de nutrition.* » (CNDN, 2023c) De manière plus générale, il s'agit de lutter contre la malnutrition dans cette zone où la croissance des enfants est compromise, de prendre en charge les enfants malnutris et de permettre un changement de comportement de la communauté pour faire face à ce fléau.

POUR QUI ?

Les bénéficiaires directs, ou cibles, sont les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et allaitantes, et plus largement la communauté. (CNDN, 2023c)

De manière plus précise, les activités de Suivi Promotion Croissance (SPC) mensuelles ciblent les enfants de 0 à 23 mois et le dépistage trimestriel cible les enfants de 6 à 59 mois.

« *Le dépistage doit cibler au moins 80% des enfants recensés par l'ANSD.* » explique un agent communautaire. Lors des causeries et des séances de communication interpersonnelles, les mères, les mères gardiennes d'enfants et les *badiénou gokh* (sages-femmes traditionnelles) sont les cibles principales.

La communauté est ciblée car ce programme vise un changement de comportement à l'échelle des familles, dans un pays où les gens vivent en communauté et où l'influence communautaire et familiale est très importante. Il est donc primordial de cibler tous les membres d'une famille pour espérer avoir un impact plus important.

AVEC QUI ?

Le CNDN dirige et finance ce projet à l'aide de partenaires institutionnels extérieurs et de différentes parties prenantes. Tous ensemble, ils contribuent à permettre aux communautés d'avoir un statut nutritionnel optimal.

Les partenaires techniques et financiers soutiennent le projet, l'accompagnent et financent les différentes actions déployées par le CNDN. Ils sont aux nombres de 12 et nous retrouvons parmi eux la banque mondiale, l'UNICEF, le PAM, l'USAID, la FAO... (annexe 15).

Les parties prenantes sont constituées des ministères techniques membres du CNDN qui appuient l'élaboration des politiques, normes et protocoles mais également déploient des activités nutrition à partir du financement du CNDN. Il y a également les collectivités locales qui sont responsables de la mise en œuvre des activités nutrition à travers la signature d'une convention avec le CNDN. La société civile est également partie prenante. Elle concerne notamment les ONG (dont les OP) qui exécutent le projet en qualité d'Agence d'Exécution Communautaire AEC à l'échelle d'un district de santé. Ces AEC sont constituées de chefs de projet, superviseurs (le cas échéant), d'agents communautaires et de relais communautaires. Enfin, des entreprises privées sont investies dans ce projet en établissant un contrat avec l'AEC pour les fournir en aliments fortifiés tels que la farine enrichie, l'huile et les céréales, ou encore les micronutriments tels que la vitamine A et le fer.

OÙ ?

Ce projet est déployé dans toutes les régions du Sénégal (14) et couvre environ 70% des collectivités locales. Les 18 AEC actuelles qui exécutent ce programme se répartissent les zones d'intervention par district sanitaire. (CNDN, 2023c)

ARAF intervient sur deux districts : celui de Gossas avec 6 collectivités locales (communes) et celui de Guinguinéo avec 12 collectivités locales pour un total de 18 collectivités locales. Un chef de projet est déployé par district.

FAPAL, en consortium avec Panafricare, intervient sur 17 collectivités locales du département de Louga.

QUAND ?

ARAF exécute ce projet depuis le début de sa mise en place, en 2004. La convention est renouvelée chaque année avec la collectivité locale car forte de l'expérience acquise, ARAF fournit des résultats très satisfaisants pour le CNDN.

FAPAL a récemment intégré le projet PRN avec un consortium qui s'est mis en place en septembre 2022.

COMMENT ?

Le PRN fait suite au Projet de Nutrition Communautaire (PNC) exécuté par l'AGETIP (Agence d'exécution des travaux d'intérêt public) entre 1995 et 2003 qui a notamment permis la construction des cases de santé dans les villages enclavés et la formation d'agents communautaires.

A la fin de ce dernier, l'État du Sénégal a décidé de confier l'exécution du nouveau programme (PRN) à la cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) devenu aujourd'hui le CNDN. Sous l'autorité du CNDN (ex-CLM), le PRN est exécuté par plusieurs agences d'exécution communautaires (AEC) pour le compte des collectivités locales. « *La commune ne peut pas tout faire, ne peut pas tout exécuter sur le terrain faute de moyens matériels et humains* » explique un élu de la mairie de Gossas.

En 2003, à la mise en place de ce programme, chaque collectivité locale a lancé un appel d'offres auprès de la société civile pour exécuter le programme. ARAF a répondu à cet appel d'offres car d'après un de ses administrateurs « *Ça (le projet) concerne la santé et la nutrition et nous avons déjà fait beaucoup dans la santé avec les cases de santé, les formations de matrone, les agents communautaires... On ne faisait pas de nutrition mais de la santé communautaire avec les soins de base. Ça nous a permis de briguer l'appel d'offres et de le remporter.* » A la suite de cela, une convention tripartite a été signée entre le CNDN, la collectivité locale et l'AEC. Cette convention permet de définir et poser clairement les rôles et responsabilités de chacun.

La commune reçoit le financement du Conseil National de Développement Nutrition (CNDN) à travers les fonds du Gouvernement du Sénégal et de divers autres bailleurs. Elle mobilise ces fonds auprès de l'AEC pour prendre en charge les dépenses liées directement aux activités du projet et d'autre part, les dépenses liées au paiement des « *overheads* » qui représentent une contribution pour les charges de fonctionnement de l'AEC. (CNDN, 2021)

Pour comprendre le PRN, il faut avant tout comprendre son organisation et le rôle de chaque intervenant. Le schéma présenté en figure 9 nous expose de manière synthétique les différents niveaux d'intervention dans l'exécution du PRN. Tous ces intervenants jouent un rôle spécifique :

- Conseil municipal : Il est le maître d'ouvrage du PRN. Il établit la convention avec l'AEC, reçoit les financements, valide les rapports financiers, fait le lien avec le BER, coordonne avec les conseillers municipaux et délègue le projet à l'AEC.
- Agence d'exécution communautaire : Exécute et coordonne les activités du projet nutrition de la communauté rurale, en gérant notamment l'aspect comptabilité, le personnel, les biens matériels... A la tête de l'AEC, le président a pour rôle d'être « *un modérateur, comme un père de famille. Je règle les problèmes s'il y a, entre les agents, les administrations ou les communautés par exemple. Je suis là pour le bon déroulement des activités du programme.* » explique un président d'association.
- Services techniques déconcentrés : constituent les conseillers techniques de la collectivité locale en matière de santé, nutrition, agriculture, etc comme l'ANCAR.
- Agent communautaire (AC) : Assure le suivi de la mise en œuvre des activités en se rendant sur le terrain et en faisant le lien entre la base et l'AEC. Il rédige mensuellement un rapport pour la commune qui lui est affectée. « *Le rôle de l'agent est de vérifier que le relais fait bien son boulot, qu'il remplit bien les registres. Il y a donc une responsabilité partagée.* » explique un agent communautaire. Les AC sont recrutés et rémunérés par l'AEC.
- Comité local de pilotage (CLP) : Il est l'organe de gestion du site de nutrition. Il facilite la mise en œuvre des interventions. Le CLP assure la coordination de toutes les structures de gestion au niveau du village et le suivi de la mise en œuvre des projets de nutrition communautaire des collectivités locales. « *Mon rôle est de réunir tous les 3 mois les membres du CLP pour partager les résultats des séances de dépistage et de pesée. Avant j'organisais aussi les FARNE (Foyer d'Apprentissage, de Réhabilitation Nutritionnelle et d'Éveil) par manque de moyens on ne le fait plus. J'accompagne et supervise les relais sur les activités à mener* » témoigne un membre d'un comité local de pilotage.
- Relais communautaire : Participe à la mise en œuvre des activités au niveau du site de nutrition communautaire, dans les villages au plus près de la communauté. Il collecte les données et remplit les registres qu'il transmet ensuite à l'agent communautaire. Il anime différentes activités telles que les causeries. Ils sont volontaires, c'est la communauté qui les désigne.
- Communauté : Est bénéficiaire et actrice de toutes les activités.

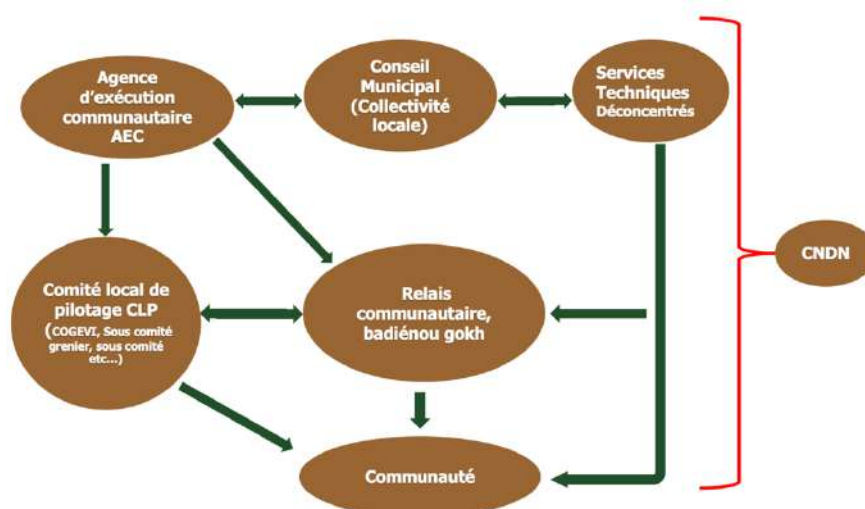


Figure 17 : Schéma modifié de mise en œuvre organisationnelle du PRN (Source : modifié à partir de CNDN, 2021)

En parallèle de ces niveaux organisationnels, nous trouvons également des cadres de suivi et de gestion répartis en 4 niveaux :

- National : le CNDN et ses différents organes ;
- Régional : CRDN, Comité Régional de Développement de la Nutrition ;
- Local : Comité Local de Suivi du PRN (CLS/PRN) ;
- Village/quartier : CLP Comité local de pilotage pour les activités nutrition et le COGEVI Comité de Gestion Villageois des Initiatives (pour les activités liées aux initiatives communautaires comme les greniers, élevage de petits ruminants...).

L'ensemble de ces cadres concourt à la réussite de ce projet d'envergure nationale qui nécessite une gestion et une organisation minutieuse. Leurs rôles et missions spécifiques se trouvent en annexe 16.

ACTIVITES

Au sein de ce projet, deux grandes catégories d'activités sont actuellement mises en place : les activités de **Suivi et Promotion de la Croissance (SPC)** et les activités de dépistage dans le cadre de la stratégie de **Prise En Charge de la Malnutrition Aiguë Modérée (PECMAM)**.

Concernant les activités SPC, il s'agit de mesurer mensuellement le poids des enfants de 0 à 23 mois dans les sites de nutrition, d'animer des causeries sur des thématiques spécifiques, d'assurer des visites à domicile et des échanges interpersonnels. Elles sont menées principalement par les relais sous la supervision des agents communautaires. Cette mesure permet de déterminer l'état nutritionnel de l'enfant à l'aide du périmètre brachial (indicateurs nutritionnels MAM : vert, jaune ou rouge) et de vérifier si son gain de poids est adéquat par rapport aux références nationales transmises par le CNDN (annexes 17 et 18).



Figure 18 : Photographies d'une séance de pesée à gauche et d'une causerie à droite (Source : Océane Leloup, 2023)

Pour les activités de dépistage, elles se déroulent par trimestre, soit quatre fois à l'année et consistent en la mesure du périmètre brachial de l'enfant âgé de 6 à 59 mois. Ces activités se font en collaboration avec l'infirmier chef de poste de la zone. En effet, si un enfant est dépisté avec une malnutrition sévère, il est immédiatement référé au poste de santé le plus proche et pris en charge

par le personnel médical (annexe 19). Lorsque la malnutrition est modérée aigue, le poste de santé communautaire doit confirmer ce diagnostic et le PRN a alors deux stratégies d'intervention :

- Suivi à domicile pendant deux mois (SSAD)

Cette stratégie est mise en place lorsque le nombre d'enfants MAM par site est inférieur ou égal à sept : prise de périmètre brachial, prise de poids, supplémentation en vitamine et en fer, déparasitage, entretiens individuels, distribution de farine enrichie (trois kg par enfant financé par le CNDN), activités de communication à travers différents thèmes au domicile. Le relais communautaire et l'agent suivent de près l'évolution de l'enfant et reviennent tous les 15 jours pendant deux mois.

- Les regroupements périodiques

Lorsque le nombre d'enfants dépistés MAM est compris entre 8 et 10, le suivi à domicile devient trop lourd pour le nombre d'enfants à suivre et la quantité de personnel. Ainsi, les mêmes activités que celles évoquées précédemment sont organisées en regroupant les femmes au lieu de le faire au domicile de chacune d'entre elles. La régularité des sessions dépend du budget disponible.

- Les foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnel et d'éveil (FARNE)

Cette stratégie est déployée lorsque le nombre d'enfants dépistés MAM est supérieur à 10. Elle se décompose en deux phases. Premièrement, il y a une phase intensive de 15 jours pendant laquelle les mamans prennent part à une série d'activités telles que des démonstrations culinaires, la découverte des apports nutritionnels des produits locaux... Les enfants sont également suivis : prise du périmètre brachial, prise du poids, visite de l'infirmier chef de poste pour la supplémentation en vitamine A et en Fer. Des activités de causerie, des activités d'éveil, ainsi que la distribution de la farine enrichie sont également mises en place. Il peut y avoir 10 à 20 enfants par phase. À la fin des 15 jours, il y a de nouveau une prise du périmètre brachial et du poids. La première mesure au début de la phase intensive sert de situation de référence et permet donc de comparer avec les mesures faites à la fin des 15 jours.

Une seconde phase permet de suivre les enfants pendant les 45 jours suivants. Tous les 15 jours, ces activités sont de nouveau mises en place : causeries, démonstrations culinaires, activités d'éveil... A la fin des 60 jours, les mamans et les enfants sont à nouveau regroupés pour de nouvelles mesures.

À l'issue des deux mois, le relais et l'agent peuvent évaluer le taux de récupération (retour à un état nutritionnel normal), le taux d'abandon, le taux de perte de vue et le taux de non-répondant à la prise en charge.

Malheureusement, ces activités FARNE sont difficiles à organiser car elles nécessitent des moyens financiers et matériels importants. De plus, elles se font selon le nombre d'enfants MAM et selon la disponibilité des mères concernées.

Lorsque la malnutrition sévère est détectée, l'enfant est référé à l'infirmier chef de poste qui possède les compétences nécessaires pour diagnostiquer l'enfant et lui fournir les soins adaptés (plumpy nut et médicaments si nécessaire). Il sera ensuite suivi chaque semaine par l'ICP puis après 45 jours, la communauté prend le relais avec la farine enrichie. L'association ne possède pas ces compétences, elle délivre uniquement de la farine enrichie.

Enfin, le projet met en place des activités de plaidoyer au niveau des leaders religieux et des personnes à forte influence politique pour sensibiliser sur l'importance de la nutrition et améliorer la

collaboration dans le cadre des activités. Des émissions de radio sont également enregistrées avec les radios communautaires.

RESULTATS ?

Les résultats de ces activités sont observables à différents niveaux :

○ Enfants

Premièrement, au niveau des enfants, qui sont la cible principale de ce projet, toutes les personnes interrogées s'accordent à dire que le PRN permet de baisser la prévalence des maladies infantiles, la baisse du taux de mortalité infantile et du taux de malnutrition.

« *Actuellement, il est difficile de voir un enfant mourir de faim.* » affirme un chef de quartier.

○ Exploitation familiale/parents

Au sein des exploitations familiales, la prise en charge des enfants par leurs parents est meilleure raconte un agent communautaire : « *Avant, les mères faisaient des erreurs sans le savoir. Maintenant, elles sont capacitées pour réagir en conséquence ou bien elles peuvent s'adresser au relais en cas de difficultés.* » « *Avant, on voyait des femmes qui ne partaient pas faire les visites prénatales. Il y avait aussi les hommes qui refusaient de donner de l'argent à leur femme pour y aller. L'accompagnement de l'homme envers sa femme a bien changé.* »

Lors d'une causerie, les femmes bénéficiaires ont affirmé que le programme leur permettait de mieux prendre en charge leurs enfants, que cela les aidait à changer leur comportement et qu'elles acquéraient plus de connaissances en matière d'alimentation. Une femme a également témoigné en expliquant que sa fille était auparavant malnutrie mais qu'avec le projet, elle ne l'est plus. Une autre mère d'enfant a témoigné : « *J'ai suivi les conseils, je n'ai pas donné d'eau à mon fils jusqu'à six mois.* »

Par ailleurs, « *Il y a un impact fort sur l'aspect développement car l'enfant peut devenir un fardeau pour la famille et engendrer beaucoup de dépenses* » explique un des chefs de projet. D'après lui, veiller à une alimentation adaptée pour son enfant peut donc permettre de réduire considérablement les dépenses en santé de la famille. Il dit également que l'enfant peut être une perte de temps s'il est malade car la famille doit s'en occuper et n'utilise pas ce temps pour une autre activité génératrice de revenus comme l'agriculture. « *Si la maman participe aux activités de causerie, alors elle aura un maximum de bagages pour agir en cas de problème avec son enfant.* » ajoute le chef de projet.

○ Communauté

De manière plus globale, au sein de la communauté « *toutes les activités initiées ont eu des résultats positifs* ». « *Le programme est apprécié de la communauté.* » affirme un agent communautaire.

« *Même si on ne peut pas éradiquer le paludisme, la malnutrition est réduite à presque 50% (taux d'enfants dépistés MAM et MAS) depuis la mise en place du PRN. Il y a aussi le changement de mentalité avec l'adoption de pratiques comme le lavage des mains, l'allaitement maternel, le respect des CPM (visites, consultations prénatales). Avant le projet, il y avait les maladies infantiles, la diarrhée, le paludisme, maintenant, on gagne le terrain.* » explique un des administrateurs de l'association.

La communication et la cohésion communautaire est aussi améliorée. Ce même administrateur explique que « *Au début, ce n'était pas facile de s'intégrer dans une zone. Maintenant, on arrive dans un site et le relais maîtrise le projet.* »

L'adjoint du CNDN de Kaolack affirme qu'il y a une baisse des indicateurs de malnutrition. « *Aujourd'hui le taux de malnutrition est à environ 2 % avec un seuil de 10 % par région. Ce sont des acquis [...] Au début, l'insuffisance pondérale était de 47 % et maintenant elle tourne autour de 1 %.* » déclare-t-il. Les activités de sensibilisation font partie des activités ayant impacté sur ces indicateurs d'après lui, notamment avec l'acceptation de nouvelles pratiques et la diminution d'anciennes croyances (l'eau avant 6 mois et les œufs qui rendent l'enfant muet). Le développement de la communication en parallèle a aussi permis ces changements. Malgré cela « *Il y a toujours la culture et les coutumes, notamment avec les grands-mères, ça existe toujours.* » ajoute-t-il. Les sources des données chiffrées évoquées ici n'ont pas pu être vérifiées. Les acteurs interrogés les utilisent pour illustrer leurs propos à partir de leurs observations et de leurs expériences professionnelles.

- **Relais/agents communautaires**

Le PRN a aussi permis la création d'emplois au niveau local et continuera d'en créer à mesure que le programme étendra sa zone d'intervention. Dernièrement à ARAF, de nouveaux agents communautaires ont été recrutés. En effet, cette AEC obtient de très bons résultats dans l'exécution de ce programme car les indicateurs nutritionnels se sont améliorés au fil du temps (% MAM dépistés en baisse, % gain de poids adéquats en hausse) explique un des administrateurs. Le CNDN a donc choisi d'étendre sa zone d'intervention à de nouvelles collectivités locales dans le district de Guinguiné (fiche expérience 1 en annexe 20).

- **Agence d'Exécution Communautaire**

Un des administrateurs explique également que le PRN renforce le dynamisme d'ARAF en ouvrant des possibilités de partenariats avec les collectivités locales. « *Nous ce qui nous intéresse c'est le bien-être de la communauté.* » conclue-t-il.

- **Collectivités locales**

Au niveau des collectivités locales, les relations avec la communauté sont renforcées et le personnel est davantage capacité en matière de nutrition, d'alimentation et de gestion de projet même s'il ne participe pas directement aux activités. Leur objectif principal étant de veiller au bien-être des communautés de leur territoire, la participation à ce projet leur permet non seulement de satisfaire leurs objectifs, mais aussi de satisfaire leur communauté avant tout.

- **Le système alimentaire**

Ce projet impacte sur différents maillons du système alimentaire sénégalais. Du fait de l'amélioration possible de la prise en charge des enfants au sein même du foyer et donc d'une baisse éventuelle des dépenses liées à la santé, ce projet peut contribuer à renforcer les facteurs économiques des ménages, leur donner plus de possibilités pour diversifier leur alimentation et acheter des aliments de qualité. De ce fait, le régime alimentaire des ménages peut être amélioré.

D'autre part, les relations institutionnelles et communautaires peuvent être développées par la mise en place de ce projet ce qui peut améliorer le partage d'informations et la communication. Ainsi, en développant ces relations entre acteurs, des partenariats commerciaux peuvent se créer et l'offre alimentaire sur le marché peut s'enrichir. De ce fait, les chaînes d'approvisionnement alimentaire se développent au bénéfice de la communauté. Ces derniers points peuvent être illustrés par l'utilisation de la farine enrichie dans les stratégies du PRN. En plus d'être un aliment de qualité mis au service du bien-être des enfants, elle peut contribuer à faire marcher l'économie locale via la création d'un contrat entre le CNDN et l'entreprise ou le GIE (Groupement d'Intérêt Economique) producteur.

Enfin, ce projet contribue à améliorer et à influencer le comportement des consommateurs en les sensibilisant sur les aliments à privilégier pour la composition des repas mais aussi sur les bonnes pratiques d'hygiène et de comportement à adopter.

Ces résultats observés sont le début d'une analyse qui sera approfondie dans la suite de ce document.

DIFFICULTES ?

Malgré tous ces impacts positifs, certains restent perplexes : « *il y a un fort impact dans les exploitations familiales, mais c'est difficile de changer le comportement définitivement.* » explique un agent communautaire.

En effet, plusieurs difficultés ont été recensées :

▪ **La motivation et l'engagement des femmes et hommes bénéficiaires**

« *Il y a un problème de mobilisation et pas assez d'accompagnement après la pesée des enfants. Par exemple, on ne donne rien aux mamans après la pesée. La motivation pécuniaire n'est pas suffisante.* » explique un relais communautaire. Elle ajoute également : « *Au début du PRN, on leur donnait du savon, des petits pois, de l'huile après la pesée pour les motiver. Dorénavant, on ne donne plus rien. La conjoncture est difficile à cause de la pauvreté.* »

Il est parfois compliqué de rassembler les mères qui sont très occupées par le travail domestique, par leurs activités génératrices de revenus ou bien par la préparation des cérémonies religieuses. « *Il y a une négligence pour la prise en charge des enfants* » constate le relais communautaire. « *Toutes les activités mises en place d'ici la tabaski seront ratées.* »

Auparavant, le projet dégagait un budget pour motiver les mamans lors des activités mais aujourd'hui, c'est de plus en plus rare.

La population est aussi parfois très mobile : « *Il y a aussi la population qui bouge, avec les femmes qui quittent [le village] pour rendre visite à la famille ou à cause de problèmes avec leur mari. C'est impossible de prendre les médicaments dans les temps.* » explique une infirmière cheffe de poste (ICP).

▪ **Le manque de moyen matériel**

« *Il n'y a pas de point de prestation, c'est-à-dire pas de lieu fixe pour effectuer les activités. La commune devait prendre en charge mais elle ne le fait pas donc c'est principalement du porte-à-porte.* » ajoute un relais. En effet, le travail est d'autant plus difficile lorsque sur un site de nutrition, il n'y a pas de lieu de rassemblement dédié aux activités du projet. Certains relais prêtent leur maison mais ce n'est pas toujours adéquat.

▪ **L'incompréhension et le manque de sensibilisation**

« *Parfois, les mères refusent, elles ne veulent pas nous laisser peser les enfants car elles pensent qu'on se fait de l'argent grâce à la pesée. Elles ne comprennent pas que c'est pour le bien de leurs enfants.* » explique un relais communautaire. Malgré des résultats positifs considérables observés de ce côté-là, nous ne pouvons toujours pas faire d'une généralité l'acceptation des activités par tous les bénéficiaires.

▪ **La motivation financière des relais**

Cette difficulté a été mentionnée à plusieurs reprises. En effet, « *il faut aussi donner une meilleure motivation aux relais* » explique un relais communautaire.

Un autre relais affirme qu'il faut améliorer la motivation et l'appui transport des relais. « *Ce n'est pas normal par rapport aux activités qu'on tient.* » Il dit aussi que « *Les gens pensent qu'on nous paye et*

que c'est pour ça qu'on se fatigue pour ces activités alors que non. » Ils le font car ils veulent s'engager pour leur communauté.

▪ **Les traditions et coutumes**

« Parfois les femmes n'aiment pas quand on dit que leur enfant est gros, elles veulent cacher le poids de leurs enfants car elles ont peur des mauvais sorts. C'est la tradition. » explique le chef de quartier. Ces réticences impactent le travail des relais car il s'avère parfois compliqué de pouvoir peser les enfants.

« Il y a toujours la culture et les coutumes, notamment avec les grands-mères, toujours ça existe. Par exemple, les grands-mères sont celles qui donnent de l'eau aux enfants avant l'âge de six mois quand ils ont soif » explique l'adjoint au CNDN.

D'autre part, il explique que certaines personnes ont recours au guérisseur dans un premier temps.

« Si le guérisseur pouvait faire le diagnostic d'un enfant malnutri... » imagine l'ICP.

« En milieu rural, c'est le 1^{er} recours. On a essayé de collaborer avec eux (les guérisseurs) mais c'est très difficile. Il y a un problème de dialogue. » ajoute-t-elle.

▪ **Le manque d'implication des autorités religieuses**

« Il faut davantage impliquer les leaders, les chefs de village et les badiénou gokh pour informer la communauté lorsqu'une activité a lieu. » insiste un relais. Il semblerait que les autorités religieuses ne soient pas encore suffisamment impliquées dans cette démarche. Or, elles peuvent jouer un rôle essentiel pour faire passer des messages et faire accepter certains idéaux par la communauté.

▪ **Le manque de compétences nutrition**

Le manque de compétences et le besoin important de capaciter les relais communautaires s'est fait ressentir : « Ne jamais cesser de parler. Il faut capaciter les relais pour qu'ils parlent. » explique l'ICP. Le personnel de santé tout comme les agents communautaires ont un rôle important à jouer sur le renforcement des compétences des relais communautaires et l'ICP les encourage à ne jamais cesser de les capaciter.

Par ailleurs, d'autres acteurs clés comme les conseillers municipaux ont été mentionnés : « Les conseillers municipaux ne maîtrisent pas assez la nutrition. Ils pourraient eux-mêmes agir sur les familles et répandre les informations mais ils n'ont pas de compétences en nutrition. » d'après un chef de quartier.

▪ **La faiblesse de certains comités locaux de pilotage**

Comme expliqué précédemment, les CLP jouent un rôle central dans la bonne gestion de ce projet. Cependant, certains comités locaux de pilotage ne fonctionnent pas bien. En effet, d'après l'adjoint au CNDN, parfois les agents communautaires ne les impliquent pas suffisamment dans le projet, ils se préoccupent essentiellement des relais. De ce fait, le comité local de pilotage n'est pas au courant des activités. « Il faut faire en sorte que le comité local de pilotage soit bien au courant de chaque activité afin de les impliquer, ça permettra d'avoir une meilleure mobilisation de la communauté. » témoigne l'adjoint au CNDN.

3. La production de farine enrichie¹ infantile

Pour cette activité, nous présenterons les données issues des entretiens réalisés avec les acteurs de l'association URAPD.

QUOI ?

A partir de céréales locales telles que le mil et le maïs, les femmes se regroupent et mélangent différentes farines et ingrédients locaux pour produire de la farine dite « enrichie » à destination des enfants (voir figure 11). Cette farine est parfois produite en grande quantité pour répondre à la demande d'un client, notamment dans le cadre du Programme de Renforcement de la Nutrition présenté précédemment.



Figure 19 : Photographie d'un sachet de farine enrichie (Source : Océane Leloup, 2023)

POURQUOI ?

Lors d'un focus groupe avec les femmes transformatrices de l'unité rencontrée, elles se sont toutes accordées pour dire que si elles travaillent « *c'est pour aider les enfants malnutris car on aime les enfants et on veut les sauver.* » La responsable de l'unité de transformation ajoute : « *C'est pour satisfaire nos besoins, aider nos maris pour participer aux frais d'éducation, de santé, d'habillement des enfants et aussi pour faire une nourriture saine.* » (fiche expérience 2 en annexe 21).

Un chef de projet de l'association explique que l'objectif principal, pour elles, à la création de l'unité était de « *créer une activité génératrice de revenus et en second, de contribuer à une meilleure alimentation en utilisant des produits locaux.* »

AVEC QUI ?

L'unité a actuellement le statut de GIE, tout en étant sous la supervision de l'URAPD. Lors d'une commande, les femmes se regroupent par équipe de six et chaque semaine, l'équipe change. Ces femmes proviennent de réseaux de femmes transformatrices que l'on trouve dans les villages. « *S'il y a une grande quantité à produire, on prend deux à trois femmes de chaque commune puis on les regroupe pour fabriquer.* » explique un des administrateurs de l'URAPD. Actuellement, il y a quatre à cinq réseaux au niveau des communes. Parmi ces femmes transformatrices, il y a également des femmes qui participent au projet de l'association SOL.

Cette unité fonctionne actuellement uniquement sur les fonds propres de l'association. Leur partenaire et client principal est Worldvision, une ONG internationale qui intervient dans le département de Bambey dans le cadre du Projet de Renforcement de la Nutrition notamment.

POUR QUI ?

Les cibles de cette production de farine enrichie sont majoritairement les enfants malnutris. Cependant, outre la production pour répondre aux commandes (qui représente environ 90% de la production totale selon mon analyse, les données réelles étant compliquées à obtenir), les femmes

¹ « Farine enrichie » ou « farine fortifiée » sont les deux termes employés au Sénégal par les personnes rencontrées. Il s'agit d'une farine mixte fabriquée, selon les recettes, à partir d'un mélange de mil, niébé, bouye, arachide, sucre, moringa et sel iodé.

produisent également pour vendre dans la boutique de l'URAPD (10% restants). Ainsi, cette farine est disponible à l'achat pour tout un chacun.

OÙ ?

Depuis peu, les femmes se sont installées sur la seconde parcelle de l'association, située à environ 1km du siège. Cette parcelle qui servait autrefois pour un projet avicole, a été longtemps inutilisée. Dans le cadre du projet de valorisation des céréales locales, l'association y a alors installé sa minoterie pour y produire différents types de farines dont celle de mil. Pour faciliter le travail, les femmes transforment dans le bâtiment de la minoterie. Autrefois, elles transformaient au siège, dans la salle de réunion.

QUAND ?

Cette unité de transformation existe depuis 2017. Les femmes produisent de la farine enrichie depuis cette même date, avec d'autres produits transformés comme le bouillon naturel d'épices locales, le ngourbhane, le thiakry et le couscous.

L'activité n'est pas continue, elle dépend des commandes et de l'évolution du stock de la boutique. Par exemple, la commande de farine enrichie de Worldvision se fait chaque trimestre (le dépistage étant trimestriel). L'année dernière, ils ont commandé un total de 17 tonnes de farine enrichie. Pour la dernière commande, Worldvision a commandé 2,299 tonnes de farine, ce qui peut prendre jusqu'à 15 jours de travail d'après la direction de l'unité.

COMMENT ?

« Avant, la transformation n'était pas populaire, quelques femmes le faisaient à URAPD mais je suis venue et j'ai vulgarisé cela dans tout le département. Ensuite, on a obtenu des marchés, notamment avec Worldvision. On faisait des produits, des expositions comme à Dakar et Worldvision a vu cela. » raconte la responsable de l'unité de transformation.

En effet, en 2017, URAPD a déposé un dossier pour un projet de lutte contre l'insécurité alimentaire en partenariat avec la fondation AMI. Dans ce projet, il y avait plusieurs activités : introduire l'agroécologie, la mise en place de biogaz domestique, améliorer la fertilité des sols, mettre en place un fonds de roulement pour l'embouche bovine et également former les femmes à la transformation. URAPD a aussi commencé à *« sensibiliser les communautés pour revenir au lakh par exemple, qui est plus nutritif et qui utilise des produits locaux. »* explique un des administrateurs.

Après la formation en transformation, l'URAPD a décidé de recruter une personne pour s'occuper de la commission de transformation. *« Il y avait plusieurs réseaux de femmes formatrices dans les villages, il fallait quelqu'un pour chapoter les différentes zones agros. »* explique un de ses administrateurs. L'actuelle responsable était encadreur dans le projet d'alphabétisation. Elle faisait des activités génératrices de revenus dans les classes d'alphabétisation fonctionnelles. *« URAPD a toujours voulu capaciter ses membres donc quand elle a eu la formation de transformation par AMI, il y a eu une AG puis on lui a attribué la commission de transformation. »* ajoute-t-il. Cette formation a été réalisée avec l'ANCAR dans le cadre du 3FPT et en partenariat avec AMI.

« Le président m'a vu en train de faire la transformation, alors il m'a convoqué à l'AG de 2017. » précise la responsable de l'unité. Chaque groupement était représenté par des délégués et ils ont ensemble décidé de la nommer responsable de la commission de transformation. Depuis 2017, elle s'occupe donc de la commission de transformation de l'URAPD et plus spécifiquement, de l'unité de transformation.

Avant l'installation de la minoterie sur place, URAPD s'approvisionnait en farine de mil à l'ADAK, une autre association membre de la FONGS située à environ 150 km de distance. Dorénavant, elle produit elle-même sa farine de mil et d'arachide. Pour les autres ingrédients et le matériel, elle s'approvisionne sur les marchés de Touba et Thiès.

La recette utilisée pour cette farine enrichie provient d'une formation reçue à Diourbel et à laquelle la responsable de l'unité a assisté en 2017 dans le cadre d'un projet avec la fondation AMI. Le CNDN fournit au chef de projet de la zone une base de données avec les différentes unités/entreprises ayant une accréditation appelée UTA. Il fournit aussi l'apport calorifique nécessaire pour un enfant (source de données publiques) mais il n'exige pas une recette de farine particulière. Ainsi, l'URAPD leur a fourni un document avec les différentes recettes qu'elle propose pour qu'ils puissent trouver un accord sur la recette à utiliser.

Les femmes travaillent à l'abri, assises sur le sol avec une bâche de protection. Elles disposent de quelques matériels comme des bols, des passoirs de tamis, d'une balance, des bassines et des cuillères. Elles n'ont pas de protections telles que des blouses, masques ou gants. (voir figure 20)



Figure 20 : Photographies des femmes mélangeant les farines à gauche et à droite d'un bol avec les différents ingrédients (Source : Océane Leloup, 2023)

Le partenariat avec Worldvision fonctionne avec des conventions annuelles renouvelables. « *Nous avons lancé un appel d'offre et l'URAPD est sorti premier.* » explique un chef de projet de Worldvision. Le partenariat a débuté en 2018. En effet, cette organisation avait entendu parler d'eux et du fait qu'ils transformaient les céréales locales en farine enrichie. A ce moment, URAPD utilisaient cette farine pour sensibiliser au niveau des groupements et pour vendre au niveau de l'union. « *Ils sont venus nous rencontrer, ils ont pris 4 sachets de farine qu'ils ont emmené à l'UTA pour analyse en comparaison à la farine des 3 autres fournisseurs sur le marché. Notre farine a été jugée meilleure que les autres.* » raconte un des administrateurs.

« *En 2020, URAPD fournissait déjà Worldvision mais lorsque le CNDN a créé une base de données pour recenser toutes les unités productrices, ils ont omis d'ajouter l'URAPD* » explique un chef de projet. Ainsi, Worldvision a dû s'approvisionner en farine enrichie avec un GIE de Touba. Fin 2022, le chef de projet a interpellé le CNDN pour leur demander d'ajouter l'URAPD à la base de données. Cette base étant centralisée au niveau de Dakar, ils n'avaient pas suffisamment de recul au niveau national pour recenser toutes les unités, d'après le chef de projet. Cette année, URAPD fournit la farine enrichie pour les 4 trimestres. A la demande du client, elle a aussi mobilisé son véhicule, son chauffeur et un de ses animateurs pour effectuer la distribution de la farine dans les sites de nutrition auprès des relais.

URAPD a aussi un partenariat avec Caritas. En 2019 et en 2021, elle leur a fourni de la farine enrichie. Dernièrement, ils n'ont pas reçu de commande de leur part.

Récemment et sur ses fonds propres, URAPD a ouvert une petite boutique au siège où elle peut exposer et vendre ses produits. *« Avant la vitrine, les femmes travaillaient déjà les céréales locales. On les vendait dans le bureau de la comptable, dans une armoire. Les gens venaient déjà à l'URAPD pour acheter. »* explique un des administrateurs.

RESULTATS ?

« On reçoit des commandes, les femmes sont rémunérées et notre travail est de plus en plus reconnu dans la région. L'année dernière, notre rémunération a permis d'acheter du savon, de l'huile, des oignons... » raconte la responsable de l'unité. En effet, la qualité de leur travail associée au phénomène de bouche à oreille et de partage dans la communauté leur permet de se faire connaître davantage. Elle ajoute que *« l'unité crée aussi d'autres produits qui permettent de promouvoir le consommateur local en consommant ce que nous cultivons. Ça développe la localité, puis la région et le Sénégal de manière générale. »*

Par ailleurs, le chef de projet de Worldvision précise que *« la qualité de la farine diffère entre chaque unité de production et celle de l'URAPD est meilleure. Ils ont aussi un bon emballage. »* Enfin, il ajoute *« On préfère se fournir au niveau des unités locales pour faire marcher l'économie locale. »*

D'après mes observations et les entretiens, cette activité permet à l'association de générer des recettes qui lui permettent non seulement de rémunérer les femmes et d'améliorer leurs conditions de vie, mais aussi de développer les activités et les moyens de l'association (comme la création de la boutique).

DIFFICULTES ?

Les femmes transformatrices rencontrent plusieurs difficultés. Tout d'abord, *« l'espace est trop serré »* explique une des femmes. En effet, le bâtiment de la minoterie n'est pas encore terminé. Elle aimerait construire un espace couvert dans la cour pour se protéger du soleil. *« On a aussi besoin d'équipements comme des blouses, des gants et des masques. On n'a rien. »* précise une autre femme. *« On a besoin de four pour éviter d'utiliser la marmite dehors et de matériel pour mélanger »* ajoute une autre femme.

Par ailleurs, la responsable de l'unité évoque des difficultés : *« On veut un code barre et le FRA. »* Effectivement, sans le FRA, l'autorisation réglementée de mise en vente nationale, il est plus compliqué d'acquiescer des marchés et d'obtenir une reconnaissance nationale. De plus, le comité de développement communautaire de Bambey est prêt à les accompagner, notamment en finançant du matériel et des formations en gestion administrative et financière mais pour cela elles doivent impérativement se regrouper en coopérative. Actuellement, elles sont regroupées en GIE et cela fonctionne très bien selon elles. D'après le chef de service du développement communautaire, le ministère souhaite vraiment développer des fonds pour les femmes transformatrices mais à condition qu'elles soient regroupées en coopérative.

D'autre part, lorsque les grandes commandes arrivent comme celles de Worldvision, ils financent 50% au début de la commande et le reste 10 jours après la livraison. C'est donc à URAPD de

mobiliser ses fonds propres pour acheter une partie de la matière première. Malheureusement, le fonds de roulement est parfois trop faible. Il s'agit d'une difficulté d'après un des administrateurs.

C. Des activités sensibles à la nutrition qui influencent indirectement l'état nutritionnel

Dans cette nouvelle partie, nous nous intéressons maintenant aux activités dites sensibles à la nutrition, c'est-à-dire celles qui n'ont pas d'objectif nutritionnel clairement évoqué mais qui, *in fine*, contribuent à une meilleure alimentation et une meilleure santé. Elles sont présentées ici en ordre décroissant selon leur degré de sensibilité à la nutrition, degré subjectif car défini selon ma perception des choses.

1. Les unités de transformation locales

QUOI ?

Les unités de transformation locales désignent un regroupement de femmes au sein d'un groupement ou à l'initiative d'une association paysanne qui transforme la matière première cultivée localement en produits finis tels que du couscous, thiéré, thiakry, ou encore du jus.

Elles sont souvent regroupées en GIE (Groupement d'Intérêt Économique), surtout lorsqu'elles sont organisées autour de l'association paysanne.

POURQUOI ?

D'après la présidente de l'unité de transformation de FAPAL, « *l'objectif principal est de produire ce qu'elles mangent dans la qualité et la disponibilité.* »

Selon les femmes formatrices, cette activité permet de « *donner plus de qualité aux produits et de diversifier les produits pour s'alimenter correctement car autrefois, ils cultivaient et transformaient de manière traditionnelle.* » Un des objectifs cités est aussi d'améliorer les revenus des femmes par la vente de ces sous-produits.

« *Le mil, niébé et arachide peuvent se transformer en sous-produits et permettre une bonne alimentation.* » dit l'une d'entre-elles. L'accessibilité aux produits alimentaires est également améliorée avec la boutique sur place qui permet aux consommateurs de s'approvisionner toute l'année en denrées de première nécessité à un prix abordable. Enfin, l'unité permet aux femmes d'acquérir davantage de compétences, elles développent leurs capacités avec l'activité et les formations reçues.

Pour l'unité du village de *Mbadiar*, la porte-parole de la présidente explique que les objectifs sont d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de créer des emplois pour les femmes au niveau du village car ils ont remarqué que beaucoup de femmes ne travaillaient pas.

AVEC QUI ? POUR QUI ?

L'unité de FAPAL s'organise comme suit : il y a une présidente, une vice-présidente, une trésorière et son adjointe, une secrétaire et son adjointe, une commission d'achat et une commission de vente. Chaque commission est constituée de 5 personnes qui sont aussi formatrices. Elles sont 35 formatrices mais seulement 16 sont opérationnelles.

Cette unité a été financée par la FAPAL et le projet PAFA (Fida) en 2015.

Les bénéficiaires des unités de transformation sont les femmes transformatrices dans un premier temps, puis les consommateurs des produits qu'elles fabriquent dans un second temps.

OÙ ?

L'unité de FAPAL se situe à proximité du siège de l'association, à environ 200m.

L'unité de *Mbadiar* se situe dans un village, à 4 kms de la route nationale et de Guéoul.

QUAND ?

Le travail est irrégulier. Elles produisent en fonction des commandes et de l'évolution du stock de la boutique. Généralement, après une forte production, elles s'arrêtent quelques jours pour se reposer.

COMMENT ?

Pour l'unité du GIE de FAPAL, les producteurs proviennent du département de Louga et sont environ 450 producteurs. La matière première est contrôlée à l'arrivée et ils commencent par identifier le fournisseur. « *On sait quel producteur fait de la qualité ou non. [...] Chaque transformatrice est productrice.* » précise la directrice.

Il y a 2 procédés : soit ils achètent directement aux transformatrices, soit ils s'approvisionnent dans le magasin de stockage FAPAL. Les transformatrices ont suivi des formations de transformation, c'est une condition requise par le GIE. Certaines ont été formées pendant 9 jours, d'autres 5 jours. Cependant, la directrice dit que ce n'est pas suffisant car elles souhaiteraient toutes apprendre à transformer plus de produits.

Il y a environ 4 nouvelles femmes par an qui intègrent le GIE car l'activité se développe d'années en années et les ventes augmentent. La commercialisation des produits se fait sur place dans la boutique, dans les foires ou sur commande. Les clients sont principalement les ménages, les commerçants (de Thiès et Dakar) et les organisations (par exemple les ONGs qui achètent des produits nutritifs pour les enfants).

Pour l'unité de Mbadiar, elle a commencé au niveau du groupement. La présidente a donné l'information qu'il y aurait une unité de transformation car FAPAL leur a donné un bâtiment. Elle a donc convoqué la communauté pour savoir qui serait prêt à s'engager. Certaines femmes se sont engagées et d'autres non, elles sont restées à transformer au niveau du groupement seulement.

Ensuite, elles se sont organisées en groupe de femmes et chacune a cotisé pour acheter un moulin à mil. Quelques années plus tard, elles ont pu en acheter un second et FAPAL leur a aussi fait don d'un moulin. Elles font de nouvelles cotisations lorsqu'il y a un manque de matériel. L'unité a aussi reçu l'aide de l'agent communautaire du PRN présent sur la zone lorsqu'elles se sont installées. Il les a beaucoup aidées en les dotant de moulins à mil pour faire de la farine enrichie. Depuis le covid, elles ont arrêté de faire cette farine faute de moyens. Aujourd'hui, elles sont plus de 60 femmes, réparties en 3 équipes et chaque équipe travaille sur une durée déterminée. Quand il y a des grandes commandes, les équipes se complètent et se regroupent.

La matière première est achetée au niveau de Guéoul, dans les magasins/greniers des opérateurs économiques. « *La matière première est forcément produite localement* » disent-elles. Elles n'achètent pas à FAPAL car c'est trop loin, Guéoul est plus proche. Le transport coûte cher et les routes sont difficilement praticables donc elles prennent au plus proche pour faire des économies. Les femmes achètent surtout du mil et du maïs, le niébé étant trop cher (le prix a triplé voire quadruplé depuis un an et demi), elles ont dû suspendre la transformation. Cette matière première est

transformée en farine pour produire du thiéré, le thiakry, l'arrow, le sankal et le couscous de différentes sortes.

Pour la commercialisation, elles vendent à la boutique de Guéoul qu'elles louent au mois ainsi qu'à des clients de Dakar, Saint Louis... Enfin, la communauté locale est aussi cliente. « *C'est universel.* » dit-elle.

Récemment, le maire a fait construire des latrines et a financé un bâtiment pour transformer les jus locaux. Elles doivent encore acheter la matière première pour commencer à la transformer en jus.

RESULTATS ?

Depuis la création de l'unité de transformation, les changements observés d'après la présidente du GIE de FAPAL sont l'allègement du travail des femmes en gagnant du temps lorsqu'elles cuisinent avec des produits finis. Il y a aussi une meilleure valorisation des produits locaux, ce qui augmente le prix de la matière première (le niébé est par exemple passé de 300 à 1000 F CFA) car les gens l'achètent de plus en plus pour le transformer. Le retour vers la consommation de produits locaux est de plus en plus répandu aujourd'hui car la population dit prendre conscience que la consommation de produits importés a impacté leur santé avec les substances chimiques qu'ils contiennent. L'unité de transformation permet aussi de prendre en charge les besoins des enfants malnutris en fournissant des aliments de qualité nutritionnelle, dit la présidente du GIE.

La directrice explique qu'il y a chaque année de plus en plus de clients. « *Avant, on stockait le couscous pendant plusieurs semaines mais plus maintenant car les gens l'achètent presque aussitôt après la transformation.* » explique-t-elle.

D'autre part, il y a un gain de temps et une réduction de la distance pour accéder aux produits. Si une grande cérémonie familiale se prépare, les femmes gagnent du temps à cuisiner des produits déjà transformés et n'ont pas besoin d'aller jusqu'à la ville pour les acheter, ils sont plus accessibles.

Une des femmes présentes, aussi mère de l'enfant de 10 mois présent durant l'échange, a expliqué que la farine enrichie a vraiment permis de soigner son enfant car c'est à l'unité qu'elle a appris à en préparer. Son enfant avait été diagnostiqué malnutri par le chef de projet PRN et grâce à cette farine, il a pu être soigné. Ces femmes formatrices affirment toutes que les produits dérivés qu'elles produisent ont une meilleure qualité nutritionnelle (plus riches en micronutriments, en vitamines et sans produits chimiques) que ceux importés ou vendus sur le marché. « *La population retourne vers ce genre de produits car ils sont finis et à utiliser sans difficulté.* » dit une formatrice de FAPAL. « *Ces dernières années, si les femmes voulaient faire une cérémonie par exemple, elles devaient aller acheter en ville. Maintenant, c'est disponible ici.* » dit une femme formatrice.

« *Il y a de la connaissance qui a été acquise. C'est un grand bond en avant* » partage une des femmes de l'unité de Mbadiar. « *On ne gagne pas beaucoup mais on travaille pour l'avenir, un jour on gagnera plus.* » ajoute l'une d'entre-elles.

DIFFICULTES ?

Les difficultés rencontrées par les femmes du GIE de FAPAL sont le nombre insuffisant d'équipements, le packaging qui n'est pas assez développé par manque de moyens et le manque de code-barres car les démarches administratives n'ont pas encore été faites. Aussi, il n'y a pas de contrat donc pas de salaire fixe et pas d'avantages sociaux. Les contrats ne sont pas possibles à cause des charges trop importantes et du profit trop faible pour les couvrir.

Le fonds de roulement est aussi très faible. « *Il y a trop de temps entre l'achat de la matière première qui est assez chère et la vente des produits* » dit la présidente du GIE, ce qui ne leur permet pas d'investir. Au niveau de l'organisation interne du GIE, la disponibilité des femmes est parfois une

faiblesse car elles ont aussi d'autres activités : « *comme il n'y a pas de contrats, elles ne sont pas régulières* », explique la présidente du GIE.

Les formatrices expliquent qu'il y a des difficultés pour la commercialisation car « *la vente est lente même s'il y a des clients* » dit l'une d'entre-elles. D'autre part, il y a un manque de matériel pour transformer plus rapidement (comme un séchoir), la motivation financière est insuffisante et irrégulière. Elles sont volontaires et sont motivées à venir « *on ne veut pas rester à la maison* » disent-elles. « *Un jour viendra où on aura satisfait nos besoins* », autrement-dit, que le travail paiera, ajoute-t-elle. Il y a aussi une insuffisance de matériels pour exposer les produits, le « *branding* » est insuffisant (tableaux de communication à l'extérieur pour indiquer les produits, le signalement) et le packaging n'est pas suffisamment attractif. Le manque d'autorisation de mise en vente FRA sur certains produits comme le jus est un frein (les farines l'ont). Une des femmes a aussi mentionné le manque de boîte à pharmacie, le manque de prise en charge de la sécurité sociale et le fait qu'il n'y ait pas de politique de sécurité.

2. *La radio communautaire au bénéfice de la nutrition*

QUOI ? POURQUOI ?

Une radio communautaire appelée « Thiapy FM 102.4 » a été créée au sein de l'URAPD pour développer la communication de l'association avec ses membres.

Cette radio communautaire, destinée à faire du développement communautaire uniquement, a surtout été créée à l'origine pour faire de la sensibilisation sur la santé et pour expliquer aux communautés la gestion du budget de la collectivité. « *Quand on dit foncier, on dit agriculture et élevage* » dit le directeur de la radio. Ils ont voulu faire un focus sur la gestion du budget pour que la communauté rurale comprenne comment cela se passe. L'objectif était aussi d'informer les membres sur les activités de l'URAPD puis par extension, les partenaires se sont ajoutés pour enregistrer des émissions, comme Worldvision.

AVEC QUI ? POUR QUI ?

L'idée de créer cette radio provient du directeur actuel. En effet, il avait déjà travaillé dans plusieurs autres radios mais un jour, il s'est rendu compte qu'il n'y en avait pas à Bambey. Il connaît bien l'association car même s'il n'est pas membre de l'URAPD, il vit dans un village où beaucoup le sont. Il leur a alors proposé l'idée en 2012.

Initialement, les cibles de cette radio étaient les membres de l'URAPD. Aujourd'hui, cette cible s'étend à toutes les communes dans un rayon de 70 km. « *Tout le monde : les commerçants, les éleveurs, les agriculteurs... Ce ne sont pas que les membres d'URAPD.* » précise le directeur.

OÙ ? QUAND ?

La radio est située au siège de l'URAPD à Bambey. Elle est opérationnelle de 7h à 23h tous les jours. Les plages horaires les plus écoutées sont à partir de 17h jusqu'à 21h.

COMMENT ?

« *URAPD a financé la radio sur ses fonds propres, petit à petit.* » dit le directeur. Avec les recettes, ils couvrent les dépenses comme l'électricité, l'achat de matériel, les salaires. « *Si c'est insuffisant, URAPD complète. L'État du Sénégal met aussi un peu d'argent dans le cadre du fond d'appui à la presse.* » ajoute-t-il.

Pour la stratégie de lancement, « *Nous avons fait une tournée dans les 12 collectivités locales, puis l'ensemble des partenaires et les chefs religieux et coutumiers. Avant de mettre en place une radio, c'est indispensable d'aller vers les cibles. Nous sommes aussi allés vers les groupements de femmes et les associations.* » raconte le directeur.

« *Avec Worldvision, on parle de nutrition, du PRN, de la pesée et du dépistage. Il y a une convention à l'année avec environ 2 émissions par mois enregistrées qui peuvent être rediffusées.* » Ce sont les chefs de projet, le coordinateur, les relais et les points focaux qui peuvent être invités aux émissions. Elles sont généralement diffusées vers 11-12h, puis 17-18-19h le soir, à la demande du partenaire. Ils travaillent avec Caritas sur les mêmes thèmes également.

Le district sanitaire de Bambey, avec le ministère de la santé, enregistre aussi des émissions sur la santé reproductive, la santé infantile et sur la nutrition, explique le directeur. Le ministère leur rapporte beaucoup de partenaires souhaitant diffuser sur la radio.

Il y aussi d'autres émissions en lien avec les projets de l'URAPD, comme OIF, BROOKE, le comité de développement et de lutte contre la violence, la sécurité des enfants.

RESULTATS ?

« *Nous avons observé un déficit de communication dans cette région, il n'y avait pas d'outil de communication dans la région de Diourbel. Cela a déjà permis de mettre en place une radio.* » raconte le directeur. « *Les gens ont accès à l'information, même dans les villages distants. Ils savent aussi comment est géré le budget de la collectivité, ils sont mieux informés.* » Il donne l'exemple que lors d'un projet avec un partenaire sur le foncier à Bambey, c'est le maire lui-même qui a plaidé en faveur de la radio directement auprès du partenaire.

« *La radio n'a jamais fermé, elle a toujours bien fonctionné et c'est progressif, au fur et à mesure elle grandit. Les auditeurs augmentent avec le temps. [...] Sur les 12 collectivités, on a recensé environ 20 à 30 000 auditeurs par collectivité.* » précise-t-il. Le club des auditeurs composé d'environ 40 membres organise des sondages auprès de la population de la zone d'écoute pour avoir des retours sur les émissions, connaître leur satisfaction et leur fréquence d'écoute de la radio. Aussi, lors des émissions, les auditeurs peuvent participer en ligne aux débats, témoigner ou répondre aux questions de l'animateur en appelant au téléphone. Le nombre d'appels reçus permet au directeur d'avoir une idée du nombre d'auditeurs.

DIFFICULTES ?

D'après le directeur, « *c'est une radio communautaire gérée par elle-même, il n'y a pas de partenaires derrière pour financer si besoin. Les communiqués viennent au compte-goutte donc les recettes sont variables et c'est plus compliqué à gérer. [...] L'OP y met ses fonds, c'est sa radio.* » Ceci peut également être interprété comme un avantage et une force de la radio, selon le point de vue discuté.

3. La valorisation des céréales locales

QUOI ?

Depuis 2011, l'association SOL a mis en place un projet de promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales du Sénégal. Ce projet est en collaboration avec la FONGS et ses associations membres. Il se découpe en 3 phases, dont la dernière a débuté en 2022 et durera jusqu'en 2025.

POURQUOI ?

L'objectif général du projet est de promouvoir la souveraineté alimentaire du Sénégal par la valorisation des ressources locales. Les objectifs de chacune des phases sont les suivants :

- Phase 1 (2015-2017) : « *Renforcer la souveraineté alimentaire et l'emploi rural au Sénégal par la réduction de la dépendance aux importations céréalières (blé principalement) au profit des céréales traditionnelles produites localement.* » (SOL, 2011)
- Phase 2 (2018-2021) : « *Renforcer la souveraineté alimentaire au Sénégal par la réduction de la dépendance aux importations céréalières, Promouvoir les circuits courts, Augmenter la valeur nutritive de l'alimentation en milieu rural, Accroître les revenus et Réduire le chômage en milieu rural.* » (Fiche PROJET SOL - Phase 2, 2018)
- Phase 3 (2022-2025) : « *Renforcer la souveraineté alimentaire au Sénégal à travers l'appui à la pérennisation d'une chaîne de valeur durable autour des céréales locales, Réduire le chômage et améliorer les revenus en milieu rural, Accroître l'autonomisation des femmes, Augmenter la valeur nutritive de l'alimentation au Sénégal.* » (Fiche PROJET SOL - Phase 3, 2022)

« *Tout ce qu'on fait, la finalité c'est une bonne nutrition de bonne qualité.* » témoigne le chef du projet à l'URAPD.

AVEC QUI ? POUR QUI ?

L'organisation à l'initiative de ce projet est l'association SOL. Son partenaire principal est la FONGS, avec initialement 3 associations partenaires membres (EGAK, ADAK, JIM JAM) et aujourd'hui 4 associations de plus (EGABI, URAPD, ARAF et FEGPAB) pour un total de 7.

Les bénéficiaires directs du projet sont les exploitations agricoles, les boulangers et les femmes transformatrices. De manière indirecte, ce projet bénéficie à toutes les communautés des zones d'intervention.

OÙ ?

Pour cette troisième phase, le projet intervient dans 5 régions rurales du Sénégal : Kaolack, Kaffrine, Thiès, Diourbel et Fatick, via les organisations paysannes partenaires.

COMMENT ?

Le projet souhaite renforcer et pérenniser une chaîne de valeur autour des céréales locales que sont le mil et le maïs. Pour cela, il forme les exploitations familiales à l'agroécologie (le compost, les techniques culturales qui réduisent l'érosion du sol...) pour qu'elles vendent ensuite leur production aux minoteries accompagnées par le projet. Ces minoteries transforment les céréales en farine pour approvisionner les boulangers et femmes transformatrices. Ces derniers sont formés aux techniques d'incorporation des céréales locales dans leurs recettes de cuisine traditionnelle (le pain et beignets de blé par exemple) et à l'entrepreneuriat. Ainsi, ils vendent leurs produits à base de céréales locales tels que le pain et les beignets à la communauté. Le projet promeut également la consommation de ces céréales locales auprès des consommateurs et participe à des plaidoyers au niveau national. Des rencontres et des échanges d'expériences entre les acteurs de la filière sont également organisés (annexe 22).

« *Nous avons des émissions dans le cadre du projet SOL. On invite une à deux femmes transformatrices et la responsable des femmes dans le but d'expliquer le travail d'URAPD et de*

sensibiliser les autres femmes aux activités de transformation. » explique un président d'association. Il explique aussi que si l'association a retenu l'attention de l'équipe du projet SOL, c'est parce qu'ils ont entendu dire qu'URAPD est dans l'initiative de transformation agroalimentaire. En effet, URAPD possède une unité de transformation depuis 2017 qui est maintenant approvisionnée directement par la minoterie du projet SOL.

« Ils (les producteurs) ont 1 ha qu'ils cultivent sans pesticides en utilisant seulement de la fumure organique. La qualité nutritive est respectée et on obtient des produits sains. » explique un chef de projet d'URAPD. Les produits sains évoqués sont le mil et le maïs.

D'après la responsable de l'unité de transformation, *« l'objectif du projet SOL est d'équiper les femmes en matériel de transformation. »* 30 femmes, déjà dans le métier avant de débiter le projet, ont été formées et équipées pour 80 000 FCFA. Certaines d'entre elles font aussi la transformation de la farine enrichie à l'URAPD. Le projet a également équipé 20 producteurs en petits ruminants pour 80 000F, explique la responsable de l'unité de transformation.

Dans l'association ADAK, la minoterie est installée depuis la phase 1. Initialement elle était gérée par un des administrateurs de l'association, mais depuis 2019, ils ont recruté un gérant pour développer l'activité.

Les objectifs de la minoterie sont d'après le coordinateur des activités de l'association de *« [...] faire le maximum possible pour essayer d'intégrer la farine panifiable et de diminuer la farine de blé. La farine de blé n'est pas bonne pour la santé. C'est la farine panifiable qui est meilleure pour la digestion. De plus, la farine de blé, on ne sait pas comment et où on la cultive. »* explique-t-il.

Pour le gérant, il s'agit *« En premier, de devenir une entreprise et de générer des revenus, de créer des emplois, de lutter contre la faim. C'est aussi permettre aux familles d'avoir accès aux produits locaux, notamment pendant la période de soudure. »*

Le gérant, avec le meunier, travaille uniquement sur commande. Ils évitent de stocker de la farine transformée pour ne pas avoir de pertes.

Une des femmes formatrices rencontrées explique vendre ses beignets au lycée de *Boulel*, à proximité de son domicile. Elle vend plus rapidement que les autres femmes car *« les clients adorent mes beignets, ils savent que c'est meilleur, qu'il est plus facile à digérer et qu'il est de bonne qualité car c'est cultivé ici, sans produit chimique »* explique-t-elle. Il n'y a pas de différence de prix entre ces beignets et les autres. Elle transforme seule chez elle et vend seule à partir de 11h au lycée. Elle vend également des petits déjeuners pendant la période scolaire et le jour du marché hebdomadaire. Durant la période humide, elle vend uniquement dans le quartier en raison des vacances scolaires. (voir fiche expérience)

Les animateurs du projet ont mené des activités de sensibilisation à la consommation des beignets et du pain à base de mil dans les écoles, dans les marchés hebdomadaires et dans les radios communautaires.

Le boulanger rencontré a reçu du matériel tels que des cales, tables, plaques, pelle et du zinc pour mettre au four. Pendant le ramadan, il fait des cakes et du pain au lait. Le reste du temps, c'est exclusivement du pain qu'il vend dans les villages aux alentours, avec sa mobylette et principalement à des revendeurs de pain ou les femmes qui font le petit déjeuner.

Il explique que durant la saison sèche, il consomme jusqu'à 50kgs de farine panifiable par mois. C'est le gérant ou le président qui lui livre la farine directement jusqu'au village avec le véhicule de

l'association car ils habitent à proximité. Il paye parfois sa farine comptant ou par crédit, cela dépend de ses moyens personnels. Il produit son pain avec 15% de mil et 85% de blé, ou bien 15% de mil et 85% de maïs. Au moment de la visite, durant le mois de l'hivernage, ses activités étaient au ralenti car il travaillait beaucoup aux champs.



Le boulanger explique avoir intégré la deuxième phase du projet grâce au président d'ADAK qui est venu le trouver chez lui et lui a proposé le projet. « *Il fait du bon travail, il est très bien.* » ajoute le coordinateur des activités présent durant l'échange.

Figure 21 : Boulangerie artisanale bénéficiaire du projet SOL à Boulele

RESULTATS ?

Pour l'URAPD, le projet leur a permis d'obtenir un magasin de stockage pour stocker de l'engrais et des denrées. Le projet les a aussi appuyés dans la construction de la minoterie. Cependant, ils ont dû utiliser leurs fonds propres car ils sont toujours en attente du financement et ne pouvaient pas se permettre d'attendre plus longtemps en raison des engagements avec la farine enrichie, explique un des administrateurs.

De manière générale, le projet a permis un renforcement des capacités des bénéficiaires directs : « *J'ai reçu une formation avec le projet SOL en hygiène et qualité. C'est le chef du service de l'hygiène qui a donné la formation.* » témoigne la responsable de l'unité de transformation de l'URAPD. « *SOL a doté certaines femmes transformatrices en gaz méthane pour celles qui font la bouillie.* » explique-t-elle.

Par ailleurs, l'association dispose d'une cuisine et les femmes y cuisinent les produits du marché mais elles servent parfois lors des ateliers les biscuits du projet SOL et le jus de bissap transformé par la responsable.



Figure 22 : Sachet de petits gâteaux à base de mil et de maïs produits par les femmes transformatrices de l'URAPD (Source : Océane Leloup, 2023)

D'après la femme formatrice de l'ADAK, cette activité est devenue une activité importante pour elle car c'est une mère de famille qui doit s'occuper des enfants et du mari. L'activité lui génère des bénéfices et elle explique aussi que cela augmente son expérience personnelle : « *J'ai de nouvelles relations, j'ai de la visite et j'augmente mes relations sociales.* » ajoute-t-elle. Elle acquiert aussi beaucoup d'expérience dans la transformation du mil et du maïs.

La femme explique que si ses beignets sont meilleurs c'est parce qu'elle a un comportement adéquat : elle est investie, ses produits sont propres, le lieu de fabrication et le stockage sont propres aussi. « *L'hygiène est importante pour le client et je la respecte.* » dit-elle.

D'après elle, les gens disent que son produit est de qualité, qu'elle cuisine bien car il y a un bon goût, que le produit est abordable et que la couleur est attirante.

D'après le boulanger, le projet lui permet d'augmenter ses revenus car il vend plus. Il dit aussi que cette activité lui permet de mieux contribuer aux besoins de la famille.

DIFFICULTES ?

« Nous sénégalais on ne respecte pas beaucoup l'hygiène et ça peut détruire la qualité du produit. Par exemple, dans la boutique, parfois je vois beaucoup de gens assis là-bas et je leur demande de sortir. Si le lieu n'est pas hygiénique, pas propre, quelqu'un qui veut acheter ne va pas entrer et n'achète pas. » explique un chef de projet à l'URAPD. *« C'est l'hygiène du produit qu'on transforme, mais aussi l'hygiène de la personne qui le transforme et là où ils travaillent. Il faut que tout cela soit de bonne qualité. »* ajoute-t-il.

Par ailleurs, le projet présente des retards dans le financement des activités. Pour l'URAPD, ils ont finalement décidé d'utiliser leurs fonds propres pour financer la minoterie, en attendant de recevoir les fonds du projet.

Le gérant de la minoterie d'ADAK témoigne : *« Je dois porter les sacs du magasin pour donner au meunier et ces sacs pèsent environ 90 kg, c'est très lourd. Il y a un manque d'équipement. »*

La femme formatrice explique qu'elle achète la matière première au détail ce qui lui fait faire moins de bénéfice. *« Si j'achetais en gros (par exemple le sucre en sac au lieu du détail, ou l'huile en bidon de 20l), je ferais plus de bénéfices. »* dit-elle. Il lui faudrait donc une somme d'argent pour avoir un fonds de roulement et acheter la matière première en gros mais aussi d'autres matériels qui lui manquent par rapport à ce qu'elle a appris à cuisiner. Elle dit avoir l'expérience et les connaissances mais il manque le petit matériel.

La principale difficulté que rencontre le boulanger est le bois car *« [...] c'est difficile d'en trouver. Chacun protège ses bois, et il y a les eaux et forêts. »* dit-il. Pour résoudre cette difficulté, l'équipe du projet a visité des fours solaires mais pour l'instant, le projet ne les a pas intégrés. Il a lui-même tenté d'installer le gaz dans son four mais cela n'a pas bien fonctionné, explique le boulanger. Il a abandonné l'idée.

Enfin, un animateur de l'association explique que dans le projet SOL, *« l'objectif est la valorisation des céréales locales mais il manque l'aspect où l'on explique ce que les céréales apportent à la personne donc c'est difficile de convaincre la personne. [...] Il faut démontrer ce qu'apportent les nutriments à l'organisme »* ajoute-t-il. Il explique que malheureusement il n'y a pas de formation spécifique à ce sujet.

4. Les greniers communautaires villageois

QUOI ? POURQUOI ?

Au sein des villages ou des quartiers, des greniers communautaires ont été installés par les membres avec l'appui de l'ARAF. Ils sont encadrés par le bureau du Comité Local de Pilotage (CLP) et l'Agent Communautaire (AC) dans l'objectif de pouvoir subvenir aux besoins des familles en difficultés durant la période de soudure, d'intervenir plus rapidement que le PRN avec de la farine enrichie si un enfant

est dépisté malnutri mais aussi de regrouper et fédérer le village ou le quartier pour une cause particulière.

AVEC QUI ? POUR QUI ?

Les villageois, l'agent communautaire du PRN, le CLP, le chef du village mais aussi les leaders sont impliqués. Les enfants malnutris et les familles en difficultés pour se nourrir sont les cibles.

OÙ ? QUAND ?

Les greniers communautaires ont lieu au sein même d'un village ou d'un quartier. Le stockage des denrées peut se faire chez le chef du village ou dans le bureau du CLP.

COMMENT ?

Cette activité est déployée dans les villages motivés et organisés. Après chaque hivernage, la situation économique des ménages est meilleure avec les revenus de la récolte. Chaque villageois cotise alors selon ses moyens.

Le CLP diffuse l'information de collecte et passe dans les ménages pour collecter, sur la base du volontariat, des matières premières ou de l'argent. Les donations sont mentionnées sur le cahier des ressources du village en cas de supervision. Si lors des activités de pesée, après le dépistage ou lors de la période de soudure en juin, juillet et août, l'AC ou les relais remarquent un quartier avec un taux de malnutrition important, ils demandent au chef du village de venir constater et d'utiliser les ressources de ce grenier avant que le PRN ne réagisse avec la farine enrichie.

Ainsi, les mamans se regroupent au niveau du village. Le CLP leur explique que le taux de malnutrition est trop élevé et qu'avec les ressources du grenier, elles peuvent préparer de la farine enrichie. Cette farine est ensuite distribuée aux mères avec le plus d'enfants malnutris. S'il n'y a pas de besoin particulier, les matières premières sont vendues au marché avec comme témoin le chef de village. Dans ce cas, l'argent récupéré est remis au trésorier du bureau CLP.

RESULTATS ?

Les enfants malnutris sont pris en charge plus rapidement et leur état nutritionnel est amélioré. La dynamique communautaire est aussi renforcée. L'argent récolté en cas de vente peut servir pour renforcer les activités du site de nutrition, les rendre plus dynamiques. Par exemple, ils peuvent acheter des récompenses pour mobiliser les mères d'enfants lors des causeries. *« Actuellement, les greniers fonctionnent dans certains villages, mais pas dans tous. Ça fonctionne plutôt bien. »* d'après un agent communautaire.

« Les greniers pour enfants permettent de donner un repas aux enfants et cela a diminué la perte d'enfants. » explique un chef de quartier.

DIFFICULTES ?

Le fonctionnement de ce grenier est très dépendant des rendements et de la qualité de la récolte. Parfois, il se peut qu'il n'y ait pas de grenier pendant une année. Par ailleurs, lors d'une réunion de restitution à la mairie, il a été demandé aux conseillers municipaux de faire plus d'efforts pour le suivi de ces greniers. En effet, le suivi de ces greniers étant limité, les données documentées (dont celles chiffrées) sont faibles voire inexistantes.

5. Les initiatives communautaires au profit des ménages vulnérables

QUOI ?

Dans le cadre de son projet PASAV (Projet d'appui à la sécurité alimentaire des ménages vulnérables), et plus récemment avec le P2RS (Programme multinational de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel), le CNDN accompagne ARAF depuis une dizaine d'année dans la mise en place d'initiatives communautaires (IC) au sein de certains ménages dits vulnérables. Ces initiatives peuvent être de l'élevage de petits ruminants, du micro-jardinage ou encore des banques céréalières villageoises.

POURQUOI ?

« Le PASAV a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables pour renforcer l'impact des activités spécifiques nutrition, en améliorant la disponibilité et l'accessibilité aux produits maraichers, agricoles et d'élevage. » (CNDN, 2023b)

« Pour développer la nutrition, il faut améliorer le pouvoir d'achat » dit l'adjoint du CNDN de Kaolack. *« C'est sur cet aspect que l'on doit aussi agir »,* dit-il, *« car les ménages rencontrent des difficultés à joindre les deux bouts. Il faut agir sur ces leviers pour augmenter le niveau de vie. »*

Pour l'instant, le CNDN intervient principalement dans le domaine de l'élevage car *« il y a des déterminants de la malnutrition qui sont à l'origine des initiatives communautaires. Par exemple, le déterminant de la pauvreté est pris en compte et c'est pour lutter contre cela que le CNDN développe ces initiatives. Les IC permettent de subvenir à certains besoins comme l'éducation. C'est un moyen d'accompagnement. »* explique le chef de projet d'ARAF. Il ajoute que l'élevage permet aussi de diversifier l'alimentation des ménages.

AVEC QUI ? POUR QUI ?

Les parties prenantes de ce projet sont La Banque Mondiale, les agences du système des Nations Unies, les partenaires financiers du CNDN, les conseils ruraux et l'AEC du PRN. (CNDN, 2023b)

Les cibles sont la communauté et plus spécifiquement les ménages vulnérables identifiés.

COMMENT ?

Ce programme appelé « Initiatives communautaires » par les personnes rencontrées à ARAF concerne 5 communes du district sanitaire de Gossas, et également certaines de Guinguinéo. Pour cette année 2023, ARAF a reçu de nouveaux financements pour sélectionner de nouveaux villages dans la commune de Ouadiour (6 villages à choisir), Patar (10 villages) et Colobane (10 villages), explique un agent communautaire.

« Quand on dit malnutrition, il faut manger de bons produits alimentaires. Quand on a une famille pauvre, ils mangent à leur faim mais pas de qualité. » dit un des administrateurs. D'après lui, *« C'est le même procédé que le précédent programme pour accompagner les femmes enceintes et allaitantes. Ils (les membres du comité) ont choisi les villages enclavés, les familles démunies et vulnérables. Par exemple, des ménages ont choisi de mettre un poulailler, d'autres des brebis ou chèvres. Ils ont financé plus de 16 millions cette année. [...] Chaque année, l'État regarde les indicateurs et alloue de l'argent pour des initiatives communautaires. Il alloue l'argent à certaines communes, celles les plus pauvres. Dans ces communes, ils choisissent les ménages les plus vulnérables. »* Les indicateurs proviennent des résultats du dépistage et du Suivi Promotion Croissance dans le cadre du PRN.

« C'est difficile de choisir les initiatives par eux-mêmes (CNDN) donc c'est au village de choisir mais ils doivent se mettre d'accord entre eux. » explique un agent communautaire. « La région s'occupe de mettre en place les initiatives lorsqu'il y a un fort taux de malnutrition. » ajoute l'adjoint au CNDN.

« Pour les initiatives communautaires du PRN, dans chaque village, il y a un Comité de Gestion des initiatives villageoises (CoGeVi). » explique un agent communautaire. Le suivi de ces activités de petits ruminants est effectué également par les chefs de projet et l'agent vétérinaire. Ensembles, ils organisent des visites avec le CoGeVi. L'agent vétérinaire a la charge de conseiller l'exploitation agricole.

Le processus s'organise en différents comités :

- Un comité de suivi présidé par le sous-préfet, les services techniques déconcentrés, le représentant des jeunes, le représentant des imams, le représentant des curés.
- Un comité de sélection au niveau des communes qui est chargé de sélectionner les villages bénéficiaires avec différents critères : la dynamique communautaire, l'éloignement des marchés, des villages ayant subi des événements indésirables tels qu'une tempête, des invasions, un incendie, une sécheresse et le taux de malnutrition. Il reçoit l'appui de l'agent communautaire du PRN de cette zone.
- Un sous-comité de sélection au niveau des villages ou Comité de gestion villageois (CoGeVi). Il est représenté par le chef de village, le représentant des femmes, des jeunes, des imams, curés, les éducateurs, le collectif des enseignants, le conseil municipal, les commerçants. Le rôle est de choisir les ménages les plus vulnérables avec des critères tels qu'avoir au moins 1 enfant de moins de 5 ans, rencontrer des difficultés pour fournir 2 repas par jour et un taux de malnutrition élevé. Ils envoient ensuite les listes au niveau du comité de sélection à la commune pour vérification. L'ARAF est également chargée de valider chacune de ces listes pour vérifier que les ménages sélectionnés répondent bien aux critères. Enfin, le préfet signe ces listes.

« Dans un village, il peut y avoir deux initiatives par exemple, mais le village se réunit pour choisir l'initiative qui correspond le plus. » explique un autre chef de projet PRN. Au sein d'un village, environ 10 ménages sont financés à hauteur de 160 000 FCFA chacun. Jusqu'à 10 villages sont financés sous forme de biens.

Prenons l'exemple d'un ménage bénéficiaire : il peut recevoir deux chèvres, un bouc, l'aliment de départ, la prophylaxie pour la pharmacie, la prise en charge de l'agent technique d'élevage et la semence. Le projet prévoit de sélectionner 10 autres ménages supplémentaires sur liste d'attente pour remplacer le ménage s'il ne correspond pas bien aux critères. Afin d'augmenter les bénéficiaires, un système a été élaboré : le ménage « rembourse » les animaux qui lui ont été donnés par le CNDN par la donation de ses premières mises-bas aux 10 autres ménages sélectionnés. Le comité de gestion villageois (CoGeVi), aussi appelé sous-comité du comité de pilotage, est chargé de suivre tout ce processus et notamment la donation des mises bas. Chaque mois, il y a une évaluation de la situation et des ménages ayant reçu cette dotation. À savoir que le projet a depuis cette année une police d'assurance pour chaque chèvre et qu'en cas de perte ou de problème avec l'animal, une indemnisation est prévue, explique le chef de projet PRN.

RESULTATS ?

« Grâce à ce programme, certaines familles qui étaient pauvres jusqu'à présent, ont un cheptel maintenant. » explique un des administrateurs.

« Si un ménage a beaucoup de chèvres, alors il peut vendre pour acheter un âne. Il doit informer le bureau (CoGeVi) sur place avant de faire quoi que soit sur le sujet. On est contents quand on voit ça. » raconte un agent communautaire. Le CoGeVi se charge de suivre les sujets, en vérifiant les taux de naissance et de mortalité par exemple. « Les gens peuvent aussi vendre ces sujets pour acheter des semences. » ajoute l'agent communautaire.

Il dit qu'il y a aussi un impact sur le social, car « les sujets permettent aux ménages d'avoir un mouton pour les cérémonies par exemple. Certaines familles n'ont pas les moyens d'acheter un mouton comme tout le monde donc avec ces initiatives, il y a un impact sur le social. »

« Les initiatives communautaires font le lien avec l'agriculture et la nutrition car elles permettent de produire du lait de chèvre ou de la bonne viande. » ajoute cet agent communautaire.

DIFFICULTES ?

« Parfois les gens ont de l'orgueil mais il faut bien leur expliquer le but de ce ciblage. » explique un chef de projet du PRN. En effet, être désigné comme ménage vulnérable peut parfois être difficile à accepter pour certaines personnes. Ils ont besoin d'aide et le projet est prêt à les accompagner.

« L'ARAF est chargé de vérifier chacune des listes car parfois ils (les membres du comité de sélection) peuvent prioriser certains ménages donc c'est vérifié pour voir s'il répond bien aux critères. » précise le chef de projet. L'agent communautaire doit aller vérifier au niveau de la mairie, le responsable des activités de la commune, si les ménages sélectionnés respectent bien les critères. « Le vol, ça arrive parfois qu'on vole les sujets. Ça arrive qu'il y ait des morts, des pertes. [...] Parfois les gens vendent les sujets sans aviser le bureau, ils préfèrent vendre pour régler les problèmes. Mais c'est interdit, avant de vendre quoi que ce soit, tu dois parler au bureau pour voir les causes, pourquoi le bénéficiaire vend le sujet... [...] La tenue des réunions mensuelles pour le bureau est aussi un problème car des fois ça tarde, mais ça fait partie des principes du projet. Ils doivent organiser des réunions pour faire la situation des sujets de ce mois. » ajoute l'agent communautaire. Ces difficultés questionnent la capacité des communautés à être autonomes dans ce type de projets.

6. Les pratiques agroécologiques

Quoi ?

ARAF est une des associations qui s'oriente vers des pratiques agroécologiques plus respectueuses de l'environnement. Depuis 2018-2019, ils ont intégré l'agroécologie sous le programme de souveraineté alimentaire. « Qui parle nutrition parle de sécurité alimentaire ou de souveraineté alimentaire » dit un des administrateurs. La souveraineté alimentaire est un nouveau slogan d'après lui. Dans le projet, ils en sont maintenant à la phase de sensibilisation. « Il y a eu une phase d'expérimentation avec des paysans pilotes qui évoluent dans le domaine de l'agroécologie. » ajoute-t-il. Ils font des séances de formation pour les bonnes pratiques agricoles et des séances de sensibilisation et de socialisation.

POURQUOI ?

« Aujourd'hui, les gens sont devenus fragiles, il y a beaucoup de problèmes de santé avec les aliments. Avec l'agroécologie, on veut les combattre. C'est la raison pour laquelle l'agroécologie est là, pour préserver l'environnement et améliorer l'alimentation de la population. » témoigne un des administrateurs de l'association.

« Les engrais chimiques rendent toxiques les aliments ce qui apporte des maladies invisibles. Avec le temps, elles apparaissent. On ne maîtrise pas tellement cela. On a vu que nos arrière-grands-parents mangeaient naturellement et qu'ils étaient en bonne santé. » ajoute un autre administrateur. D'après lui, ARAF a décidé de s'orienter dans l'agroécologie car « c'est une nécessité, le monde bouge, il faut bouger avec lui sinon on sera trop en retard. »

« C'est ce que nous impose la nature. C'est l'homme qui détruit la nature. Il faut restaurer cela, c'est pour ça qu'il faut organiser beaucoup de rencontres, de sensibilisation pour faire revenir les gens à la raison. Les gens se sont rendus compte que si on détruit la nature, on se détruit nous-même, car tout vient de la nature donc on risque de périr. C'est ce que les gens ont compris avec les formations et les sensibilisations par les organisations qui ont des capacités, comme les ONG Caritas. Il faut effectuer ce travail au niveau de la base pour sensibiliser les gens pour qu'ils changent de paradigme en allant vers l'agroécologie. C'est avec ça qu'on va régler le problème. » explique un de ses administrateurs.

AVEC QUI ? POUR QUI ?

Dans le cadre de ses activités en agroécologie, ARAF travaille avec son partenaire Caritas et avec la FONGS. Ces activités sont principalement à destination des producteurs agricoles, mais le bénéfice concerne toute la communauté.

COMMENT ?

« On a choisi des paysans pilotes encadrés pour montrer d'abord que sans détériorer les sols, on peut avoir les mêmes rendements. [...] A Guinguinéo, on suit une 20aine de paysans pilotes. Ils ont une parcelle de 1ha où ils ne mettent pas d'engrais chimiques, que de l'engrais organique et du compost. Ils ont aussi une autre parcelle de 1 ha en agriculture conventionnelle pour comparer les rendements. » « Il ne faut pas forcer le paysan, il faut le laisser faire ce qu'il faisait, aller progressivement jusqu'à ce qu'il abandonne ses anciennes pratiques. » explique un des administrateurs de l'association.

D'après un autre administrateur de l'association, « On sensibilise déjà les producteurs à la nutrition car le programme agroécologie est lié à la nutrition même si ce n'est pas encadré. » Lors des animations, l'équipe ARAF dit à la communauté que « si tu consommes les produits issus de l'agriculture conventionnelle avec l'engrais chimique, il y a des conséquences alors qu'avec le bio, il n'y en a pas. » Dans leurs termes de communication, il affirme qu'ils mentionnent l'aspect nutritionnel en lien avec l'agroécologie. « C'est difficile, c'est un nouveau produit que l'on doit développer, il y a la sensibilisation et la sociabilisation. » « Il faut qu'ils comprennent pourquoi on veut quitter l'agriculture conventionnelle et venir à l'agroécologie » ajoute-t-il.

ARAF commence également le projet de l'association SOL avec la Fongs depuis cette année. Certaines parcelles des producteurs sont concernées par le programme en agroécologie. Ces parcelles bénéficient des semences paysannes de l'ARAF et sont cultivées avec des pratiques agroécologiques, pour la consommation du Sénégal.

« Dans le programme des initiatives communautaires du PRN, on essaye de montrer aux populations lors des causeries qu'il faut dissocier rendement et qualité. Tu peux avoir un bon rendement mais si tu le consommes, tu deviens malade alors ça entraîne plus de dépenses. » termine l'administrateur.

RESULTATS ?

« Quand on dit agroécologie, on fait allusion à la souveraineté alimentaire pour produire des produits de qualité, qui ne vont pas nuire à la santé des personnes car tu peux avoir une grande production avec l'engrais chimique, mais c'est nuisible. » explique un des administrateurs.

« Il y a des gens qui ne sont pas ciblés par le programme mais le programme fait tache d'huile. S'il voit un gars qui fait de l'agroécologie, il fait pareil. » raconte-t-il.

Un animateur témoigne en disant que les activités du projet SOL, dont l'agroécologie, permettent d'améliorer la santé, d'éviter les dépenses en intrants et de renforcer les revenus des producteurs par la meilleure valorisation de leurs productions.

DIFFICULTES ?

D'après un des administrateurs, à la vente, une des difficultés majeures est que la production issue de l'agroécologie n'est pas plus chère que la production issue de l'agriculture conventionnelle car l'agroécologie n'est simplement pas reconnue aux yeux des consommateurs et de l'État. « Le kilo de mil bio et le mil conventionnel, il n'y a pas de différence alors que la production est plus chère. C'est parce que ce n'est pas une politique agricole reconnue par l'État du Sénégal, c'est le slogan qui dit souveraineté alimentaire. Le mil issu de l'agroécologie est bon pour la santé mais arrivé sur le marché, il n'y a pas de différence avec le mil conventionnel, ça n'est pas une bonne chose. C'est bien pour la consommation, ça devrait être plus cher car c'est plus cher à la production. Avec l'engrais chimique, il y a un grand rendement donc tu peux vendre, mais avec l'agroécologie, c'est un plus petit rendement, il devrait y avoir une prime qualité. La différence est la qualité donc ça devrait être plus cher. » insiste-t-il.

Enfin, il explique également que l'agroécologie est un nouveau concept difficile à expliquer à la communauté. « C'est un nouveau produit, il faut sensibiliser la population pour qu'ils comprennent. [...] Le changement de mentalité ce n'est pas facile. » témoigne un président d'association.

Toutes les activités identifiées ci-dessus ne représentent pas l'intégralité de ce qui est réalisé sur le terrain. D'autres activités dites sensibles à la nutrition telles que les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), l'approche de concertation intrafamiliale via le bilan simplifié, le warrantage et la réparation mécanique contribuent à améliorer la nutrition au Sénégal.

D. L'origine de la malnutrition au Sénégal selon le monde paysan

A partir des entretiens réalisés sur le terrain et à l'aide du cadre conceptuel des malnutritions de l'UNICEF (figure 7), nous avons recueilli différents témoignages permettant de comprendre comment ces acteurs situent l'origine de la malnutrition au Sénégal et le lien qu'ils en font avec les activités que développent aujourd'hui les OP. Cette analyse peut aussi permettre de repérer certains besoins de formation et information, et autres axes d'interventions possibles.

1. Accès des ménages à des moyens de production agricole adaptés au contexte pour permettre une alimentation de qualité

« C'est l'alimentation qui est la base, elle est souvent à l'origine des problèmes de malnutrition. Quand on parle de malnutrition, le facteur le plus important est l'alimentation, donc il faut agir sur l'agriculture. » explique un des administrateurs d'association.

Par ailleurs, une animatrice témoigne sur la qualité de la nourriture utilisée : « *La nourriture est non riche en vitamines.* » dit-elle.

De manière générale, les conditions climatiques ont très souvent été évoquées : « *l'agriculture, l'élevage et la nutrition vont de pair car cela donne tout ce dont on a besoin.* » Cependant, « *il y a le problème de la pluie qui amène à de mauvaises récoltes et qui impacte directement sur la nutrition, car le paysan ne va pas pouvoir payer le riz avec sa mauvaise récolte. Si on trouve plus de niébé c'est aussi à cause de la pluie.* » explique un chef de quartier de Gossas.

D'après un coordinateur des activités, les causes du faible taux de couverture des exploitations familiales sont les conditions de production qui sont mauvaises car affectées par le changement climatique. « *Il y a une baisse de la productivité et un manque de denrées produites* », explique-t-il. « *Avec le changement climatique, on ne maîtrise pas l'hivernage. La météo n'est pas sérieuse, s'il y a beaucoup d'eau ce n'est pas bon non plus car les cultures ont aussi besoin du vent et du soleil.* » témoigne un chef de projet.

« *On ne maîtrise pas le changement climatique. Parfois il pleut beaucoup et parfois il pleut peu.* » ajoute un gérant de minoterie.

Le directeur d'une école à Bambey parle aussi de la croissance démographique qui joue sur l'urbanisation du territoire et sur la perte des terres agricoles. Il évoque aussi le phénomène d'agrandissement des villes en citant l'exemple de Ngoye, où ils ont dû étendre leurs terres jusqu'à ce village. « *Avec l'arrivée en 2007 de l'université, les gens ont beaucoup construit* » dit-il. D'après lui, comme Bambey est une ville carrefour entre Thiès, Kaolack et Saint Louis, cela accélère le développement et l'impact sur la disponibilité des terres agricoles. Un des administrateurs de l'URAPD confirme : « *l'accès au foncier est difficile. Il y en a qui ont parfois moins de 0,25 ha.* »

D'après un animateur d'ARAF, l'agriculture d'aujourd'hui est surtout confrontée à la pauvreté des sols et la dégradation des terres à cause de la surexploitation due à l'augmentation démographique. « *Il faut restaurer les terres et faire du compostage.* » dit-il.

« *La pauvreté des sols est un handicap. Ils peuvent mettre du fumier ou des engrais, ça peut pousser mais les rendements ne seront pas bons.* » explique un chef de projet de l'URAPD.

Les agriculteurs de la zone de Louga sont également confrontés à des attaques biologiques (nuisibles). Un chef de village vivant à proximité de Louga nous explique qu'il a dû diminuer les cultures de mil à cause des oiseaux. Aussi, « *le sol n'est pas favorable au mil.* » ajoute-t-il. Un président d'association a également mentionné cette difficulté. Les oiseaux s'attaquent au mil et les agriculteurs ne disposent d'aucun matériel ou autre technologie leur permettant de protéger les cultures. Ils se découragent alors et les parcelles de mil diminuent d'années en années à cause des oiseaux. Malheureusement, les quelques parcelles restantes sont davantage sujettes à l'attaque des oiseaux et cela rend la tâche encore plus difficile pour ces paysans.

« *L'accès à l'information est difficile si la personne n'est pas connectée au réseau car maintenant on fait de l'agriculture intelligente. Il faut avoir accès aux informations climatiques, à la météo, les informations de début, retard d'hivernage, la répartition des pluies...* » explique un des administrateurs de l'URAPD.

« *L'accès aux semences de qualité est difficile, mais pas l'accès aux semences tout simple. Ce que l'État donne ce ne sont pas des semences* » explique le président de l'URAPD. En effet, le gouvernement subventionne une partie des semences au début de l'hivernage mais la qualité de ces

semences est souvent remise en question. « *Il y a certaines variétés qui ne sont pas bonnes ici, parfois ça ne germe pas donc ils (les agriculteurs) ne prennent pas les semences de l'État.* » Il ajoute qu'« *un vrai producteur ne prend pas les semences de l'État. Ce sont les business man qui les prennent.* »

Concernant l'engrais, il dit que « *les 3 dernières années ont été compliquées, il y avait un problème au niveau de l'usine puis au niveau de l'importation. Mais pour cette campagne 2022-2023, au début d'hivernage c'était facile. Actuellement, j'ai 5 tonnes à l'usine et il y a un petit retard à la suite d'un blocage.* » témoigne un des administrateurs de l'URAPD.

De manière générale, beaucoup d'agriculteurs ont témoigné sur leurs difficultés à se fournir en engrais car il est vendu très cher d'après eux. La guerre en Ukraine a notamment eu des conséquences sur le prix des engrais chimiques.

2. Capital financier et matériel insuffisant

« *Quand on parle de malnutrition, c'est lié à la pauvreté car la zone est très aride* » témoigne un président d'association. « *La pauvreté est à l'origine de tout et si on réduit la pauvreté, on réduit la malnutrition.* » ajoute un animateur.

« *La précarité de la zone est la cause. Ici, le département de Bambey est pauvre.* » explique le chef de projet de Worldvision, « *mais on ne se limite même plus à la lutte contre la malnutrition, on fait du développement car on ne peut pas parler de lutte contre la malnutrition sans prendre en compte les autres déterminants.* » ajoute-t-il.

Pour le directeur d'une école d'un village à proximité de Bambey, la cause de la malnutrition est la pauvreté. « *Il y a une couche vulnérable importante qui manque de moyens. Par exemple, au niveau d'un village, ils ne peuvent pas assurer 3 repas. Ils essayent juste d'avoir un repas le midi et peuvent finir les restes le soir.* » explique-t-il. « *On mange pour survivre. Il n'y a pas de qualité et pas de moyens. Parfois, il n'y a rien du tout, c'est comme de la bouillie.* »

L'exode rural et la main d'œuvre devenue insuffisante sont aussi des causes qu'il évoque : « *Dans un village, tous les hommes sont partis travailler en ville, il ne reste que les femmes et les enfants. Et à eux seuls ils ne peuvent pas assurer l'agriculture. Sur 4 terres, il n'y en a qu'une exploitée.* » dit-il. « *Avant, les EF arrivaient à couvrir les 12 mois de l'année avec leurs récoltes, maintenant c'est que 3 mois.* » Il ajoute également : « *Ici (département de Bambey) on ne devrait pas parler de malnutrition car il y a des terres. [...] Mais ce qu'ils font ce n'est pas de l'agriculture, c'est juste pour assurer l'alimentation de la famille.* » D'après lui, les surfaces sont pauvres et il n'y a qu'une seule personne dans la famille pour faire l'agriculture, ce qui n'est pas assez.

Par ailleurs, « *le matériel agricole est difficilement accessible, ils n'ont pas de semoirs ou pas de charrettes, ou bien pas de cheval mais un âne. C'est surtout une question de moyens financiers.* » raconte le président de l'URAPD.

Pour le gérant d'une minoterie, aussi producteur, « *Il y a un manque de moyens pour acheter du matériel même si c'est disponible sur le marché.* » Il ajoute aussi « *le manque de personnel car si une famille a quatre chevaux, seul un est utilisé. Les autres restent à la maison à manger.* » Pour la région de Louga, il dit que « *les parcelles sont là, mais il se peut que certains n'aient pas assez de parcelles.* » De plus, « *Les hommes ne s'adonnent plus à l'agriculture car ils voient que ça ne donne rien et que ce n'est pas rentable.* » Ainsi, ces hommes s'exilent vers les villes à la recherche d'un travail plus rémunérateur. « *J'ai vu mon père ne rien gagner là-dessus donc je ne veux pas faire pareil.* » finit-il par expliquer.

3. Contexte socioculturel, économique et politique

« La nutrition est un domaine transversal, et si ça a été longtemps une question de la santé, c'est la raison pour laquelle le taux de malnutrition est élevé. [...] Auparavant ils parlaient de lutte mais il faut aussi prendre en compte tous les déterminants qui interviennent. La nutrition concerne 12 secteurs (agriculture, hygiène, éducation etc...). » explique le chef de projet de Worldvision. La prise en compte tardive de cet aspect par les institutions publiques et notamment les leaders politiques a eu un impact sur les taux de malnutrition du Sénégal (aiguë globale et insuffisance pondérale).

Par ailleurs, à FAPAL, un des administrateurs a expliqué que les leaders politiques ne sont pas toujours favorables à leurs idées. Par exemple, « si FAPAL a une idée importante sur la production du mil, on invite les maires mais ils n'ont pas suffisamment de connaissances et il n'y a pas assez de communication sur le Plan Alimentaire Durable », explique-t-il.

Un coordinateur des activités évoque également les conditions d'épargne et de crédit du Sénégal. « Ici, les crédits sont minimes et l'échéance est trop courte. Il y a une incertitude sur les campagnes agricoles et donc des difficultés pour faire des crédits. » C'est un frein important à l'investissement et au développement de l'activité économique des agriculteurs.

Le problème du foncier évoqué plus haut est un problème majeur dans ce pays, mais viennent s'ajouter à cela la culture et les traditions qui rendent l'accès à ce milieu encore plus difficile pour les femmes : « Il y a aussi le problème du foncier avec l'accès à la terre pour les femmes, à cause des traditions sénégalaise qui font des hommes les principaux détenteurs de terre. » témoigne un animateur d'ARAF.

Enfin, toujours dans le contexte socioculturel et l'impact des cultures et tradition, une animatrice de FAPAL a évoqué le mariage consanguin comme cause de la malnutrition car cette consanguinité affecte l'état de santé de l'enfant et le rend plus vulnérable.

Toutes ces causes évoquées par les acteurs sénégalais rencontrés peuvent amener *in fine* à un apport alimentaire insuffisant et à l'apparition de maladies chez les enfants.

IV. Production de connaissances sur l'action

A partir des résultats présentés dans la partie précédente, l'objectif est maintenant de produire de la connaissance au service des organisations paysannes et des différents acteurs impliqués à l'aide également du cadre conceptuel multisectoriel de la nutrition du CNDN.

A. La contribution de ces activités aux 4 piliers de la nutrition

Pour rappel, le cadre conceptuel multisectoriel de la nutrition du CNDN (figure 8) permet de comprendre l'articulation et l'organisation des fonctions essentielles liées à la nutrition et les dynamiques d'acteurs qui entrent en jeu dans chacune de ces activités pour se diriger vers un état nutritionnel optimisé (CNDN, 2015). L'objectif de cette sous-partie est de décrire comment chacune des activités capitalisées peut contribuer, *in fine*, à une meilleure nutrition avec des objectifs divers et une multisectorialité. L'analyse sera présentée activité par activité à l'aide du cadre conceptuel du CNDN afin de faire le lien avec les systèmes alimentaires et de repérer des points essentiels à retenir par activité.

1. La cantine scolaire

La cuisine que font ces femmes dans le cadre de la cantine scolaire permet de transformer des matières premières agricoles en produit finis, facilement assimilables par les enfants. Elles contribuent donc à renforcer le deuxième pilier du cadre en favorisant une transformation alimentaire de qualité grâce à l'utilisation de produits locaux et aux compétences reçues en matière de cuisine (ODD 3, 12).

La cantine scolaire intervient également dans le pilier III de ce cadre, en fournissant une éducation nutritionnelle aux membres de l'école, principalement aux enfants. Elle est un moyen de s'assurer que les enfants reçoivent au moins un repas adéquat 2 fois par semaine, repas qui peut servir de modèle pour les enfants. En effet, les menus sont pensés et réfléchis avec l'aide d'une nutritionniste et la distribution s'effectue par des femmes qui ont été formées en hygiène et salubrité. Dans l'hypothèse où les règles d'hygiène sont correctement respectées et où les femmes cuisinières ont toutes pu bénéficier des conseils de la nutritionniste, l'état nutritionnel des enfants peut être amélioré grâce à ces repas et cela peut aussi avoir des répercussions sur leur réussite scolaire. De plus, ayant lieu de manière régulière et dans un lieu propice à l'éducation qu'est l'école, les enfants ont la capacité d'intégrer ces pratiques et de les transmettre jusqu'aux membres de leur famille. Les bienfaits de cette cantine peuvent donc être bénéfiques au-delà du cercle de l'école à condition qu'ils intègrent bien ces bonnes pratiques et que la communication avec la famille soit établie.

Malheureusement, cette initiative de cantine scolaire reste une exception. Les cantines scolaires se font rares en raison du coût d'investissement et de gestion que cela demande. De plus, la nutrition est encore trop peu intégrée dans les programmes scolaires et les enfants ne reçoivent que peu d'éducation en matière de bonnes pratiques hygiéniques et alimentaires.

Par ailleurs, bien que la cantine scolaire ne soit pas considérée comme un service de santé ou de nutrition, et qu'elle émane d'un projet de développement privé, elle a tout de même un objectif nutritionnel clairement évoqué dans le projet et ses impacts en termes de nutrition semblent non négligeables d'après les acteurs rencontrés (ODD 2,3). De ce fait, elle peut renforcer le quatrième pilier du développement de la nutrition. Cette initiative pourrait servir d'exemple et appuyer un plaidoyer auprès des décideurs politiques qui peuvent s'en inspirer pour développer les cantines scolaires à l'échelle du pays. L'expérience de l'école de Mbokhodane témoigne de l'impact que peut avoir cette cantine sur l'épanouissement scolaire des enfants par l'amélioration de la qualité nutritionnelle de leur régime alimentaire. Cependant, aucun indicateur nutritionnel ne permet à l'heure actuelle de mesurer cet impact nutritionnel sur les enfants. Seuls l'observation du personnel de l'école et le témoignage des enfants permettent de visualiser les premiers résultats après 6 mois de mise en œuvre.

Même s'il est exécuté par une organisation paysanne, au premier abord ce projet ne fait pas ressortir de lien entre les membres de l'URAPD et l'école. L'OP permet au projet de bien cibler ses bénéficiaires grâce à son ancrage territorial, de mobiliser les ressources nécessaires à la bonne exécution du projet mais les possibilités de partenariats entre l'OP et l'école pour l'approvisionnement en matière première, par exemple, ne semblent pas exploitées.

Que retenir de cette activité ?

- Des premiers résultats très encourageants : réussite scolaire, satisfaction des élèves ;
- La formation des cuisinières en hygiène et salubrité ;
- L'accompagnement d'une nutritionniste dans l'élaboration des menus ;

- La gestion du projet, le suivi par une OP compétente et ancrée dans le territoire ;
- L'action multisectorielle : transformation alimentaire, éducation nutritionnelle, régimes alimentaires.

Quoi faire de mieux ?

- Développer un partenariat entre l'URAPD et l'école pour l'approvisionnement en matière première (ODD 17) et faire le lien avec les activités agricoles de l'OP ;
- Penser une stratégie de pérennisation du projet pour rendre la cantine autonome ;
- Mesurer et évaluer les effets/résultats sur les enfants (si possible, utiliser un indicateur nutritionnel ou lié aux résultats scolaires, taux de scolarisation, pratiques alimentaires du foyer...) (ODD 3).

2. La mise en œuvre du Programme de Renforcement de la Nutrition (PRN)

Ce projet intervient dans le pilier III du cadre en renforçant l'éducation nutritionnelle avec les séances de sensibilisation et de causeries qui sont déployées pour les bénéficiaires. Elles ont pour objectif de susciter leur intérêt et de renforcer leurs connaissances sur différents thèmes tels que l'hygiène quotidienne, la composition des plats, les groupes d'aliments, les bonnes pratiques avec un nouveau-né... Dans l'hypothèse où les bénéficiaires participent aux activités et appliquent les conseils et méthodes, ils donnent aux enfants un environnement, une alimentation et une prise en charge adéquate afin d'éviter tout risque de malnutrition (ODD 3,4). L'engagement des bénéficiaires et le manque de moyens pour augmenter le nombre de ces séances est cependant un frein à prendre en compte. Les agents et relais communautaires ne sont pas suffisamment motivés ce qui réduit parfois l'impact de leurs actions. Par ailleurs, l'absence totale de bénéficiaires hommes présents aux causeries auxquelles j'ai assisté, questionne leur implication et leur rôle à jouer dans ces activités. Sont-ils exclus du système par le projet, ne voient-ils pas l'intérêt d'y participer ou bien leur place sociale au sein du foyer ne leur permet-elle pas d'y prendre part ?

Les collectivités locales, à travers les Agences d'Exécution Communautaires (comme ARAF) participent aussi au renforcement du pilier IV car elles sont en collaboration avec les services de santé et nutritionnels essentiels tels que le CNDN pour financer et diriger les activités, ou le système de santé pour prendre en charge les enfants malnutris sévères envoyés par les agents communautaires. Les relations avec le système de santé semblent toujours être bonnes ce qui peut contribuer davantage à l'amélioration des indicateurs car le développement ne peut se faire sans les services de santé, malgré l'intervention des autres secteurs tels que l'agriculture. Les indicateurs nutritionnels provenant du PRN permettent de mesurer la situation nutritionnelle des zones d'étude pour mieux intervenir et aussi pour développer d'autres projets en conséquence. Cependant, ces structures agissent en tant que prestataire de service pour le CNDN et n'ont pas vraiment leur mot à dire sur l'exécution du programme.

Choisir d'exécuter ce projet par l'intermédiaire d'une OP est un moyen d'avoir un ancrage territorial renforcé, indispensable pour ce projet qui est au contact même de la communauté. De plus, les OP ont des ressources internes et certaines compétences acquises dans le passé qui peuvent être favorables à ce projet.

Que retenir de cette activité ?

- Un projet de longue date qui a fait ses preuves : « *Auparavant, quand le programme est venu, on notait beaucoup d'enfants malnutris mais maintenant avec les activités, tu peux dépister tout un village sans 1 enfant malnutri.* » (Relais communautaire) ;

- Des résultats nutritionnels mesurés : « *Au début, l'insuffisance pondérale était de 47 % et maintenant elle tourne autour de 1 %.* » (CNDN) (Dire d'acteur retranscrit mot pour mot mais qui ne semble pas correspondre à la réalité selon les dernières données statistiques sur l'insuffisance pondérale présentées en partie I.B.3) ;
- Les AEC sont prestataires de service ;
- Une diversité d'activités nutrition ;
- De très bonnes relations avec les partenaires techniques et institutionnels.

Quoi faire de mieux ?

- Favoriser l'équité et inclure davantage les hommes dans les activités de sensibilisation sur la nutrition (ODD 5) ;
- Encourager l'OP à s'approprier davantage le projet pour éviter la dissociation entre les activités avec le PRN et les autres activités de l'ARAF.

3. La production de farine enrichie et les unités de transformation locales

Les unités de transformation locales et la production de farine enrichie sont des activités qui permettent de contribuer au pilier II du cadre car ces dernières utilisent localement les matières premières et donnent aussi la possibilité aux communautés de définir elles-mêmes la composition de ce qu'elles consomment (ODD 12), dans un contexte où les produits importés (la farine de blé, les cubes bouillon...) sont de plus en plus nombreux dans le foyer sénégalais classique d'après mes observations et les personnes rencontrées. Dans le cas où les femmes transformatrices s'approvisionnent dans les associations paysannes locales, c'est à la fois une création de débouchés pour les petits producteurs, un travail rémunérateur pour les femmes (ODD 8) mais surtout une assurance d'utiliser des matières premières produites sur les terres sénégalaises et non importées. En effet, d'après les dires des Sénégalais, une matière première importée est une matière première cultivée avec OGM et produits chimiques. En effet, ils ont une vision de l'agriculture européenne comme étant intensive et polluante. Ils définissent alors leurs productions locales de meilleure qualité car cultivées avec une quantité d'intrants chimiques limitée voire inexistante pour certains producteurs et sur des surfaces réduites. C'est à la fois attractif pour les consommateurs en quête d'une alimentation riche et nutritive mais aussi un moyen de promouvoir le consommateur local et d'améliorer l'économie locale. Par ailleurs, transformer la matière première est un moyen de conserver plus longtemps et de manière saine le produit, surtout lorsque l'environnement n'est pas propice à sa bonne conservation en « produit brut ».

Cependant, bien que la qualité nutritionnelle des aliments soit un réel résultat positif de ces activités comme le démontre l'expérience de la farine enrichie par exemple, elle n'apparaît que très rarement comme un objectif prioritaire de ces activités d'après les entretiens menés. Certains acteurs ne semblent pas assez prendre conscience de leur contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et parfois même, n'ont que peu de compétences en matière de nutrition. Les femmes transformatrices au cœur de ces activités ne sont parfois pas en mesure de définir la nutrition et de décrire précisément l'impact que leurs activités ont sur l'état nutritionnel des populations. Cela amène à se questionner sur la volonté réelle de ces femmes à contribuer à l'amélioration de la nutrition. Cette volonté qui, dans un contexte de pauvreté, peut, de manière légitime, passer en second plan derrière la création de revenus décents pour vivre. De plus, même si les ventes tendent à se multiplier, elles sont souvent insuffisantes pour permettre aux femmes de se rémunérer à la juste valeur de leur travail. La gestion financière et administrative est aussi une fragilité de la plupart d'entre elles à cause du manque de compétences et de moyens.

Que retenir de cette activité ?

- Les femmes sont formées sur la transformation mais aussi sur l'hygiène ;
- Leurs conditions de vie sont améliorées par la rémunération de cette activité : « *On reçoit des commandes, les femmes sont rémunérées et notre travail est de plus en plus reconnu dans la région.* » (Femme transformatrice) ;
- L'impact nutritionnel n'est pas mesuré mais il est évident, notamment dans le cadre de la farine enrichie ;
- La demande en produits locaux transformés existe ;
- Le lien est direct avec les activités agricoles classiques d'une OP (ouverture d'un débouché à partir de la production et de la transformation de matière première agricole).

Quoi faire de mieux ?

- Renforcer en priorité les compétences des femmes transformatrices et des consommateurs en matière de nutrition, ainsi que des leaders politiques ;
- Améliorer la gestion administrative et financière de ces unités pour viser l'autonomie ;
- Développer une stratégie de communication pour améliorer la visibilité de l'unité et multiplier les ventes ;
- Améliorer les conditions de travail (ODD 8).

4. La radio communautaire

Par ailleurs, avec la mise en place d'une radio communautaire et la création de partenariats avec d'autres acteurs engagés, des émissions de radio sur la santé infantile et la nutrition sont diffusées régulièrement à la population, notamment dans le département de Bambey. Cet outil d'éducation nutritionnelle vise à informer et sensibiliser les communautés sur les bonnes pratiques de santé, d'hygiène et les bonnes pratiques alimentaires. Il renforce donc le pilier III du cadre de développement de la nutrition.

La fréquence de diffusion de ces émissions, leur qualité et le nombre d'auditeurs restent cependant des facteurs influençant l'efficacité de cette activité. Il est donc très difficile de mesurer l'impact de cette activité sur la nutrition même si les retours des auditeurs parfois collectés permettent tout de même d'éclairer certains résultats.

Les OP restent les mieux placées pour mettre en place ce genre d'activités grâce à leur ancrage et leur connaissance du territoire rural. L'agriculture étant la principale activité économique de ces zones, les principaux auditeurs sont souvent les membres des exploitations familiales.

Que retenir de cette activité ?

- Outil d'éducation nutritionnelle mobilisé par plusieurs acteurs au Sénégal (ministère de la Santé, autres ONG...) ;
- Outil de communication adapté au milieu rural et apprécié de la communauté : « *Partout les gens se félicitent que l'URAPD ait une radio. Elle est destinée pas seulement à l'URAPD, mais à toute la communauté. C'est un plus par rapport à ce que nous faisons.* » (administrateur d'une OP) ;
- La radio de l'URAPD est propre à l'association et ne dépend d'aucun autre partenaire ;
- Radio comme prestation de service devient une source de revenus pour une OP.

Quoi faire de mieux ?

- Multiplier les radios dans les zones rurales pour sensibiliser davantage (ODD 3,4) ;
- Faire un suivi des effets/impacts sur la population pour optimiser la radio.

5. *La valorisation des céréales locales*

Cette activité a la particularité d'intervenir sur différents piliers du cadre.

Elle contribue au pilier I en permettant la production de céréales locales saines, nutritives et respectueuses de l'environnement. En effet, le projet forme les producteurs en techniques de cultures agroécologiques donc dans l'hypothèse où ces techniques sont appliquées sur l'ensemble des productions, les céréales peuvent provenir d'une agriculture dite agroécologique. Les producteurs impliqués dans ce projet ont été sélectionnés selon leur motivation et leurs compétences mais il arrive parfois que certains se désengagent ou qu'ils ne vendent pas leur production à la minoterie du projet. Le cycle est alors cassé.

Grâce à la transformation de ces céréales en farine panifiable, puis en beignet ou pain, l'activité contribue aussi à renforcer le pilier II du cadre. Si les boulangers et transformateurs s'approvisionnent en farine panifiable et s'ils suivent les techniques d'incorporation apprises lors de la formation, ils aboutissent à la production de pains, cakes et/ou beignets riches d'un point de vue nutritionnel avec la présence de farine de mil et de maïs.

Enfin, par les activités de sensibilisation et de promotion de la consommation de beignets et de pain à base de mil dans les lycées et écoles, le projet a permis de renforcer l'éducation nutritionnelle des populations, comme l'explique le pilier III. Les apports nutritionnels de ces produits ont pu être présentés aux personnes présentes lors des activités de sensibilisation.

Bien que le projet évoque un objectif nutritionnel à chacune de ces phases, les acteurs du projet témoignent d'un manque de compétences en la matière et d'un manque d'intérêt du projet pour l'impact nutritionnel qu'il peut engendrer.

Ce projet intervenant sur différents maillons du système alimentaire (production, transformation et consommation), témoigne des activités multisectorielles que peuvent mener les OP qui sont les mieux placées pour exécuter ce type de projet grâce à leurs compétences agricoles mais aussi à leurs ressources et leur réseau de connaissances.

Que retenir de cette activité ?

- Une activité intervenant sur différents maillons du système alimentaire ;
- De multiples bénéficiaires à différents niveaux ;
- Un impact nutritionnel non mesurable mais visible ;
- Des résultats positifs : débouchés pour les producteurs, meilleurs revenus pour les boulangers et femmes formatrices.

Quoi faire de mieux ?

- Améliorer le ciblage des bénéficiaires pour éviter les abandons et ne pas fragiliser le cycle ;
- Trouver une alternative plus respectueuse de l'environnement pour le four au bois (ODD 13) ;
- Renforcer les activités et les compétences nutritionnelles des parties prenantes (ODD 3,4) ;
- Elargir la sensibilisation et promouvoir la diversification de l'alimentation ;
- Faire des diagnostics nutritionnels de suivi des zones d'intervention.

6. *Les greniers communautaires*

Les greniers communautaires sont déployés dans les villages à l'initiative des communautés et avec l'appui des agents communautaires de l'OP, dans le cas de l'ARAF. Rassembler et conserver la matière première dans un endroit propre et sûr est déjà une première garantie pour les villageois. C'est la garantie de pouvoir utiliser ces ressources en cas de difficultés particulières, telles que la période de soudure ou une catastrophe naturelle (ODD 2). D'autre part, cette ressource peut être

transformée en farine enrichie lorsque qu'un enfant est dépisté malnutri (ODD 3). Cependant, la faiblesse de cette stratégie reste sa dépendance aux rendements de la campagne agricole. En effet, le chef de famille doit avoir la volonté de faire ce don mais il doit surtout en être capable, c'est-à-dire avoir eu une récolte suffisamment bonne, auquel cas le grenier ne pourra être alimenté. Par ailleurs, la gestion doit être suffisamment bonne et le lieu de stockage adéquat pour permettre un bon fonctionnement. Une mauvaise gestion peut vite entraîner des conflits et affecter la bonne utilisation de ces matières premières.

De ce fait, les greniers villageois permettent le renforcement du pilier I du cadre en garantissant la disponibilité et la sécurité alimentaire avec des ressources naturelles disponibles, dans l'hypothèse où la récolte a été suffisamment bonne et où la communauté s'est bien organisée pour approvisionner ce grenier. Elle renforce aussi le pilier II dès lors que la communauté dispose d'un endroit sain pour conserver ces ressources naturelles tout au long de l'année et d'une gestion adéquate pour permettre leur bonne utilisation.

L'intervention de l'OP peut être bénéfique pour suivre la gestion de ce grenier et apporter des recommandations notamment quant à l'utilisation de ces ressources. L'agent peut notamment accompagner les femmes sur la transformation en farine enrichie si besoin.

Que retenir de cette activité ?

- Une activité à l'initiative des communautés et avec l'appui de l'OP ;
- Une activité qui renforce la capacité des communautés à faire face aux chocs et crises ;
- La cohésion communautaire est indispensable ;
- Peut permettre d'intervenir plus rapidement pour soigner les enfants malnutris.

Quoi faire de mieux ?

- Renforcer le suivi et la gestion de ce grenier ;
- Transformer davantage les produits stockés pour améliorer la conservation ;
- Alimenter chaque année ce grenier par une augmentation de la productivité agricole et/ou par une meilleure répartition des récoltes dans chaque ménage (ODD 2, 12).

7. Les initiatives communautaires

Les initiatives communautaires concernant l'élevage de petits ruminants mises en place avec l'appui du CNDN peuvent également contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel via le pilier I du cadre. En effet, elles permettent aux ménages vulnérables ciblés d'élever des animaux qu'ils pourront consommer directement au sein du foyer dans l'hypothèse où les ménages utilisent ces petits ruminants pour la consommation personnelle et non pour la vente. La viande étant un produit alimentaire assez coûteux, la disponibilité et l'accessibilité de ce produit pour ces ménages peuvent alors être améliorées (ODD 2, 12).

De plus, la qualité nutritionnelle de cette viande est sous la responsabilité de la famille car c'est elle-même qui élève l'animal et qui l'abat. Cette activité intervient donc dans le pilier II par la transformation de la matière première. De ce fait, le bol alimentaire de ces ménages bénéficiaires peut davantage être varié et/ou enrichi s'ils les consomment.

Par ailleurs, la vente des petits ruminants peut aussi générer des revenus et permettre aux ménages d'acheter d'autres aliments que la famille ne peut pas produire elle-même (ODD 1). Ainsi, certains ménages peuvent être tentés de les vendre. À noter cependant que l'augmentation des revenus d'un ménage n'entraîne pas systématiquement une amélioration de la nutrition (Peggy Pascal (ACF), 2014). Selon la connaissance du ménage en matière de nutrition et leur situation économique,

l'objectif théorique de ces initiatives peut ne pas refléter la réalité. Par ailleurs, bien que le suivi pour le ciblage des bénéficiaires semble être assez strict, il arrive parfois qu'il y ait des privilèges accordés à certaines familles, selon leurs relations avec les chargés du ciblage.

L'intérêt d'exécuter ce projet par une OP est surtout de pouvoir bénéficier de l'ancrage territorial des OP et donc de faciliter le lien avec les ménages ciblés, de mobiliser leurs ressources pour assurer la gestion et le suivi de cette activité sur le terrain et de bénéficier des compétences de l'OP en matière d'élevage.

Que retenir de cette activité ?

- Il s'agit d'un autre programme déployé par le CNDN, indépendant du PRN ;
- Les résultats peuvent être multiples : générer des revenus, améliorer l'accessibilité à la viande, impact social en touchant les plus vulnérables (filet de sécurité) ;
- La stratégie est pensée pour faire bénéficier à terme un maximum de ménages et élargir le nombre de bénéficiaires (système de donations des mises bas).

Quoi faire de mieux ?

- Améliorer le suivi et la gestion des activités pour maximiser les impacts ;
- Éviter les conflits d'intérêt dans les choix des ménages vulnérables.

8. Les pratiques agroécologiques

L'association ARAF a depuis quelques temps intégré l'agroécologie dans ses activités avec ses partenaires. L'utilisation de pratiques agroécologiques permet de préserver les sols et l'environnement en limitant l'utilisation de produits chimiques nocifs tels que les pesticides mais aussi en limitant le risque de retrouver ces produits nocifs dans les aliments (ODD 13). La qualité des aliments est donc améliorée car les agriculteurs réduisent l'utilisation de produits chimiques. Ainsi, le pilier I du cadre est renforcé (ODD 3). De même pour URAPD et ADAK, qui dans le cadre du projet SOL, forment les agriculteurs à des pratiques agroécologiques plus respectueuses de l'environnement et plus propices à une production de qualité, sans produits chimiques.

Par ailleurs, en plus de limiter l'utilisation des produits chimiques, l'agroécologie promeut également la diversification des cultures afin non seulement d'éviter l'appauvrissement du sol, mais surtout de produire une multitude d'aliments qui apporteront à l'organisme les divers nutriments dont il a besoin. La monoculture a diverses conséquences néfastes sur l'environnement mais aussi sur l'humain, car une alimentation monotone ne permet pas à l'organisme d'assimiler tous les nutriments nécessaires à son bon fonctionnement.

Cependant, les changements de pratiques restent difficiles pour les producteurs. Ils se font progressivement et nécessitent la plupart du temps un dispositif d'appui-conseil. Toutefois, il se peut que les producteurs s'influencent entre eux et que certains soient curieux de s'essayer à cette pratique, d'où l'effet tache d'huile dont parle l'administrateur.

Par ailleurs, ils rencontrent un problème de reconnaissance de cette pratique. En effet, la matière première cultivée en agroécologie n'est pas vendue plus chère car aucune politique nationale, ni même les consommateurs, ne reconnaissent encore ce mode de production. « *Le mil issu de l'agroécologie est bon pour la santé mais arrivé sur le marché, il n'y a pas de différence avec le mil conventionnel, ça n'est pas une bonne chose.* » explique un président d'association. Concernant la

fertilité et le travail du sol, un des producteurs a expliqué que si un agriculteur choisit de cultiver sans intrant chimique, c'est soit pour une raison financière, soit pour préserver la fertilité de son sol car il sait qu'avec trop d'intrants chimiques, son sol s'appauvrit. Produire de cette façon pour améliorer la qualité des céréales obtenues ne semble pas être une préoccupation, d'autant plus qu'ils savent que la valeur de leur matière première sera la même avec ou sans intrant chimique. Cette situation peut s'expliquer par diverses raisons : un manque général de connaissances quant à la qualité des céréales issues de l'agroécologie (autant chez les consommateurs que chez les producteurs), un manque d'intérêt pour l'agroécologie, un manque de politiques nationales reconnaissant cette pratique... L'impact nutritionnel de cette activité est donc malheureusement sous-estimé par l'ensemble des acteurs.

Que retenir de cette activité ?

- L'agroécologie est une nouvelle notion intégrée dans les OP ;
- Son utilisation reste limitée ;
- L'impact nutritionnel des produits agroécologiques (céréales) ne peut pas être mesuré.

Quoi faire de mieux ?

- Sensibiliser davantage les communautés sur l'impact de l'agroécologie sur la restauration de la fertilité des sols, l'alimentation et la sécurité sanitaire des produits (ODD 4) ;
- Faire des plaidoyers pour reconnaître l'agroécologie et ses bienfaits à l'échelle nationale et développer les instruments politiques qui favorisent son adoption.

B. L'intervention des OP en soutien aux 4 piliers de la nutrition

Afin maintenant de comprendre comment les OP interviennent en soutien aux 4 piliers de la nutrition, nous allons les analyser à travers les 5 lignes transversales du cadre multisectoriel du développement de la nutrition, qui constitueront les 5 sous-parties de l'analyse suivante. Des points jugés essentiels à retenir seront suggérés à partir de cette analyse pour aider les OP à améliorer leur impact sur la nutrition.

1. Gouvernance locale

Une bonne gouvernance associative est une condition indispensable pour renforcer les interventions des OP pour chacun des 4 piliers mais aussi pour pérenniser leurs activités et favoriser de bons résultats.

ARAF a le statut juridique d'association et se structure avec un bureau administratif, une assemblée générale, un conseil d'administration et une équipe technique d'animateurs. Le président actuel est en fonction depuis le changement d'équipe en 2014, à la suite d'un déclin du dynamisme de l'association qui a déclenché une assemblée générale et un changement du bureau administratif. Cependant, aujourd'hui, les réunions de coordination pour les activités internes de l'association semblent se raréfier et les instances de décision paraissent être au ralenti d'après les entretiens menés : « *On dit que l'on n'a pas les moyens donc on ne peut pas se rencontrer, on ne peut pas payer le repas et le transport alors que si on se rencontrait, on ferait émerger des initiatives de manière collective, on écrirait des PV que l'on pourrait archiver et partager* » explique l'un des membres. La stratégie de l'association est donc trop peu souvent remise en question. Par ailleurs, l'équipe administrative n'est pas rémunérée pour le travail associatif. Le bureau n'étant pas renouvelé régulièrement, l'équipe devient vieillissante.

De plus, le projet PRN exécuté depuis 2004 par ARAF mobilise beaucoup les administrateurs ce qui ne leur laisse que peu de temps pour le reste des activités de l'association. Il a été conseillé à l'ARAF par le CNDN de dissocier totalement le PRN et les activités de l'association pour faciliter son exécution, si bien que le PRN et l'association ont chacun leurs propres bureaux. Malheureusement, les bureaux de l'association ne sont plus en état à cause des inondations récurrentes et du manque de rénovation. Les bonnes conditions de travail pour les administrateurs ainsi que pour l'équipe technique ne sont donc pas réunies ce qui entraîne un manque de motivation général. Tous ces facteurs sont donc défavorables au bon fonctionnement de l'association malgré l'équipe compétente et engagée.

Pour l'association FAPAL, le bureau exécutif est également vieillissant ce qui ne lui permet pas d'optimiser sa productivité. De plus, les pouvoirs sont surtout délégués au secrétaire général qui se charge de l'aspect politique et qui intervient beaucoup à l'échelle nationale pour discuter des stratégies agricoles du pays. Le Responsable Suivi Évaluation s'occupe de la partie technique et gère la mise en œuvre des projets avec les partenaires. La répartition du travail entre les différents administrateurs ne semble pas bien attribuée et entraîne parfois une surcharge de travail pour certains. De plus, les ressources humaines sont insuffisantes pour la charge de travail présente. Cependant, cela n'empêche pas l'association de remettre en question sa stratégie régulièrement : en 2008, ils ont élaboré un Document d'Orientation Stratégique à la suite d'une table ronde puis en 2016, ils ont élaboré un nouveau plan stratégique pour les 5 prochaines années. Ceci est un moyen d'ajuster leurs objectifs et stratégies en fonction de l'évolution du contexte dans lequel ils vivent. Par ailleurs, les instances de décision semblent bien organisées : il y a une assemblée générale, un conseil d'administration et un conseil général pour prendre le relais de l'AG et se réunir plus régulièrement. De plus, ils ont 5 commissions, un comité des sages et deux collègues. Cette organisation témoigne de la capacité de l'association à déléguer ses activités, à répartir les tâches et à s'organiser pour atteindre ses objectifs.

Le président actuel de l'URAPD, le sixième, est en fonction depuis 2011. Par ailleurs, le deuxième président est toujours actif dans l'association en tant que chef de projet. « *Elle a un système démocratique instauré [...] nous avons l'esprit militantisme.* » témoigne l'un d'entre eux. De même pour l'ancien secrétaire général qui occupe dorénavant la fonction de chef de projet. Les jeunes ont également trouvé leur place dans l'association, notamment dans le bureau exécutif. Par ailleurs, les anciens sont toujours là et permettent aux jeunes de s'affirmer tout en bénéficiant de l'expérience des anciens. En ayant rédigé un manuel de procédure administrative et comptable en 2011, puis à la suite un plan stratégique horizon 2025, l'URAPD témoigne de sa capacité à raisonner sa stratégie. Enfin, tous ont affirmé que les organes de l'association fonctionnaient bien. Ils disent avoir régulièrement des réunions et que les diverses activités de l'association sont une preuve du bon fonctionnement. « *L'efficacité du bureau va montrer s'il y a du boulot ou non dans l'équipe et l'association* » explique un des administrateurs.

Bien que vieillissant, le bureau exécutif de l'ADAK actuel perdure et cela semble convenir à l'ensemble de l'équipe : « *On ne change pas une équipe qui gagne. Si tu changes, tu ne sais pas ce que ça va donner* » dit un des animateurs. Il ajoute « *Depuis que je suis là, le dynamisme ne fait que grandir.* » Le président est renouvelé tous les 3 ans car d'après un des administrateurs « *du moment qu'il y a des réalisations concrètes sur le terrain, c'est que tout fonctionne bien* ». Par ailleurs, la structure de l'organisation est une force : le bureau exécutif, une AG, un CA, un comptable, deux coachs, un coordonnateur et un pool de 17 animateurs. Enfin, ils travaillent sur la stratégie de l'association assez régulièrement, comme dernièrement avec l'élaboration du plan stratégique 2022-

2025 et la dernière AG en décembre 2021. Ce plan stratégique prévoit de produire des feuilles de route chaque année et de produire des rapports techniques et financiers tous les 6 mois à soumettre au conseil d'administration (ADAK, 2022). Malheureusement, la nutrition n'est pas mentionnée dans ce plan, bien qu'ils mentionnent vouloir davantage capaciter les femmes et les jeunes sur la transformation des produits agricoles.

Points essentiels à retenir

- La bonne tenue des réunions et des AG afin, entre autres, d'ajuster la stratégie et les objectifs de l'association en fonction de l'évolution du contexte ;
- Le maintien des instances de décision fonctionnelles ;
- Un système démocratique « fiable » ;
- L'intégration progressive des jeunes dans les organes de décision pour anticiper la future gouvernance de l'association ;
- La répartition équitable des tâches de travail dans l'équipe ;
- De bonnes conditions de travail sont indispensables pour l'efficacité du travail.

2. Financement adéquat et pérenne

La dépendance des associations paysannes aux financements extérieurs est observée dans presque toutes les associations. Effectivement, il s'avère compliqué pour ces structures assez fragiles de devenir autonomes financièrement et d'être capables de financer des activités de développement par leurs fonds propres, de façon pérenne.

ARAF ne dispose d'aucune source de financement propre à l'association autre que la cotisation des membres. La mutuelle ne lui permet pas de dégager suffisamment de moyens pour entretenir l'association. Cette situation rend l'association d'autant plus vulnérable car elle ne dépend que des bailleurs internationaux qui peuvent parfois se faire rare : « *C'est difficile d'obtenir des financements car c'est une crise mondiale, ils se font rares et ils sont exigeants.* » explique un administrateur. Cela remet aussi en question sa capacité à poursuivre ses activités nutrition en cas d'arrêt du projet PRN.

A FAPAL, l'économie interne de l'association est également assez fragile et dépendante des partenaires extérieurs. Exceptée la cotisation de ses membres qui n'est parfois pas automatique, les ressources internes de l'association proviennent de l'unité de transformation et de l'unité de réparation mécanique. En effet, l'unité de transformation reverse chaque année une partie de ses bénéfices pour le fonctionnement de FAPAL. De plus, l'association dispose d'un comptable ce qui lui permet de mieux gérer l'aspect économique de l'association, notamment lorsqu'ils travaillent sur de gros projets comme celui en collaboration avec l'ONG Brooke sur le bien-être des équidés.

La capacité économique de l'URAPD est une de ses forces. En effet, en plus des cotisations des membres, URAPD est prestataire de service pour les activités de formation 3FPT depuis 3 ans maintenant. Ces activités leur permettent de financer des constructions comme les bureaux récemment. De plus, avec le marché de la farine enrichie, elle génère une source de revenus internes non négligeables. Elle vend des produits transformés à la boutique au siège, des engrais, des céréales locales et de l'aliment pour bétail. Elle loue également le local de la quincaillerie qui est gérée par un indépendant. Toutes ces sources de revenus, bien qu'encore insuffisantes pour les besoins de l'association, témoignent tout de même d'une viabilité économique remarquable de l'association, ainsi que d'une certaine indépendance qui lui a notamment permis récemment de

financer la minoterie par elle-même. Les subventions des projets viennent en appui pour financer certains besoins mais cette capacité d'auto-financement acquise avec le temps est un facteur favorable à l'émergence de nouvelles activités nutrition au sein de l'association. En ce qui concerne la cantine, l'équipe développe actuellement une stratégie de pérennisation lorsque le financement extérieur cessera. Par exemple, ils souhaitent demander à chaque famille de faire don d'1 kg de mil après campagne et doter les cuisinières d'un congélateur pour qu'elles puissent faire des glaces et générer des revenus.

L'association ADAK propose une prestation de service pour le battage du mil et reçoit les cotisations annuelles de ses membres. Par ailleurs, la commercialisation de l'arachide et la production de farine panifiable avec la minoterie sont d'autres sources de revenus pour l'association. Ces activités leur permettent de générer des fonds internes mais elles ne leur permettent pas de mettre en place des initiatives, c'est pourquoi ADAK reste assez dépendante des financements des partenaires extérieurs. Lors d'un échange avec un des administrateurs, ce dernier a expliqué qu'ils étaient prêts à œuvrer davantage dans la nutrition si un partenaire venait avec un projet.

Points essentiels à retenir

- Le développement d'activités génératrices de revenus internes telles que la commercialisation de produits agricoles, la prestation de services agricoles et de formation afin d'acquérir une certaine indépendance financière ;
- L'investissement des revenus dans une nouvelle activité comme le locatif ou la construction d'une minoterie ;
- Le recrutement de personnels compétents en gestion administrative et financière ;
- Le développement, par l'association, d'une stratégie de pérennisation d'un projet.

3. Communication, plaidoyer et Communication pour le Changement Social et de Comportement (CCSC)

La communication institutionnelle, le plaidoyer ou la CCSC sont des outils de soutien très importants aux quatre piliers de la nutrition (CNDN, 2015).

À l'ARAF, la CCSC fait partie intégrante de la stratégie développée par le CNDN pour améliorer la nutrition dans les zones d'intervention ciblées. Elle se traduit par des activités de causeries, des visites à domicile, etc... De plus, le CNDN, étant logé à la primature, intervient au niveau institutionnel en soutien à la nutrition pour élaborer les politiques en faveur de la nutrition et développer les plans d'action. Cependant, étant prestataire de service pour l'exécution de ce projet, l'ARAF en tant que telle n'a que peu d'influence sur les décisions politiques et sur la stratégie d'intervention du CNDN.

Le secrétaire général de FAPAL est très investi dans les réflexions stratégiques nationales concernant le secteur agricole. Il participe à de nombreux ateliers ce qui lui confère un pouvoir de communication important pour soutenir la nutrition dans l'hypothèse où la nutrition est une thématique qu'il souhaite défendre et qu'il possède les compétences nécessaires pour le faire. Dernièrement, l'association a organisé un échange avec les producteurs à son siège pour évoquer la question nutritionnelle à leur niveau (la base) et peut-être révéler en eux un intérêt pour cette notion encore peu évoquée dans le milieu paysan. Cet échange témoigne de la volonté de l'association à communiquer pour le changement social.

À l'URAPD, l'outil de la radio joue un rôle essentiel pour la CCSC en faveur de la nutrition. C'est en effet ce qu'ont évoqué les différentes personnes interrogées et c'est aussi pourquoi différents

partenariats ont été établis avec d'autres AEC ou le ministère de la santé pour réaliser des émissions sur l'alimentation et la santé. Par ailleurs, grâce aux bonnes relations de l'URAPD avec le service de développement communautaire de Bambey, la communication institutionnelle s'est renforcée ce qui peut favoriser les partenariats entre institutions et OP. Dernièrement, le chef de ce service a rendu visite à l'unité de transformation pour identifier leurs besoins et éventuellement envisager un financement. Ce dernier étant également en relation avec le préfet, cela permet à l'URAPD d'entretenir de bonnes relations avec les autorités institutionnelles. « *Si nous n'avons pas leur appui, il y a beaucoup de choses que l'on ne peut pas faire.* » témoigne un administrateur de l'association.

Actuellement, le trésorier de l'ADAK est aussi un député maire ce qui facilite la communication avec les institutions d'après un des administrateurs. ADAK travaille également avec l'agence régionale de développement qui se trouve à proximité du siège et avec l'ANCAR, ce qui est un réel atout.

Points essentiels à retenir

- Des activités de Communication pour le Changement Social et de Comportement (CCSC) sont déployées par des OP pour renforcer le développement de la nutrition ;
- Être prestataire de service peut limiter les capacités d'influence de l'association ;
- Les administrateurs des OP peuvent jouer un rôle essentiel dans la communication institutionnelle mais cela dépend de leurs compétences en nutrition et de leur volonté ;
- Les bonnes relations avec les autorités institutionnelles sont favorables aux OP (en intégrant ces acteurs dans les OP ou en organisant des événements).

4. Multisectorialité, participation communautaire et équité

Le cadre utilisé met en avant l'importance de l'approche multisectorielle à travers différents secteurs (la production, la transformation, la distribution, la tarification, l'éducation, l'hygiène et l'assainissement, et la couverture des services essentiels de nutrition et de santé), avec l'aide de la communauté pour atteindre les objectifs de développement durable du Sénégal dont le 2 « Faim Zéro » et le 3 « Bonne santé et bien-être » (figure 2). L'approche multisectorielle peut également faire référence à la capacité des OP à intervenir dans les différents maillons du système alimentaire, analyse que l'on détaillera dans la partie C. De plus, l'équité recherchée implique de privilégier la prise en charge des personnes les plus démunies et d'intégrer la dimension genre (CNDN, 2015).

L'ARAF, grâce à la diversité de ses actions, soutient effectivement plusieurs secteurs tels que la production avec ses formations en agroécologie et son soutien aux producteurs. Elle participe à la distribution de farine enrichie dans le cadre du PRN ainsi qu'à l'éducation nutritionnelle et à l'hygiène avec ses activités de sensibilisation et de CCSC. Ce projet lui permet de contribuer à l'exécution des services essentiels de nutrition et santé, en référant, par exemple, un enfant MAS au poste de santé ou en apportant un soutien aux familles avec des enfants malnutris. La participation communautaire reste indispensable pour la bonne exécution de ces différentes activités. C'est en effet pour la communauté que les activités ont lieu, donc en son absence et si elle manque de motivation, l'efficacité du programme est remise en question.

De son côté, FAPAL intervient également sur différents secteurs notamment sur la production avec la multiplication des semences et la commercialisation des matières premières où la communauté reste au centre de ces activités. Son unité de transformation lui permet d'agir à la fois sur la transformation, la distribution et la tarification des produits transformés, ce qui témoigne de la

multisectorialité de son action. De même pour l'URAPD, qui grâce à sa production de farine enrichie qu'elle fournit à une AEC dans le cadre du PRN, agit de manière directe sur la nutrition des enfants.

L'ADAK intervient sur la production avec les banques de céréales, la prestation de services agricoles, l'agroécologie et différentes autres activités. Sa minoterie lui permet d'agir sur la transformation, la distribution et la tarification des produits transformés.

En termes d'équité, le PRN a adapté sa stratégie de façon à assurer une prise en charge et un suivi adéquat et personnalisé à chaque enfant pour qu'ils obtiennent tous un état nutritionnel optimisé selon leurs caractéristiques individuelles (poids, genre, âge...). Par exemple, un enfant sera doté en farine enrichie en fonction de ses indicateurs nutritionnels. Ce ne sont donc pas tous les enfants qui peuvent en bénéficier (principe d'égalité).

En revanche, en ce qui concerne la production agricole, les principes d'égalité et d'équité peuvent être tous les deux appliqués. Par exemple, les formations communes en agroécologie se basent sur l'égalité ; tous les producteurs sont formés sur le même contenu. Cependant, si un dispositif d'appui-conseil est mis en place, il se peut que le suivi se fasse par producteur et que les conseils diffèrent pour s'adapter à chacun d'entre eux. Il s'agit donc du principe d'équité car l'objectif étant pour tous d'obtenir une bonne productivité et dans de bonnes conditions.

Points essentiels à retenir

- Toutes les OP ciblées interviennent dans au moins 4 des secteurs impliqués dans la stratégie multisectorielle du PRN ;
- Ces interventions sont plus ou moins importantes selon les activités des OP ;
- La participation communautaire est indispensable pour la bonne exécution des activités ;
- Les principes d'équité et d'égalité sont tous deux mobilisés.

5. Coordination, recherche, suivi-évaluation et capacitation des acteurs

Une bonne gestion technique de l'ensemble des activités mises en place par les OP est indispensable pour apporter un soutien aux 4 piliers du cadre. Une bonne gestion comprend notamment une coordination dans chaque secteur et entre secteurs (vision systémique), un dispositif de recherche-action, la capitalisation et la promotion des expériences de l'OP ainsi que le renforcement des compétences des acteurs (CNDN, 2015).

Le CNDN, dans le cadre du PRN, a suggéré de dissocier les activités PRN du reste des activités de l'ARAF pour optimiser son exécution. Cependant, la dimension systémique dont ARAF aurait pu bénéficier avec ce projet en coordonnant des activités agricoles avec des activités du PRN par exemple, a totalement été effacé avec ce choix. Les opportunités qu'offre le PRN à l'association ne sont donc pas saisies, notamment en termes de renforcement des compétences de ses animateurs internes. Le dispositif de suivi-évaluation et de capitalisation des expériences fait également défaut car l'association ARAF qui semble être très mobilisée dans l'exécution du PRN ne dispose pas des ressources humaines et des moyens nécessaires pour développer le suivi-évaluation de ses activités et la promotion de ses activités.

Par ailleurs, l'association FAPAL reconnaît avoir des lacunes en matière de nutrition et demande à apprendre. Ces lacunes ont notamment fait défaut aux animateurs qui avaient candidaté au poste d'agent communautaire lorsque Panafricare s'est installée pour la mise en œuvre du PRN sur la zone. En plus des lacunes en nutrition, le pool des 18 animateurs dispose d'un niveau d'instruction limité

d'après un des administrateurs. Dorénavant, les compétences en monitoring, en rédaction et en communication deviennent indispensables dans le domaine du développement d'après lui. Enfin, les ressources humaines qualifiées sont insuffisantes ce qui devient un réel frein au bon fonctionnement de l'association et au développement des activités. Malheureusement, les moyens ne sont pas réunis pour rémunérer le personnel à la hauteur de son travail et il est également difficile de trouver du personnel compétent dans ce domaine assez spécifique. Malgré les difficultés, l'association bénéficie d'un dispositif de suivi-évaluation compétent qui lui permet aujourd'hui d'exécuter divers projets (comme le montre ses différentes activités) et de participer à la réalisation de ses objectifs.

Comme mentionné précédemment, URAPD a cette capacité à mobiliser les jeunes en pensant au futur de l'association tout en bénéficiant toujours de l'expérience et des compétences des plus anciens. C'est un réel atout pour l'association. Cependant, ces jeunes, notamment les animateurs, ont parfois un manque de compétences : « *On commande des enquêtes mais les résultats sont biaisés car ils ont une faiblesse intellectuelle.* » explique l'un des chefs de projet. Ceci fragilise l'efficacité des projets et peut vite devenir un frein pour l'association. Il ajoute : « *les moyens ne sont pas toujours au rendez-vous. Parfois on veut faire quelque chose, on a des initiatives mais on n'a pas les moyens.* » Malgré une stratégie de l'association qui lui permet d'avoir des ressources internes, les moyens disponibles ne sont pas à la hauteur des ambitions de l'association.

« *On a besoin d'un coup de pouce sur ce qu'on fait déjà.* » mentionne l'un des animateurs de l'ADAK. En effet, la minoterie et les unités de transformation des groupements offrent à l'association une porte d'entrée pour développer des activités spécifiques nutrition. Malgré la présence de personnes ressources déjà capacitée en matière de nutrition au sein même de l'association, ADAK n'a pas encore su les mobiliser pour organiser des activités plus spécifiques à la nutrition. « *Nous ce qui nous manque c'est seulement l'organisation.* » ajoute-t-il. De plus, le bureau exécutif reconnaît ne pas être assez capable en matière de nutrition ce qui crée un frein non négligeable. La prise de conscience de l'importance de la nutrition dans le monde paysan ne semble pas encore acquise par tous les membres de l'association.

Points essentiels à retenir

- Les OP, bien qu'elles agissent sur différents secteurs, n'ont parfois pas cette vision systémique sur ce qui leur fait défaut ;
- Un renforcement des compétences (gestion et nutrition) est nécessaire dans les OP ciblées ;
- Un dispositif de suivi-évaluation stable et adapté à leurs activités et objectifs est indispensable ;
- La capitalisation des expériences reste limitée au sein des OP.
- Le CNDN et les autorités locales doivent prendre en compte les retours des OP et leurs propositions de solutions

V. Discussion

Pour rappel, ce travail cherche à répondre à la problématique suivante : Comment les organisations paysannes du Sénégal peuvent-elles contribuer à des systèmes alimentaires plus sensibles à la nutrition ?

Plusieurs études s'accordent à montrer que les impacts sur l'état nutritionnel de la population sont plus importants dès lors que des programmes multisectoriels liant notamment l'agriculture, la nutrition et la santé sont développés (Marie T. Ruel et al., 2018). De plus, l'existence d'une plateforme pour maximiser la capacité de l'agriculture à améliorer la nutrition est un réel atout. Au Sénégal, il

existe un cadre de coordination et de gouvernance multisectoriel, le CNDN, qui fournit un appui institutionnel à l'élaboration de stratégies pour lutter contre la malnutrition comme l'a montré le travail de terrain. Cependant, son efficacité pourra être jugée insuffisante sans un leadership compétent et des investissements en matière d'orientation stratégique, d'activités et de formations conséquents (Oluchi Ezekannagha et al., 2023). Les données récoltées ont jusqu'à maintenant peu éclairé la contribution de la formation au développement de la nutrition. Ce que nous savons cependant c'est que cette contribution sera moindre sans l'intégration des trois dimensions que sont l'agriculture, la nutrition et la santé dans une éducation dite interdisciplinaire (Reshma P. Roshania et al., 2023). En utilisant le cadre pour un système alimentaire durable du groupe HLPE, il est possible de visualiser de manière globale comment les différentes activités des associations paysannes peuvent s'articuler pour contribuer, ensemble, à un système alimentaire durable et plus sensible à la nutrition.

Par ses expériences, l'ARAF nous témoigne de sa capacité à influencer le comportement des consommateurs en les sensibilisant sur les produits alimentaires à consommer, de sa capacité à agir de manière urgente sur le régime alimentaire des enfants malnutris en fournissant de la farine enrichie. En effet, la stratégie accentue les interventions de sensibilisation, de causeries et de visites à domicile dans le but d'informer et de véhiculer un maximum d'informations. Cela lui est permis grâce à des appuis économiques favorables (subventions projets PRN) et l'appui institutionnel du CNDN. Cependant, des facteurs socioculturels interfèrent avec la bonne réalisation de ces activités et peuvent accentuer la malnutrition des enfants, notamment l'influence sociale des grand-mères qui peut s'avérer être un frein avec les multiples interdits qui régissent les pratiques nutritionnelles des mères vers leurs enfants (Adamou, 2016). Le poids que peut faire porter la stratégie de ce projet national sur le comportement individuel de tout un chacun ainsi que la culpabilité que cela peut également entraîner chez les mères est à questionner.

Les principaux bénéficiaires de ces activités sont les femmes, ce qui soulève aussi la question du genre. Les femmes sont désignées comme responsables de l'alimentation au niveau familial, et donc de la nutrition des enfants. Ainsi, tout le poids de ce fléau peut leur revenir sur les épaules ce qui pourrait expliquer en partie pourquoi leur participation est souvent limitée. La question du genre est importante dans notre réflexion sur le lien agriculture-nutrition car ces deux domaines ont été et restent parfois encore très genrés en Afrique : l'agriculture pour les hommes et la nutrition pour les femmes car chargées d'inculquer les normes et modèles alimentaires (Mcguire & Popkin Barry, 1989). Ce propos est à nuancer car nous ne pouvons faire d'une généralité ce que les stéréotypes ont pendant longtemps montré. Cependant, dans le cadre de ce travail et de celui mené en Guinée, la question de la nutrition s'est révélée être essentiellement une question de femmes. Il suffit pour cela de regarder les profils des participants lors des activités de causeries (femmes exclusivement) et des activités de formation en agroécologie (hommes principalement). Il arrive cependant que des hommes y participent, mais il est difficile de connaître la raison exacte de leur présence : vouloir s'impliquer pour la santé et l'alimentation de leur famille ou bien vouloir valider et surveiller les propos véhiculés ? La place des hommes en tant que chefs de famille est donc un caractère à prendre en compte pour le développement de la nutrition.

Par ailleurs, les inégalités de genre mesurées à travers l'écart de niveau d'éducation des deux conjoints exercent une influence sur les décisions du couple dans la prise en charge nutritionnelle des enfants (Robert Ndamobissi, 2018). De ce fait, si la sensibilisation et le renforcement de compétences en matière de nutrition ne se fait que pour les femmes, les hommes n'auront pas la capacité de comprendre l'importance de telles ou telles pratiques et l'impact des activités déployées peut se retrouver être limité.

De manière générale, que ce soit pour l'ARAF ou pour les autres associations, leurs capacités à développer des approches systémiques et nutritionnelles sont parfois limitées. Est entendue par capacité à développer une approche systémique la capacité à raisonner leurs activités et stratégies avec une vision du système alimentaire durable. De son côté, l'ARAF n'a pas su saisir l'opportunité du PRN pour renforcer ses capacités internes et tenter de combiner ses activités malgré sa volonté de répondre « *au bien-être de la communauté* » qui peut laisser présager une volonté d'agir au niveau système alimentaire. Elle a fait le choix, avec le CNDN, de dissocier les deux activités au risque de délaisser ses activités de développement agricole pour se consacrer davantage à la nutrition. Le lien agriculture et nutrition est donc quasiment inexistant au sein de cette OP. Même si dans le cadre du PRN, le CNDN a cherché à toucher d'autres déterminants de la malnutrition tels que la pauvreté (ODD 1) avec son projet d'initiative communautaire, l'ARAF continue d'agir exclusivement en tant que prestataire de service et ferme les yeux face à des opportunités intéressantes pour rendre son agriculture plus sensible à la nutrition. Par ailleurs, l'association en tant que telle en subit les conséquences : le dynamisme est principalement attribué au PRN au détriment des activités propres à l'ARAF qui semblent délaissées. Cette situation, bien que fortement remise en question, est à considérer avec le contexte général dans lequel s'inscrivent ces OP : une faiblesse de financements de l'État, une pauvreté de la population et des partenariats passés qui ont pu avoir un impact sur leur dépendance aux partenaires extérieurs. Ces facteurs peuvent parfois être défavorables aux OP en ne leur laissant que peu de marge de manœuvre pour acquérir cette vision systémique. « *La notion de demande n'existe pas dans les organismes d'appui : à partir des besoins qu'ils relèvent, les agents de l'aide construisent directement des objectifs.* » (Benoit, 2000).

De son côté, FAPAL témoigne de sa volonté d'agir à l'échelle d'un système alimentaire avec son discours : « *Elle (FAPAL) s'oblige à travailler sur toute la chaîne de valeur donc également sur la nutrition.* » mais surtout avec les différentes activités qu'elle mène aujourd'hui, autant sur la production agricole avec la fourniture de semences de qualité que sur la transformation avec son unité de transformation par exemple. De plus, en appui à la production alimentaire, elle intervient sur la formation agricole des jeunes. Son aptitude à construire et à développer des partenariats diversifiés ont pu contribuer à améliorer ses capacités organisationnelles, financières et opérationnelles (Coraf, 1999). A travers différents ateliers d'échange (comme la table ronde de 2007) ou ateliers stratégiques, elle cherche constamment à adapter sa stratégie au contexte évolutif et à la demande de ses membres. Bien que la nutrition ne soit pas encore un objectif et malgré ses lacunes en matière de nutrition, « *c'est une priorité mentionnée* » dit un des administrateurs. Nous pouvons d'ailleurs noter l'intégration récente d'une activité spécifique nutrition (PRN) en consortium avec une autre ONG, ce qui apparaît comme une belle opportunité pour l'OP. Cependant, ce partenariat pose des questions quant au rôle de FAPAL, ce dernier étant assez flou malgré la signature d'une convention, et quant à sa capacité à s'approprier cette activité pour en faire bénéficier ses membres. C'est d'ailleurs ce que questionnait déjà Ouédraogo en 1992 : Quelle est l'intensité d'appropriation des projets de développement par les acteurs locaux et la population ? (Ouédraogo, 1992). Le consortium étant récent (moins d'un an), il est difficile pour l'OP de prendre du recul à ce stade mais un point d'attention est à porter à ce sujet car l'appropriation de ce genre de projet peut conditionner sa réussite. Dans l'hypothèse où FAPAL réussit à lier l'ensemble de ses activités, en capacitant ses animateurs en nutrition avec le consortium, en intégrant l'aspect nutrition dans la formation des jeunes ou en fournissant de la farine enrichie au PRN via son unité de transformation, la contribution de cette association à rendre les systèmes alimentaires plus sensibles à la nutrition sera nettement renforcée.

Toute la complexité de cette problématique ne réside pas seulement dans la capacité des OP à développer des activités agissant sur les différents maillons d'un système alimentaire durable, mais

surtout dans la capacité des OP à faire le lien entre chacune d'elles. C'est d'ailleurs ce qu'un des chefs de projet a souligné « *de plus en plus on embrasse de nouveaux programmes et il nous manque cette technicité sur la programmation et l'harmonisation entre programmes.* » Le projet de cantine scolaire mis en place par l'URAPD nous montre que les objectifs à atteindre sont devenus la priorité au risque de passer à côté d'une opportunité pour renforcer le système alimentaire local. Bien que cette activité puisse améliorer le statut nutritionnel général des enfants et réduire la prévalence de l'anémie (Shrestha, R et al., 2020), il semblerait que le lien entre cette cantine et les membres de l'URAPD soit faible. L'approvisionnement en matière première se fait sur le marché et pas forcément via la production des membres de l'association. Il ne s'agit pas de chercher à cloisonner la production des membres de l'URAPD et celle des non-membres, mais valoriser les productions de ses membres pour alimenter un tel projet permettrait à l'URAPD de renforcer son dynamisme interne en soutenant ses producteurs (un de ses objectifs) et en luttant contre la malnutrition. Cela permettrait également de faire le lien direct entre les activités agricoles initiales des OP et les activités en lien avec la nutrition.

Au-delà de la disponibilité des moyens qui font la plupart du temps défaut aux associations, le manque et/ou la non-mobilisation des compétences disponibles peut aussi être responsable de la direction que prennent les associations. Si une d'entre elles n'est pas capacisée en matière de nutrition et qu'elle n'a pas cette vision multisectorielle, sa stratégie pourra difficilement évoluer vers des systèmes alimentaires plus sensibles à la nutrition. En Guinée, le manque de qualification des ressources humaines des OP freine le développement d'activités liées à la nutrition et leurs impacts ; les zones d'intervention sont trop vastes par rapport au nombre d'animateurs qualifiés disponibles (Camara, 2023). A l'ADAK, la nutrition n'est pas encore intégrée dans les objectifs principaux de l'association bien qu'elle ait déjà mené un programme spécifique nutrition auparavant. Ce programme a doté plusieurs personnes, dont le coordonnateur de l'association, en matière de nutrition. Ce dernier est également relais nutrition dans sa communauté mais malheureusement, ses capacités ne sont pas mobilisées par l'association. De même pour l'un des animateurs qui témoigne clairement de sa volonté d'œuvrer davantage pour la nutrition ainsi que de ses compétences mais qui peine à trouver le chemin à prendre.

Ce programme nutrition soulève aussi la question de pérennisation des activités de développement, qui demeure une préoccupation majeure (Marietou Niang et al., 2022). Le projet nutrition leur avait permis de développer des unités de transformation qui ne sont malheureusement plus fonctionnelles aujourd'hui, à cause d'une stratégie marketing défailante et de fonds manquants.

Par ailleurs, le leadership a un rôle important à jouer. Lorsque les leaders d'une association ou d'une institution ne sont pas suffisamment capables en la matière, il sera difficile pour l'association de rendre ses activités plus sensibles à la nutrition et d'influencer les politiques car ils détiennent, avec d'autres, l'avenir des systèmes alimentaires entre leurs mains. Dans le cas de l'ARAF par exemple, lors d'une restitution à la mairie, les participants ont tous constaté à l'unanimité qu'il y avait un besoin urgent de former les maires et les élus sur la nutrition, afin de les intégrer davantage dans le projet et de renforcer les actions. L'objectif étant de leur donner les bases de cette notion, de partager les données statistiques et les pistes d'intervention possibles à leur niveau. De ce fait, la FONGS a récemment organisé une formation des responsables politiques des associations et des coordinateurs régionaux pour les capaciter davantage en nutrition, en collaboration avec le GRET et le CNDN. Cette formation, qui a satisfait les administrateurs de l'ADAK, n'a cependant pas encore été dupliquée à l'échelle locale comme il était prévu de le faire. La transmission des informations se perd donc en chemin ce qui limite les impacts positifs de cette formation.

Si l'alimentation de manière générale a été évoquée comme une des causes fondamentales de la malnutrition au Sénégal par les personnes rencontrées, ce qui a cependant été peu mentionné est la question de l'hygiène, la santé et l'accès à l'eau. Malgré la contribution révélée de ce secteur à l'amélioration de la nutrition à travers le PRN ou les unités de transformation, il semblerait cependant qu'au sein même des communautés, à la base, ce lien entre nutrition et hygiène, santé, eau reste encore secondaire dans l'esprit des bénéficiaires. Cela peut peut-être s'expliquer par le manque de connaissances en la matière ou bien par les priorités d'action que chaque projet en lien avec la nutrition développe. Peu importe la cause, il faut noter que l'importance donnée à l'hygiène et la santé dans les activités nutrition doit être tout aussi essentielle que celle donnée à une alimentation de qualité et adaptée pour vaincre la malnutrition.

Le travail effectué en Guinée soulève des points de discussion que le travail au Sénégal a également fait ressortir. Vouloir rendre des systèmes alimentaires plus durables et plus sensibles à la nutrition représente un enjeu de taille, qui nécessite avant tout des compétences mais aussi et surtout des capacités techniques. Nous avons évoqué précédemment le manque de moyens et la pauvreté présents de manière générale en Guinée et au Sénégal. Lors des échanges, les personnes rencontrées se sont beaucoup reposées sur cette difficulté, ce qui est tout à fait compréhensible, mais cela amène à se questionner sur la dépendance des associations aux moyens financiers. Autrement dit, est-ce un frein rédhibitoire pour rendre leurs stratégies plus sensibles à la nutrition ? Est-ce suffisamment une « bonne raison » pour justifier le manque de sensibilité des systèmes alimentaires à la nutrition ? En Guinée, le manque de moyens limite clairement les déplacements des relais et des animateurs vers les communautés pour mener des activités de sensibilisation. Parfois même, les activités sont à l'arrêt. De plus, le personnel manque de motivation lorsque les ressources financières sont insuffisantes pour les rémunérer (Camara, 2023). Dans un pays où les conditions de vie sont précaires, il est tout à fait compréhensible qu'un animateur préfère utiliser son temps pour générer des revenus et apporter un soutien financier aux membres de sa famille (Thérèse LOCOH & Myriam MOUVAGHA-SOW, 2005), plutôt que de faire du bénévolat. De même, avec des capacités techniques et financières limitées, des choix doivent parfois être faits : libérer des fonds pour mesurer les impacts avec des indicateurs nutritionnels précis ou continuer d'exécuter les activités sur le terrain, voire élargir la zone d'intervention ? Pour la cantine scolaire par exemple, il est vrai que l'impact nutritionnel sur les enfants serait difficile à mesurer et engendrerait beaucoup de frais, ce qui ne constitue pas forcément une priorité à l'heure actuelle. Les projets doivent donc parfois s'adapter et se contenter des faits et d'acteurs, d'acteurs qui peuvent tout de même permettre d'évaluer les impacts d'une activité.

Enfin, comme la discussion nous l'a montré, réduire la malnutrition au Sénégal ne peut pas se résumer qu'à augmenter la production agricole pour « manger plus ». Cependant, il a été évoqué que pour le grenier notamment, augmenter la productivité agricole des cultures pourrait permettre d'alimenter davantage le grenier et, *in fine*, bénéficier aux enfants malnutris, dans le cas où la contribution de la population à approvisionner ce grenier serait régulière et suffisante. Cela nous amène donc à se demander : Comment augmenter la productivité agricole ? Cette question est loin d'être nouvelle et c'est d'ailleurs ce qui préoccupe les paysans depuis des années. Malheureusement, une réponse toute faite n'existe pas : Augmenter la production agricole mais à quel prix ? Quels objectifs ? Quelles conséquences sur l'environnement, la santé, la société, les marchés ? Quelles capacités nécessaires ?

Ce que beaucoup ont déjà compris mais ce que le temps ne permet pas, c'est qu'en agissant sur la sensibilité des systèmes alimentaires à la nutrition aujourd'hui, cela permet de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Afrique de demain. Malheureusement, cette vision sur le long terme peut être difficile à prendre en compte pour des communautés qui n'ont pas le choix que de vivre au jour le jour en raison de la pauvreté.

CONCLUSION

En conclusion, il est évident que l'agriculture joue un rôle fondamental pour rendre les systèmes alimentaires plus sensibles à la nutrition, sains et durables. Cette relation entre l'agriculture et la nutrition est complexe mais interdépendante, car l'agriculture influence la disponibilité, la qualité et la diversité des aliments qui parviennent aux assiettes. De son côté, la nutrition ne dépend pas seulement de la quantité de nourriture produite, mais également de l'accès économique, de la distribution équitable, de la sécurité alimentaire et de l'éducation nutritionnelle. Les systèmes alimentaires doivent être conçus de manière à garantir que tous les individus aient accès à des aliments nutritifs et abordables (Ruel-Bergeron, 2018).

Les expériences capitalisées dans le cadre de ce travail témoignent de l'émergence de cette nécessité au sein des organisations paysannes. Cependant, les stratégies développées pour répondre à ces défis restent encore trop peu sensibles à la nutrition. Différents facteurs peuvent expliquer cela comme le manque de compétences en matière de nutrition, l'absence d'une vision multisectorielle et la dépendance des OP aux partenaires extérieurs qui, inconsciemment, peut dicter la direction qu'elles prennent.

Toutefois, des avancées sur la dimension multisectorielle de ce fléau qu'est la malnutrition sont à noter. Le Sénégal, avec la création d'un Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition, encourage la prise en compte de cette question de manière holistique en favorisant la collaboration entre les acteurs du secteur agricole, de la santé publique, ou encore de l'industrie (Fox A.M, 2017). Même si à l'heure actuelle le lien entre les organisations paysannes et ce plan se résume à l'exécution du PRN où seulement quelques associations paysannes sont impliquées, les résultats sont tout à fait satisfaisants, mais toujours insuffisants. Quant aux autres associations paysannes, l'intégration de la question nutritionnelle dans leur stratégie pourra dépendre des projets et des financements proposés par le gouvernement et les partenaires extérieurs, même si elle ne semble pas encore être une priorité. Bien que conscient de l'impact de leur agriculture sur l'alimentation et la santé des communautés, ainsi que du rôle qu'il peut jouer pour lutter contre la malnutrition, le monde paysan peine à mener ses activités de manière systémique en intégrant la nutrition comme un élément à part entière, voire une finalité, du système alimentaire. De plus, le contexte difficile dans lequel se trouvent actuellement les paysans limite leurs capacités d'intervention ; ils doivent aussi faire face à d'autres défis contemporains tels que le changement climatique, la dégradation des sols et la perte de biodiversité qui menacent la durabilité des systèmes alimentaires. De ce fait, il est nécessaire que l'Etat intègre davantage les systèmes alimentaires durables dans ses politiques de développement. Enfin les inégalités de genre, la faible sensibilisation des hommes aux enjeux liés à la nutrition et les choix d'allocation des ressources du ménage qui en découlent peuvent être des freins à l'intégration de la nutrition dans les activités de la communauté.

Actuellement, le Sénégal se trouve à un moment décisif dans l'expansion de ses actions en matière de nutrition. Il a adopté une approche non traditionnelle qui mobilise divers secteurs pertinents dont l'agriculture, mettant particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités en vue de susciter des changements durables de comportement et d'améliorer la nutrition de l'ensemble de la population sénégalaise. Il s'agit maintenant de déployer les moyens de mettre concrètement cette ambition en œuvre sur les différents territoires en associant les acteurs des différents secteurs.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADAK. (2022). *Plan stratégique 2022-2025*.

Adamou. (2016). *Une approche sociologique de la prise en charge de la malnutrition infantile sévère par l'ong BEFEN dans le département de Mirriah*.

Agence nationale de statistique et de la démographie. (2023). *Le Sénégal en bref*.

AGRA. (2022). *Accélérer la Transformation des Systèmes Alimentaires Africains*.

Alice Villemin, Mar Ngom, Iba Mar Faye, & Amel Benkahla. (2022). *Accompagner la transition agroécologique avec les organisations paysannes : Retour d'expériences du projet Terria au Sénégal* (Editions du GRET).

Offre de stage, (2023).

ANSD. (2020). *Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue) 2019*.

Banque Mondiale. (2022). *Population rural (% de la population totale)—Senegal*. <https://donnees.banquemondiale.org/>

Benoit, S. (2000). *Autonomie et dépendance des organisations paysannes au Sahel*.

Camara, L. I. (2023). *Rapport de la mission de capitalisation des expériences de la FPFD et de la FEPAF-BG ainsi que de leurs organisations membres en matière de nutrition*.

CNCR. (2022). *Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux*.

CNDN. (2017). *Plan stratégique multisectoriel de la nutrition du Sénégal 2018-2022*.

CNDN. (2021). *Atelier d'orientation des agents des AEC sur les orientations stratégiques du Sénégal en matière de nutrition*.

CNDN. (2023a). *A propos du CNDN*. <https://cndn.sn/a-propos/presentation/>

CNDN. (2023b). *Projet d'appui à la sécurité alimentaire des menaces vulnérables PASAV*. <https://cndn.sn/comment-intervenons-nous/projets-et-programmes/projet-dappui-a-la-securite-alimentaire-des-menages-vulnerables-pasav/>

CNDN. (2023c). *Projet de renforcement de la nutrition PRN*.

CNDN, M. de l'économie des finances et du plan A. B. (2015). *Document de politique nationale de développement de la nutrition (2015-2025)*.

Coraf. (1999). *Renforcer la collaboration entre la recherche, la vulgarisation et les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre*.

Costis, C. (2020). *Construire des liens durables entre agriculture et nutrition*.

Étienne du Vachat, Action Contre la Faim (ACF). (2013). *Semer les graines*.

F3E. (2022). *Capitalisation des expériences : Apprendre ensemble et améliorer nos actions* (Les essentiels du F3E).

FAO, CEA, & CUA. (2021). *Afrique—Aperçu régional de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2021—Statistiques et tendances*.

FAO, FIDA, OMS, PAM, & UNICEF. (2023). *Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*.

FAPAL. (2008). *Document d'orientation stratégique FAPAL*.

FAPAL. (2016). *Plan stratégique 2016-2021*.

FIDA. (2023). *Des systèmes alimentaires pour tous*. <https://www.ifad.org/fr/systemes-alimentaires>

FIDA Sénégal. (2021). *L'AVENIR DE L'AGRICULTURE AU SÉNÉGAL : 2030-2063*.

Projet de renforcement des capacités de la FONGS en matière de nutrition—Plan Stratégique 2022-2026, (2021).

Fox A.M. (2017). *Political Economy of Nutrition Policy in Senegal.” Analysis & Perspective : 15 Years of Experience in the Development of Nutrition Policy in Senegal*.

GILLESPIE S, HARRIS J, & KADIYALA S. (2012). *The Agriculture-Nutrition Disconnect in India, What Do We Know?*

Fiche Projet CAPAGRINUT, (2016).

Fiche projet PAFAN Niger, (2017).

Fiche projet—Asstel 3, (2020).

Fiche thématique Agriculture et nutrition, (2020).

GRET. (2022). *Rapport annuel 2021*.

GRET. (2023a). *Découvrir le gret : Qui sommes-nous ?* gret.org

GRET, F. (2023b). *Termes de référence : Formation des administrateurs de la Fongs sur la nutrition*.

Gueye, B. (2003). *L'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest concepts et enjeux actuels*.

Hawkes, C., & Ruel, M. (2006). *The links between agriculture and health : An intersectoral opportunity to improve the health and livelihoods of the poor*.

HLPE. (2020). *Sécurité alimentaire et nutrition : Énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030* (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition).

Larabi Jaidi. (2019). *Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique*.

Marie T. Ruel, Agnes R. Quisumbing, & Mysbah Balagamwala. (2018). *Nutrition-sensitive agriculture : What have we learned so far?*

Marietou Niang, Mahaman Moha, Valéry Ridde, & Lara Gautier. (2022). *La pérennité d'un projet de prévention et de prise en charge de la malnutrition au Niger*.

Mcguire, J., & Popkin Barry. (1989). *Beating the zero-games. Women and nutrition in the third world*.

Ministère français de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. (2015). *Les politiques agricoles à travers le monde : Quelques exemples*.

Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS), (2014).

Oluchi Ezekannagha, Olutayo Adeyemi, Victor Ajieroh, & Adeyinka Onabolu. (2023). *Advancing a Multisectoral Platform for Nutrition-Sensitive Agriculture in Nigeria : Reflections on Effectiveness and Lessons Learned*.

Organisation Mondiale de la Santé. (2021). *La malnutrition*.

Ouédraogo, H. B. (1992). *L'appropriation des projets de développement : Le cas des Micro-réalisations au Burkina Faso*.

PAM. (2022). *La faim en Afrique de l'Ouest atteint un niveau record en dix ans alors que la région est confrontée à une crise sans précédent exacerbée par le conflit russo-ukrainien*. <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/la-faim-en-afrique-de-louest-atteint-un-niveau-record-en-dix-ans-alors-que-la>

Peggy Pascal (ACF). (2014). « *Avant tout, ne pas nuire* » *Identifier les risques des interventions agricoles sur la nutrition afin de les éviter ou les réduire*.

Primaire République du Sénégal. (2008). *Guide pour une gestion sociale des borne-fontaines*.

République du Sénégal. (2011). *Programme National d'Investissement Agricole (PNIA)—Plan d'investissement 2011-2015*.

Reshma P. Roshania, Joe Yates, Lauren McIntyre, Tim Chancellor, Emily Fivian, Michael Hill, Rosemary Isoto, Pamela Marinda, Sudha Narayanan, Louise Whatford, Francis Zotor, & Shweta Khandelwal. (2023). *Assessing needs for interdisciplinarity in agriculture, nutrition, and health education*.

Robert Ndamobissi. (2018). *Les défis sociodémographiques et politiques de la malnutrition des enfants dans les pays d'Afrique du Sahel et de la Corne de l'Afrique*.

Ruel-Bergeron, J. (2018). *Le Bienfondé d'Investir dans la Nutrition au Sénégal*.

Shrestha, R, Schreinemachers, P, Nyangmi, M, Sah, M, Phuong, J, & Manandhar, S. (2020). *Home-grown school feeding : Assessment of a pilot program in Nepal*.

SOL. (2011). *SÉNÉGAL Valorisation des céréales locales, Phase 1 (2011-2013)*.

Fiche PROJET SOL - Phase 2, (2018).

Fiche PROJET SOL - Phase 3, (2022).

Thérèse LOCOH & Myriam MOUVAGHA-SOW. (2005). *Vers de nouveaux modèles familiaux en Afrique de l'Ouest ?*

UN Sénégal. (2023). *Objectifs du développement durable*. <https://senegal.un.org/fr/sdgs>

UNICEF. (2013). *Améliorer la nutrition de l'enfant : Un objectif impératif et réalisable pour le progrès mondial*.

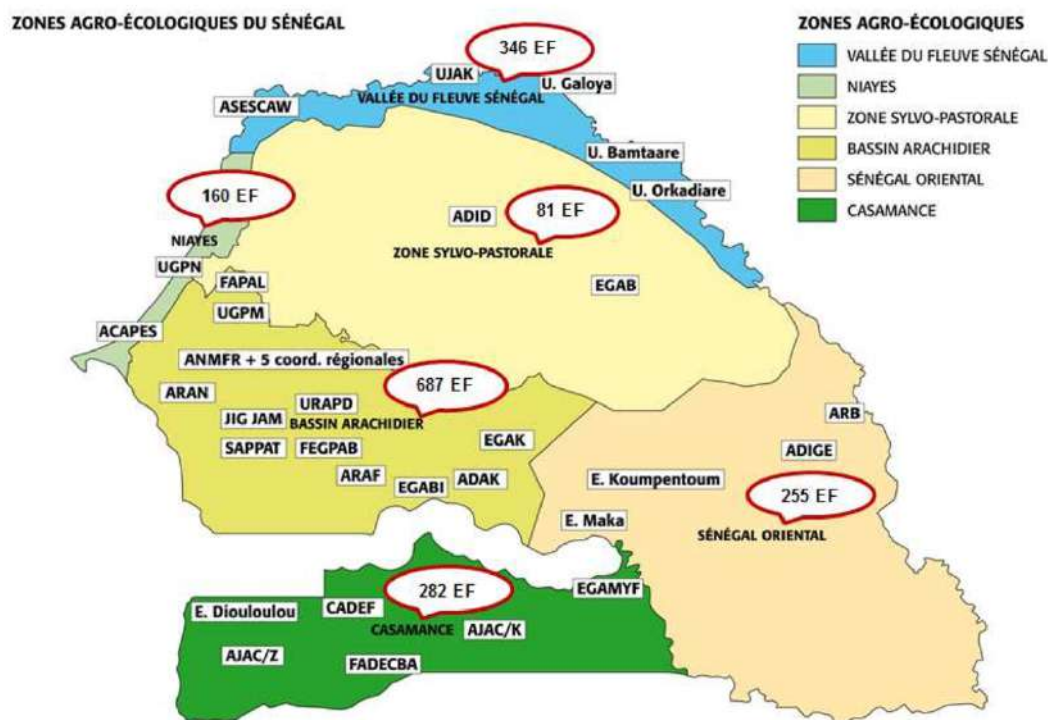
UPADI. (2023). *Appui à distance pour l'URAPD*.

World Bank. (2017). *Project Performance Assessment Report : Une décennie de soutien de la Banque mondiale au programme de nutrition du Sénégal*.

TABLE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Zones agroécologiques du Sénégal (Source : ministère de l'Agriculture, 2017)*
- Annexe 2 : Données statistiques retard de croissance et émaciation en Afrique (Source : FAO, 2021)*
- Annexe 3 : Activités Essentielles Nutrition (Sources : Lancet, CNDN)*
- Annexe 4 : Objectifs stratégiques du PSMN (Source : CNDN, 2018)*
- Annexe 5 : Données statistiques de l'évolution de la situation nutritionnelle au Sénégal (Source : EDS)*
- Annexe 6 : Axes d'interventions secteur agriculture PSMN (Source : CNDN, 2018)*
- Annexe 7 : Calendrier de travail (Source : Océane Leloup, 2023)*
- Annexe 8 : Mapping des acteurs pour le stage (Source : Océane Leloup, 2023)*
- Annexe 9 : Guide d'entretien général (Source : Océane Leloup, 2023)*
- Annexe 10 : Exemple grille d'observation (unité de transformation/minoterie) (Source : Océane Leloup, 2023)*
- Annexe 11 : Présentation des organisations paysannes ciblées*
- Annexe 12 : Organigramme de l'association FAPAL (Source : FAPAL, 2023)*
- Annexe 13 : Panneau d'affichage de présentation des activités passées d'ARAF (Source : ARAF)*
- Annexe 14 : Tableau des menus de la cantine scolaire de Mbokhodane (Source : URAPD, 2023)*
- Annexe 15 : Liste des partenaires du CNDN dans le cadre du PRN (Source : CNDN, 2023)*
- Annexe 16 : Explication et détails des différents cadres de coordination du PRN (Source : CNDN, 2023)*
- Annexe 17 : Fiche de suivi de la croissance SPC FILLES selon les standards OMS (Source : CNDN)*
- Annexe 18 : Exemple de données collectées dans le cadre d'un SPC mensuel (Source : ARAF, 2023)*
- Annexe 19 : Exemple de données collectées dans le cadre d'un dépistage trimestriel (ARAF, 2023)*
- Annexe 20 : Fiche expérience Sodou (Source: Océane Leloup, 2023)*
- Annexe 21 : Fiche expérience Dieynaba (Source: Océane Leloup, 2023)*
- Annexe 22 : Fiche de projet phase 3 (Source : SOL, 2022)*

ANNEXES



Annexe 1 : Zones agroécologiques du Sénégal (Source : ministère de l'Agriculture, 2017)

TABLEAU 18

Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (en pourcentage)

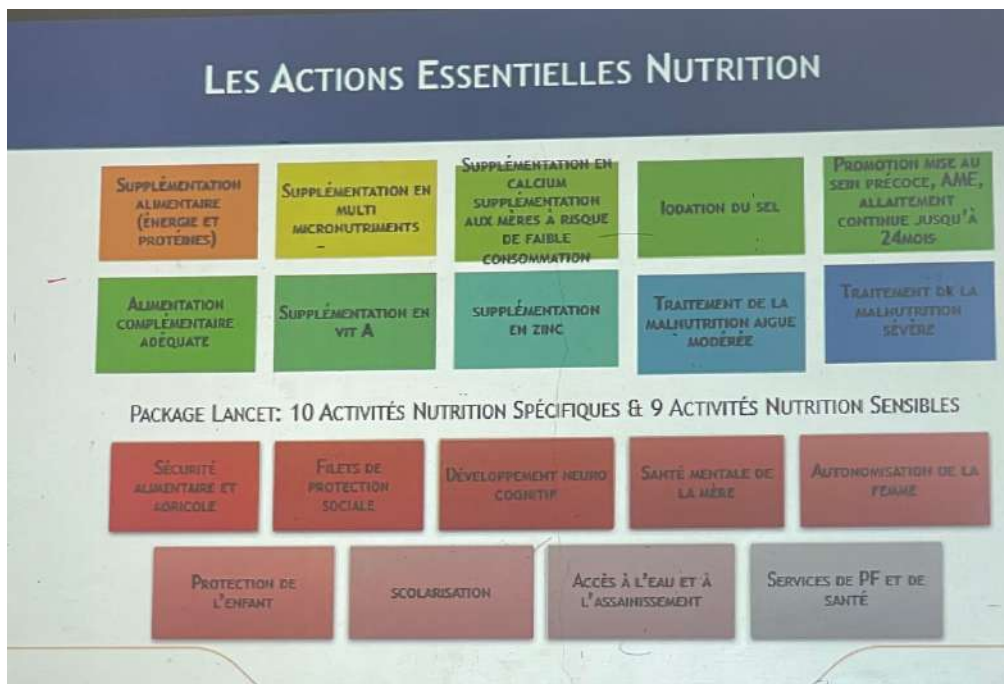
	2000	2005	2010	2015	2018	2019	2020
MONDE							6,7
Afrique							6,0
Afrique centrale							6,2
Afrique de l'Est							5,2
Afrique du Nord							6,6
Afrique australe							3,2
Afrique de l'Ouest							6,9

TABLEAU 17

Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (en pourcentage)

	2000	2005	2010	2015	2018	2019	2020
MONDE	33,1	30,7	27,7	24,4	22,9	22,4	22,0
Afrique	41,5	39,1	35,9	32,8	31,6	31,2	30,7
Afrique centrale	44,9	41,4	38,7	37,4	37,3	37,1	36,8
Afrique de l'Est	49,1	45,2	40,8	36,2	34,0	33,3	32,6
Afrique du Nord	28,3	26,1	23,8	21,9	21,6	21,5	21,4
Afrique australe	29,1	28,5	25,0	23,5	23,2	23,2	23,3
Afrique de l'Ouest	39,9	38,5	36,1	33,4	31,9	31,4	30,9

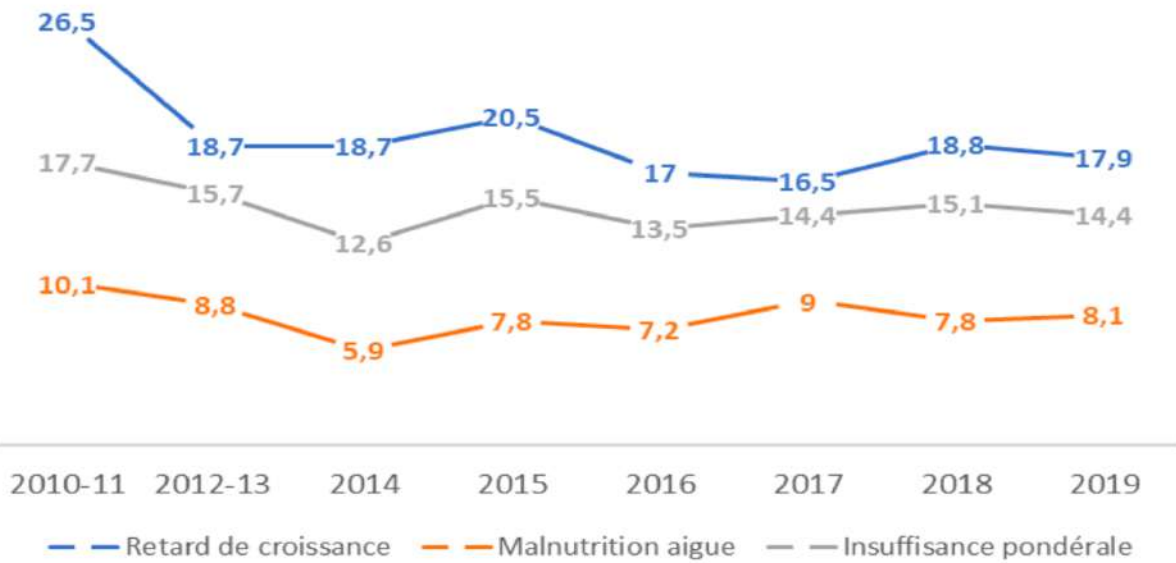
Annexe 2 : Données statistiques retard de croissance et émaciation en Afrique (Source : FAO, 2021)



Annexe 3 : Activités Essentielles Nutrition (Sources : Lancet, CNDN)

- OS.1** Réduire d'au moins 45% la prévalence du retard de croissance
- OS.2** Réduire de 30% la proportion d'enfants ayant un faible poids de naissance
- OS.3** Réduire à 5% le taux de malnutrition aigüe des enfants de 0 à 5 ans
- OS.4** Porter à 50% au moins le taux de l'Allaitement maternel Exclusif
- OS.5** Réduire de 50% la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer et les autres groupes vulnérables
- OS.6** Réduire d'au moins 40% la prévalence de la carence pour les autres micronutriments (iode, zinc, vitamine A)
- OS.7** Réduire d'au moins 20% la prévalence de l'obésité chez les groupes vulnérables.

Annexe 4 : Objectifs stratégiques du PSMN (Source : CNDN, 2018)



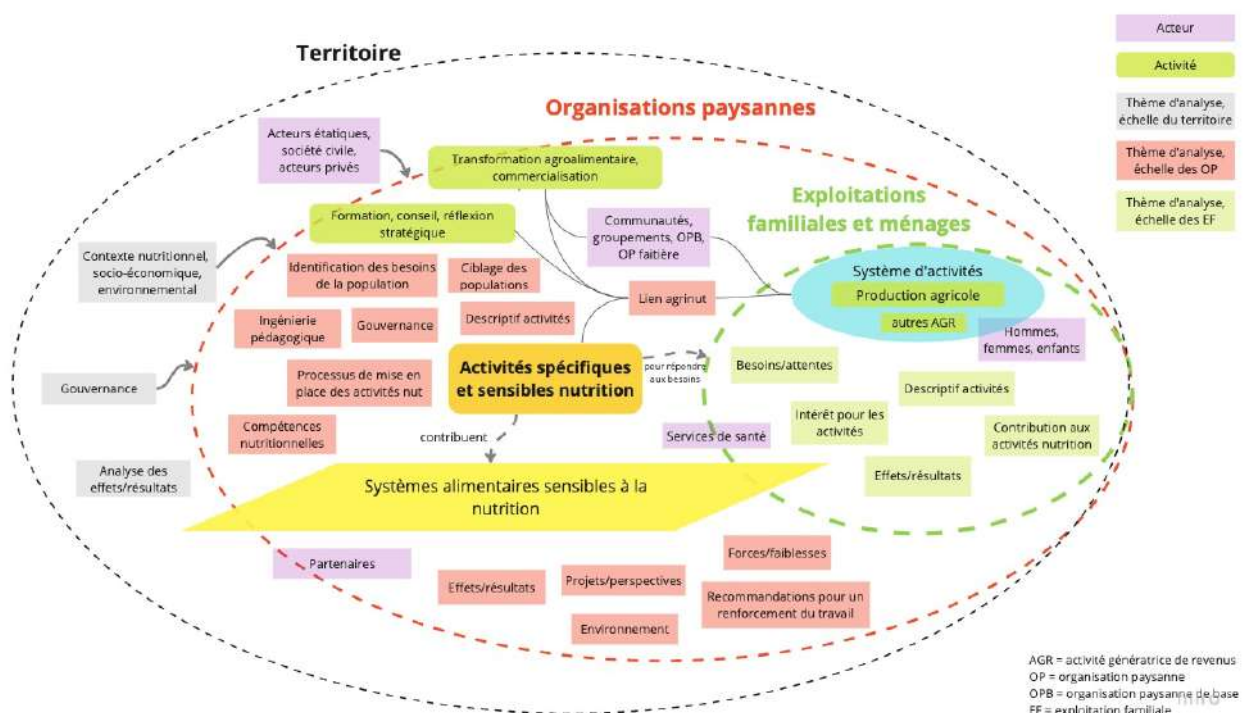
Annexe 5 : Données statistiques de l'évolution de la situation nutritionnelle au Sénégal (Source : EDS)

AXES D'INTERVENTION	INTERVENTIONS	ACTIONS PHARES
 Renforcement de la disponibilité des aliments diversifiés, sains et nutritifs	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la production et de la diversification des spéculations horticoles à haute valeur nutritive 	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la mise en place d'activités arboricoles dans les ménages ; Appui à la mise en place d'activités maraîchères dans les ménages (jardins d'arrière cours) ; Appui à la mise en place de périmètres maraîchers communautaires ; Appui à la mise en place de périmètres arboricoles communautaires ; Extension du programme micro jardins.
	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la production des variétés de céréales et de légumineuses à haute valeur nutritive 	<ul style="list-style-type: none"> Production de semences des céréales et légumineuses à haute valeur nutritive et/ou biofortifiées dans le programme agricole ; Renforcement des capacités du dispositif d'appui conseil sur les productions céréalières et légumineuses à haute valeur nutritive.
 Lutte contre les carences en micronutriments	<ul style="list-style-type: none"> Développement de projets de recherche agricole centré sur la nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> Appui à l'installation d'une section bio fortification dans la banque de gènes de l'ISRA ; Production de semences de pré-base validées par la recherche.
 Gouvernance de la nutrition	<ul style="list-style-type: none"> Institutionnalisation de la nutrition 	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer pour la systématisation de la prise en compte des objectifs et indicateurs agricoles pro-nutrition dans les politiques, programmes agricoles et plans de communication.
 Formation, recherche et innovation	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la sécurité sanitaire des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> Formation et sensibilisation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles dans l'utilisation des engrais et des pesticides ; Renforcement du contrôle sanitaire des produits agricoles.

Annexe 6 : Axes d'interventions secteur agriculture PSMN (Source : CNDN, 2018)

Tâches	Avril				Mai				Juin				Juillet				Août				Septembre				Octobre			
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4
Lecture bibliographique																												
Rencontre au siège																												
Projet de stage																												
Arrivée au Sénégal																												
Travail méthodo Fongs																												
Visites exploratoires																												
Outils collecte de données																												
Formation FONGS																												
Pré-soutenance																												
Enquêtes terrain																												
FAPAL																												
ARAF																												
URAPD																												
ADAK																												
Analyse des données																												
Atelier échange FONGS																												
Retour en France																												
Rédaction livrables																												
Soutenance finale																												

Annexe 7 : Calendrier de travail (Source : Océane Leloup, 2023)



Annexe 8 : Mapping des acteurs pour le stage (Source : Océane Leloup, 2023)

Annexe 9 : Guide d'entretien général (Source : Océane Leloup, 2023)

Bonjour, je suis Océane Leloup, une étudiante française en stage au Sénégal sur la demande de la Fongs et l'appui de l'ONG française GRET. Je suis chargée de faciliter la capitalisation des expériences de 4 associations membres de la Fongs en matière de nutrition. Il ne s'agit pas d'une évaluation mais d'un processus d'analyse et d'apprentissage sur l'action en vue de produire de la connaissance partageable que la Fongs et ses associations valoriseront dans le cadre de leurs stratégies respectives.

Cette présente rencontre fait partie du processus de capitalisation. C'est une causerie autour de points importants pour mieux comprendre l'action.

N'hésitez pas à m'interrompre ou à me demander de reformuler si vous ne comprenez pas les questions.

Acceptez-vous que je vous enregistre ? Cela restera purement confidentiel, c'est simplement pour m'aider au cas où je n'aurai pas eu le temps de tout noter.

- **Profil des participants**

Quel est votre nom ?

De quel commune/village venez-vous ?

Quels sont vos rôles/postes au sein de l'association ? et en dehors ?

Depuis quand êtes-vous membre de l'association ?

Organisation de l'association

Demandez si disponible, la fiche de présentation de l'association

- **Pouvez-vous me parler de votre organisation ?**

Date et contexte de création ; objectifs ; Qui sont ses membres ?

Combien de femmes et hommes ?

Combien de jeunes de moins de 35 ans (approximativement) ?

Pouvez-vous de décrire les grands types d'actions de l'association ?

Pouvez-vous me parler des sources de financement des activités de l'association ?

Les membres ont-ils déjà suivi des formations/sensibilisation à la nutrition ?

Si oui, dans quel contexte ? combien de fois ? par qui ? dans quel but ?

Quelles sont selon vous les forces et les faiblesses de l'association ? Expliquez.

- **Intégration de la nutrition dans l'OP**

Pouvez-vous me parler de la question nutritionnelle dans votre organisation

Est-ce que la nutrition est intégrée aux actions de l'association ? expliquez

Apparaît-elle clairement dans vos documents de planification ? expliquez

Si oui, d'où est venu l'initiative d'intégrer la question nutritionnelle dans la stratégie de l'association ?

Qui l'a porté ?

Comment l'avez-vous intégrée ? Pourriez-vous retracer l'histoire (les étapes).

Pouvez-vous me décrire comment sont gérées vos activités portant sur la nutrition ?

Avez-vous été accompagné par d'autres acteurs sur les questions de nutrition ? Autrement dit, avez-vous des partenariats avec d'autres structures pour les activités de nutrition ?

Si oui, expliquez ?

Si non, pouvez-vous expliquer comment vous avez pu mobiliser les compétences nécessaires ?

- **Parlez-nous des liens avec**

les structures de santé en termes de nutrition ?

les autorités locales ?
les autorités coutumières et religieuses ?
les communautés ?

- **Description des activités en lien avec l'alimentation & la santé**

Vous avez déjà décrit les actions clé sensibles à la nutrition. Pouvons-nous approfondir certains éléments ?

Prendre les critères de la grille d'analyse Nut

Présence d'indicateurs nutritionnels dans les objectifs du projet ?

Ciblage catégories d'individus ? géographique ?

Approche genre ? prise en compte des réalités particulières dans lesquelles vivent les femmes ?

Mécanismes pour faciliter l'accès des plus vulnérables à l'action ?

Quels acteurs ? Services en charge nut ? et d'autres ?

D'autres actions pour accompagner l'amélioration des pratiques de soin, d'alimentation, hygiène ?

Quelles sont selon vous les forces et les faiblesses de chaque activité ? Expliquez.

- **Processus de construction des activités « Comment »**

Pour chaque action

Pouvez-vous me décrire comment chaque action clé a été mise en œuvre ? Par qui, quels étapes, ressources, combien de temps...

Pouvez-vous nous parler des difficultés que vous avez rencontrées dans la réalisation des activités ? Expliquez.

- **Lien agricut & systèmes alimentaires**

Pouvez-vous me parler de la nutrition : qu'est-ce que c'est pour vous, êtes-vous concernés... et pourquoi

Est-ce important de lier la nutrition aux activités agricoles ? expliquez

- **Suivi-évaluation, capitalisation**

Parlez-nous du suivi et de l'évaluation de ces activités Nut

(qui s'en charge, adapté à la nut, quelle utilisation)

Parlez-nous de la valorisation des résultats de vos activités

- **Résultats/effets : changement de comportement & situation**

Parlez-nous des changements de comportement, à différentes échelles, avec ces activités ?

Par exemple au niveau des pratiques agricoles, alimentaires, hygiène, santé, nutrition, cohésion/entente/entre-aide entre communautés...

Selon vous comment faire l'extension de vos résultats ?

- **Contraintes/difficultés**

Quelles sont d'après-vous les contraintes et difficultés rencontrées pour la mise en place d'activité nutrition ? pourquoi ?

Comment avez-vous contourné ces difficultés ?

- **Futurs projets/perspectives**

Avez-vous des futurs projets en lien avec la nutrition ?

Avez-vous d'autres idées d'activités à créer en lien avec la nutrition ?

Si pas déjà fait (ADAK) :

Comment prévoyez-vous de mieux intégrer la nutrition dans vos activités ?

Avez-vous autre chose à ajouter ?

Les informations et votre analyse ont été utiles. Je vous remercie de votre disponibilité.

Types d'infos	Précision	Utilisation	Données
Population cible	Quel type de produit ? Quelle composition ?	Mesurer l'impact nutritionnel	
Type de repas	Combien de personnes en charge de l'activité ? Qui sont-ils ? Qui fait quoi ?	Observer si les compétences de ces personnes sont bénéfiques ou non à l'action	
Personnel en charge	Travaillent-ils/elles dans des conditions favorables ? Assises ? Avec ventilateurs ? Des équipements de protection ?	Facteurs favorables et défavorables	
Organisation de l'activité	Quelles heures de travail ? Comment sont réparties les tâches ? A quelle rapidité ?	Facteurs favorables et défavorables	
Environnement	Où est l'unité de transformation ? Y a-t-il du monde autour ? Est-ce un endroit adapté ?	Facteurs favorables et défavorables	
Matériel/ressource	Quel matériel mobilisé ?	Comprendre l'impact sur l'efficacité de l'action, facteurs favorables et défavorables	
Ambiance	Quelle est l'ambiance générale ? Quel état d'esprit des femmes ?	Facteurs favorables et défavorables	

Annexe 10 : Exemple grille d'observation (unité de transformation/minoterie) (Source : Océane Leloup, 2023)

	ARAF	FAPAL	URAPD	ADAK
Situation géographique	Région de Fatick (Sine Saloum), département de Gossas, commune de Gossas	Région de Louga, département de Louga, petite commune de Kele Gueye	Région de Diourbel, département de Bambeý, commune de Bambeý	Région de Kafrine, département de Kafrine, commune de Kafrine
Zone agroécologique	Bassin arachidier	Bassin arachidier	Bassin arachidier	Bassin arachidier
Date de création	1985	1987	1988	1985
Sous-organisation	7 unions paysannes : Baol, Colobane, Diakhaa, Guinguiné, Mbadakhourou, Ouadiour et Toucar.	33 groupements villageois membres mais officiellement 45 car 12 autres bénéficient du programme de l'État sans cotiser à FAPAL	3 sous-unions : Ngoye, Ndongol et Diokhoba avec environ 44 groupements villageois	5 unions/coopératives : Boulel, Koungheul, Médina Sabakh, Maïem Hodar et Ndoum Nguenth.
Nombre de membres	2864	3700 membres dont 65% de femmes sur 5 arrondissements, soit 8 communes et 34 villages	Plus de 2697 membres dont 65% des femmes	5314 membres sur 2 régions, 5 départements et 16 communes
Gouvernance/or ganes de décision	Equipe administrative : un président, un secrétaire général et un trésorier élu à la suite de l'assemblée générale de 2013 Conseil administratif : 29 membres Assemblée générale : 1 délégué/union	Bureau exécutif : un président, deux adjoints, un secrétaire général et son adjoint, un trésorier et son adjoint et enfin 11 membres élus par consensus à l'AG. Assemblée générale : deux à cinq membres/groupement, réunion tous les quatre ans pour valider les programmes, rapports, missions et objectifs. Conseil général : 72 délégués = relais de l'AG, réunion tous les ans Conseil d'administration : 36 membres pour orienter et améliorer les décisions. Réunion chaque trimestre et mise en œuvre de la feuille de route approuvée par le CG. (Voir annexe 12) 5 commissions : agriculture, communication et formation, politique, financement rural et développement durable, ainsi qu'un comité des sages et un collège des femmes et des jeunes.	Bureau exécutif : un président, un 1er et 2nd vice-président, un secrétaire général et de son adjoint, un trésorier général et de son adjoint et d'un commissaire au compte + une assistante, une comptable et une assistante comptable. 10 commissions : agriculture, élevage, Développement institutionnel et Développement organisationnel DIDO, multiplication de semences, environnement, alphabétisation, bien-être animal, transformation et organisation. (URAPD, 2022)	Bureau exécutif : président, secrétaire général et trésorier. Assemblée générale : 180 membres Conseil d'administration : 28 membres Commissaire au compte : trois membres
Equipe technique	7 animateurs endogènes qui ont la charge du suivi des activités auprès des exploitations familiales. + équipe PRN : 2 chefs de projet (car deux districts sanitaires : Gossas et Guinguiné), 1 comptable, 17 agents communautaires, les relais communautaires et un gardien	Pool de 18 animateurs endogènes Comité de pilotage 14 membres : un de ses administrateurs, un comptable, douze animateurs et un cabinet externe	Pool d'environ 42 animateurs	Un coordinateur des activités, un comptable, deux coachs, 20 animateurs, un gérant et d'un meunier, un chauffeur et un technicien de surface
Patrimoine	Un siège, un véhicule	Un siège, un véhicule, des motos, une boutique de stockage, une unité de transformation, une unité de réparation mécanique	Un siège avec de nouveaux bureaux, une radio, 2 magasins de stockage et une cuisine Une minoterie, un moulin, une décoriqueuse Un véhicule, des motos	Un capital semencier, des banques de céréales, trois unités de transformation, un magasin de stockage, un premier siège à Boulel puis un second à Kafrine, la minoterie, des décoriqueuses darachides, un véhicule et des motos

Annexe 11 : Présentation des organisations paysannes ciblées



Annexe 12 : Organigramme de l'association FAPAL (Source : FAPAL, 2023)



Annexe 13 : Panneau d'affichage de présentation des activités passées d'ARAF
(Source : ARAF)

Menus	
A base locale	A base de riz
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Lakh ➤ Ngalakh ➤ Fondé ➤ Ndembé ➤ Niéleng 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dakhine ➤ Thiébou Jen ➤ Yassa Poulet ➤ Yassa Poissons ➤ Mbakhal

Annexe 14 : Tableau des menus de la cantine scolaire de Mbokhodane (Source : URAPD, 2023)

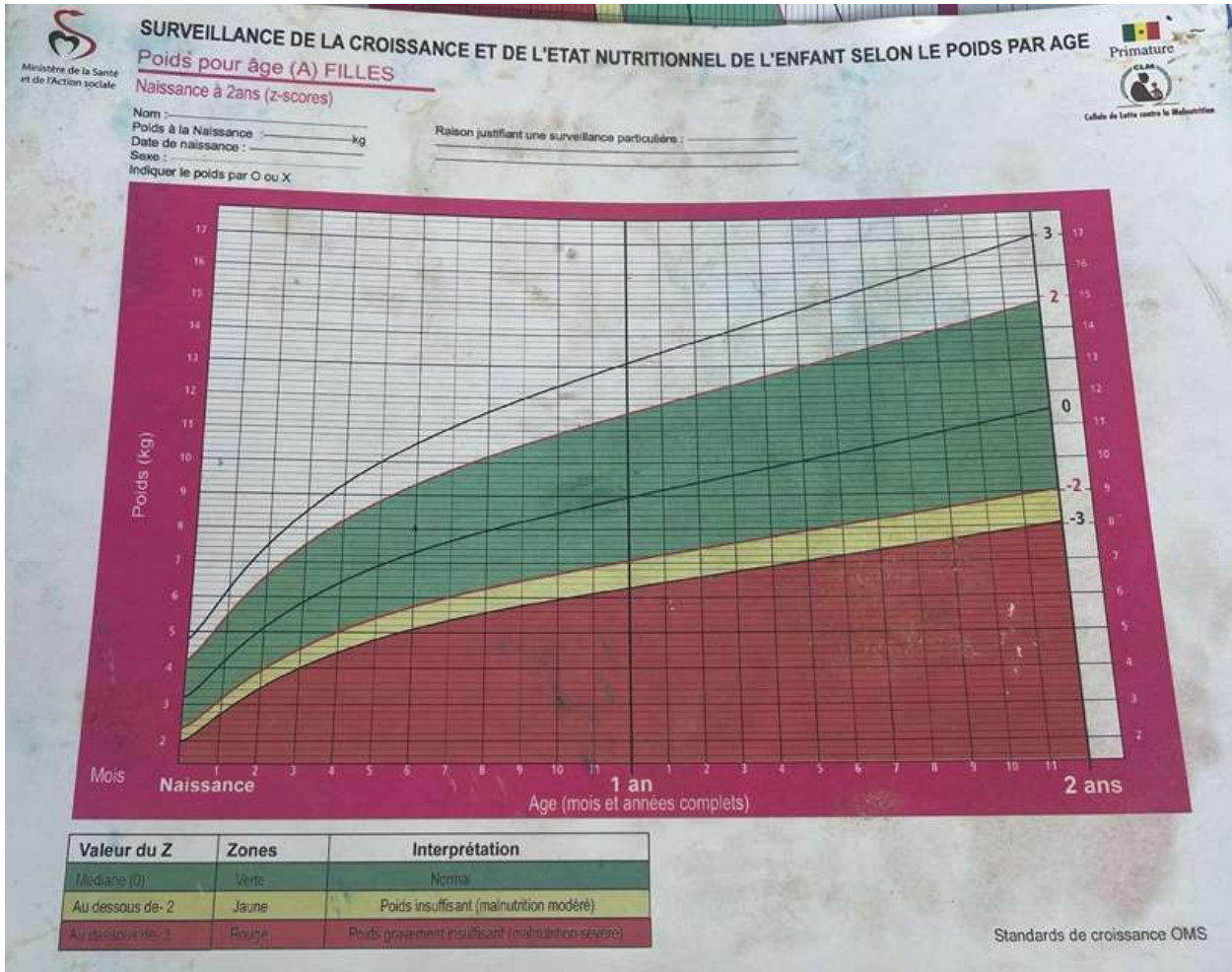


Annexe 15 : Liste des partenaires du CNDN dans le cadre du PRN (Source : CNDN, 2023)

NIVEAU	CADRE	MISSIONS
National	Conseil National de développement de la Nutrition (CNDN décret N°2020-1802) Ex CLM avec ses différents organes :	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la coordination et la mise en œuvre la politique de nutrition nationale Elaborer les stratégies appropriées pour l'exécution des programmes nationaux de nutrition, S'assurer de la bonne exécution des programmes nationaux de nutrition ainsi que de leur suivi et évaluation
Régional	Comité Régional de Développement de la Nutrition (CRDN)	Assurer l'harmonisation, la mise en cohérence, la coordination et le suivi et le suivi de toutes les interventions de nutrition
Local	Comité Local de Suivi du PRN (CLS/PRN)	Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des projets de nutrition communautaire des collectivités locales

NIVEAU	CADRE	MISSIONS
Village et quartier	Comité local de pilotage (CLP)	<p>Représenter la communauté. Le CLP assurer la coordination de toutes les structures de gestion au niveau village (Sous-comités de sélection, COGEVI, sous-comité de gestion des greniers communautaires, etc...)</p> <p>Servir d'interface entre la communauté et les agents de l'AEC</p> <p>Accompagner les relais dans la mise en œuvre des interventions</p> <p>Coordonner, suivre et mobiliser les communautés autour du projet</p>
	Le Comité de Gestion des initiative COGEVI d'élevage de petits ruminants de , de volaille, de jardins communautaires, des greniers villageois de l'enfants, etc.	<p>C'est un sous-comité du comité de pilotage</p> <p>Servir d'interface entre le comité de pilotage, les ménages bénéficiaires, les agents de l'AEC et les secteurs qui appui le développement des initiatives</p> <p>Accompagner les ménages dans la gestion de leur initiative</p> <p>Coordonner, suivre et mobiliser les communautés autour des initiatives</p>

Annexe 16 : Explication et détails des différents cadres de coordination du PRN (Source : CNDN, 2023)



Annexe 17 : Fiche de suivi de la croissance SPC FILLES selon les standards OMS
 (Source : CNDN)

Sites	Age (en mois)	Enfants Ciblés				Enfants pesés	Total Enfants pesés par tranche d'âge	Etat nutritionnel			Gain de poids des enfants		Nombre d'enfants 6-23 mois ayant reçu 15 sachets de MNP	
		Anciens	Nouveaux	Sorties	Total			Vert	Jaune	Rouge	Adéquat	Non adéquat		
DIAKHAO	0-5	G	3	3	0	6	6	10	6	0	0	3	0	
		F	3	1	0	4	4		4	0	0	1	2	
	6-11	G	23	1	0	24	24	45	24	0	0	13	10	
		F	20	2	0	22	21		21	0	0	12	7	
12-23	G	36	0	3	33	32	70	32	0	0	14	18		
	F	43	0	2	41	38		38	0	0	18	20		
NDIAYENNE	0-5	G	7	2	0	9	9	21	9	0	0	7	0	
		F	10	3	1	12	12		12	0	0	7	2	
	6-11	G	18	0	1	17	16	35	16	0	0	10	5	
		F	20	0	1	19	19		16	2	1	16	3	
12-23	G	25	1	2	24	24	47	22	2	0	17	6		
	F	25	0	1	24	23		23	0	0	16	8		
KEUR EL HADJI	0-5	G	6	4	0	10	10	21	10	0	0	6	0	
		F	9	2	0	11	11		11	0	0	9	0	
	6-11	G	21	1	0	22	21	41	21	0	0	20	0	
		F	19	1	0	20	20		20	0	0	17	2	
	12-23	G	47	0	3	44	44	78	43	1	0	42	2	
		F	41	1	4	38	34		34	0	0	33	0	
DANGOU	0-5	G	5	2	0	7	7	13	7	0	0	5	0	
		F	4	2	0	6	6		6	0	0	3	1	
	6-11	G	17	1	0	18	17	34	17	0	0	9	7	
		F	18	0	0	18	17		17	0	0	11	6	
	12-23	G	35	0	1	34	34	58	34	0	0	24	10	
		F	26	2	4	24	24		24	0	0	15	7	
106	0-5	G	7	2	0	9	8	17	8	0	0	6	0	
		F	8	1	0	9	9		9	0	0	8	0	
	6-11	G	15	0	0	15	15	38	15	0	0	14	1	
		F	24	0	0	24	23		23	0	0	22	1	
	12-23	G	26	0	2	24	24	52	24	0	0	22	3	
		F	31	0	3	28	28		28	0	0	21	7	
Total		G	291	17	12	296	291	580	288	3	0	212	62	
		F	291	15	16	298	289		286	2	1	209	66	
		T	591	32	28	595	580		574	5	1	421	127	

Annexe 18 : Exemple de données collectées dans le cadre d'un SPC mensuel (Source : ARAF, 2023)

Dépistage

AGES	Nombre d'enfants 6-59 mois ciblés			Nombre d'enfants 6-59 mois dépistés			Nombre d'enfants 6-59 mois malnutris modérés			Nombre d'enfants 6-59 mois malnutris sévères			Nombre d'enfants 6-59 mois malnutris sévères référés	6-59 mois malnutris sévères contre référés pour prise en charge
	F	G	T	F	G	T	F	G	T	F	G	T		
6-11	64	76	140	84	75	159	7	0	7	1	0	1	1	
12-23	158	173	331	157	170	327	4	5	9	0	0	0		
24-35	220	219	439	218	218	436	1	1	2	0	0	0		
36-59	355	403	758	351	400	751	0	0	0	0	0	0		
Total	797	871	1668	810	863	1673	12	6	18	1	0	1		

Annexe 19 : Exemple de données collectées dans le cadre d'un dépistage trimestriel (ARAF, 2023)



ARAF



Fiche expérience Sodou

Présentation de Sodou

Sodou est agent communautaire pour l'association paysanne ARAF dans le cadre du Programme de Renforcement de la Nutrition de l'État depuis 2017. Il intervient sur la commune de Ouadiour et ses villages, en relation avec les relais et les agents de santé. Par ailleurs, Sodou est producteur agricole : il cultive le mil et l'arachide pour nourrir sa famille. Il a aussi 2 boutiques multi-services (transferts argent mobile, vente d'eau/boissons, de chaussures et autres objets, pressing). Enfin, Sodou est également trésorier volontaire du Comité de Développement Sanitaire du poste de santé de Gossas.

Ses objectifs

Sodou aime agir pour le bien-être de sa communauté et particulièrement des enfants. Il aime le partage, le relationnel et la pédagogie. Le domaine de la santé et de la nutrition l'intéresse beaucoup, c'est pourquoi il se démène pour la commune de Gossas, à la fois sur le projet et au poste de santé. Il pratique également l'agriculture car c'est une passion, dit-il. L'élevage lui permet d'avoir des moutons pour les cérémonies, de créer un revenu mais il peut aussi nourrir ses animaux avec les résidus de ses cultures.



Ses tâches en tant qu'agent communautaire

Sodou collecte les données de dépistage et de suivi de la croissance au niveau des relais communautaires de chaque village, il anime des causeries et des séances de pesée. Il rédige aussi un rapport mensuel au chef de projet et restitue les données à la collectivité territoriale lors de réunions périodiques. Ponctuellement, il effectue également des enquêtes. Enfin, il est chargé de distribuer les motivations aux relais. C'est le principal interlocuteur entre l'AEC et la communauté.



Les qualités d'un bon agent communautaire

D'après lui, les compétences pour être un bon AC sont d'« avoir le sens de l'écoute, pouvoir s'adapter au milieu, accepter le comportement de la communauté, pouvoir bien communiquer, avoir de la patience et du temps. »

Les résultats de son travail

« Toutes les activités initiées ont eu des résultats positifs [...] Le programme est apprécié de la communauté. » D'après Sodou, il y a aussi une baisse du taux de malnutrition aiguë globale et le comportement de la population a changé avec une meilleure prise en charge des enfants : « Avant, les mères faisaient des erreurs sans le savoir ». L'allaitement maternel exclusif et la dynamique communautaire ont aussi été améliorés : « S'il n'y a pas de dynamique communautaire, on ne donne rien car ils vont se bagarrer ».

Le lien de son activité avec l'agriculture

La nutrition signifie une bonne alimentation d'après Sodou et pour cela, il faut des moyens. « On obtient ses moyens avec l'agriculture qui nous permet de subvenir aux besoins et qui est une source de revenu avec la vente ou la consommation ou l'élevage. » Il donne l'exemple des initiatives communautaires qui d'après lui, font le lien avec l'agriculture et permettent de produire du lait de chèvre ou de la viande.

Par Océane Leloup à partir d'entretiens menés au mois de juin 2023 à Gossas, Sénégal. Le prénom de l'interrogé a été modifié.



Fiche expérience Dieynaba

Présentation de Dieynaba

Dieynaba est **responsable de la commission transformation** de l'organisation paysanne URAPD à Bambey et du collège des femmes. Elle s'occupe des activités de transformation telles que gérer la production de farine enrichie avec les autres femmes transformatrices et des produits transformés pour alimenter la boutique et répondre aux commandes. Elle s'occupe également de la **gestion de la cuisine** lors d'ateliers à l'association et de la **gestion de la cantine scolaire** à Mbokhodane. Dieynaba est également **formatrice** en transformation pour d'autres structures dont d'autres associations paysannes. Enfin, elle **transforme** elle-même le mil, le bissap et le niébé pour avoir une activité supplémentaire.

Ses objectifs

Transformer les matières agricoles lui permet de *"satisfaire mes besoins, aider son mari pour participer aux frais d'éducation, de santé et d'habillement des enfants"* en améliorant ses revenus. C'est aussi un moyen de produire de la nourriture saine, grâce à la formation qualité et hygiène reçue et d'agir sur la malnutrition d'après elle.



Son passé

Ancienne facilitatrice en langue nationale, Dieynaba accompagnait les apprentis dans les classes d'alphabétisation pour apprendre à faire des activités génératrices de revenus. *"Le président m'a vu en train de faire la transformation, alors il m'a convoqué à l'AG de 2017"*. Elle a ainsi été élue comme responsable de transformation. *"Je suis venue et j'ai vulgarisé tout ça dans tout le département."* Dieynaba a été formée en transformation des céréales plusieurs fois, mais aussi en qualité et hygiène.



Les résultats de son travail

"On reçoit des commandes, les femmes sont rémunérées et notre travail est de plus en plus reconnu dans la région." L'année dernière, leur rémunération leur a permis d'acheter du savon, de l'huile, des oignons...

Le lien de son activité avec l'agriculture

D'après Dieynaba, les paysans sont eux qui leur vendent le mil, l'arachide, le niébé.. pour produire la farine et les produits transformés. Son activité ne peut avoir lieu sans eux.

Ses conseils pour une meilleure nutrition au Sénégal

Il faut sensibiliser davantage les femmes et les familles, consommer des aliments comme le beignet qui sont à base de céréales locales, plus riche en vitamines. *"Le mil est riche, et la bouillie est plus nourrissante."*

Par Océane Leloup, 2023 à partir d'un entretien mené le 04/08/2023 à Bambey, Sénégal. Le prénom de l'interrogé a été modifié.

Annexe 21 : Fiche expérience Dieynaba (Source: Océane Leloup, 2023)



Un projet mis en place par **SOL** et la pour la promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales



Annexe 22 : Fiche de projet phase 3 (Source : SOL, 2022)

Pour citer ce document : [Leloup, Océane, 2023. De l'agriculture à la nutrition, quelle contribution des organisations paysannes ? Etude de cas auprès de 4 associations membres de la FONGS au Sénégal. Mémoire, ingénieur agronome, SAADS, MOQUAS, Institut Agro | Montpellier SupAgro. 116 p.]

Institut Agro | Montpellier SupAgro, 2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier cedex 02. <https://www.institut-agro.fr/>